

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'OPPOSITION EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
ALLEMANDE AVANT 1989 : UNE ÉVOLUTION SINGULIÈRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ISABELLE TALBOT-FOURNIER

MAI 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier madame Micheline DeSève, ma directrice de mémoire, pour sa grande disponibilité, pour son dévouement ainsi que pour ses remarques judicieuses et ses bons conseils. Je désire également remercier toute ma famille - mes parents, ma sœur, son amoureux et les « p'tits » - pour l'affection qu'ils me témoignent et pour leurs encouragements qui ont sans aucun doute contribué à ma persévérance. Enfin, je voudrais remercier tout spécialement Maxime avec qui je partage mon quotidien, ma vie, et qui s'est avéré un conseiller de tout premier ordre. Sa présence a été le meilleur des réconforts.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LE CADRE D'ANALYSE : L'ÉVOLUTION SINGULIÈRE DE L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE	8
1.1 LES CONCEPTS CENTRAUX ET LE CADRE D'ANALYSE.....	9
1.1.1 LES CONCEPTS DE RÉGIME TOTALITAIRE ET DE RÉGIME LÉNINISTE.....	9
1.1.2 HISTORIQUE ET PRINCIPAUX TRAITS DU RÉGIME EST-ALLEMAND.....	15
1.1.3 LE PHÉNOMÈNE D'OPPOSITION SOUS LES RÉGIMES LÉNINISTES.....	20
1.1.4 CADRE D'ANALYSE : RÉVISIONNISME, DISSIDENCE ET NATIONALISME.....	28
1.2 LES CAUSES DE L'« EXCEPTION » EST-ALLEMANDE.....	32
1.2.1 L'ANTIFASCISME COMME MYTHE FONDATEUR DE LA RDA.....	34
1.2.2 LA DÉLÉGITIMATION DU NATIONALISME.....	36
1.2.3 LE RÔLE ÉQUIVOQUE DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE AUPRÈS DE L'OPPOSITION.....	38
1.2.4 LA SITUATION GÉOPOLITIQUE SINGULIÈRE DE LA RDA.....	39
1.3 CONCLUSION.....	47
CHAPITRE II L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1970 : LA RÉVOLTE OUVRIÈRE, LE COURANT RÉVISIONNISTE ET LE PHÉNOMÈNE DE L'EXIL	48
2.1 LE SOULÈVEMENT OUVRIER DE 1953 : UN ÉPISODE UNIQUE.....	49

2.2 LE RÉVISIONNISME ET LE PHÉNOMÈNE DE L'EXIL, DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1970.....	55
2.2.1 LA « RÉVOLTE » DES INTELLECTUELS RÉVISIONNISTES DE 1956.....	56
2.2.2 LE TOURNANT DES ANNÉES 1960 : L'EXIL, LE MUR DE BERLIN ET LA CONSOLIDATION DU RÉGIME.....	61
2.2.3 LES ÉPISODES CONTESTATAIRES DES ANNÉES 1960.....	66
2.2.4 LES ANNÉES 1970 : LES DÉBUTS DE L'ÈRE HONECKER.....	73
2.3 CONCLUSION.....	85
 CHAPITRE III	
L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE DANS LES ANNÉES 1980 : ENTRE RÉVISIONNISME ET DISSIDENCE.....	87
3.1 LES DÉBUTS DE LA DÉCENNIE : MISE EN CONTEXTE.....	89
3.2 LA NAISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DES GROUPES D'OPPOSITION.....	91
3.2.1 LE MOUVEMENT PACIFISTE AUTONOME.....	93
3.2.2 LES GROUPES DE FEMMES.....	99
3.2.3 LE MOUVEMENT ÉCOLOGISTE.....	101
3.2.4 LES GROUPES POUR LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS.....	105
3.3 L'IMPACT DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE SUR LES GROUPES D'OPPOSITION.....	109
3.4 LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT DES CANDIDATS À L'ÉMIGRATION.....	114
3.5 LE DÉCLIN DE L'OPPOSITION À LA FIN DES ANNÉES 1980.....	117
3.6 CONCLUSION.....	119
 CONCLUSION.....	122
 BIBLIOGRAPHIE.....	129

RÉSUMÉ

La présente étude porte sur l'évolution de l'opposition en République démocratique allemande (RDA) avant 1989. Cette opposition s'est avérée singulière en raison de sa marginalité et de son désir de réformer le régime communiste de l'intérieur. Notre examen du phénomène contestataire est-allemand s'appuie d'abord sur la typologie des oppositions sous les régimes léninistes proposée par Christian Joppke. Cette typologie distingue trois types d'opposition : le révisionnisme, la dissidence et le nationalisme. Ce cadre d'analyse nous permet de constater que l'opposition est-allemande a été caractérisée par sa tendance révisionniste. Nous cherchons ensuite à connaître les facteurs qui permettent d'expliquer cette particularité de l'opposition ainsi que sa marginalité. Notre thèse stipule que ces spécificités sont dues à la situation particulière de la RDA, c'est-à-dire à ses particularités historiques, culturelles et géopolitiques. Cette thèse comporte quatre principaux axes. En premier lieu, il appert que l'opposition est demeurée fidèle à l'idéologie socialiste à cause du mythe fondateur antifasciste de l'État est-allemand. En second lieu, la délégitimation du nationalisme a fait en sorte que les opposants n'ont jamais pu utiliser un discours nationaliste contre le communisme. L'opposition s'en est, par conséquent, trouvée affaiblie. En troisième lieu, l'Église évangélique, qui a soutenu les groupes contestataires dans les années 1980, a fait également obstacle à l'émergence d'un mouvement contestataire plus large. Enfin, la situation géopolitique de la RDA, c'est-à-dire son statut de partie d'une nation divisée ayant comme vis-à-vis la République fédérale d'Allemagne (RFA), a eu un impact majeur sur la trajectoire de l'opposition en contribuant à sa marginalisation et au maintien de la tendance révisionniste. Nous appuyons notre thèse en décrivant et en analysant l'évolution de l'opposition jusqu'à la fin des années 1980. Les différents épisodes contestataires qui ont marqué l'histoire de la RDA sont ainsi examinés dans le but de mettre en lumière les particularités de l'opposition est-allemande.

Mots-clés : République démocratique allemande (RDA), opposition, révisionnisme, dissidence, régime communiste.

INTRODUCTION

Dans ce mémoire, nous souhaitons traiter de l'opposition sous le régime communiste de la République démocratique allemande (RDA). La courte histoire de cette démocratie populaire a été en effet marquée par des épisodes de contestation et l'action de groupes d'opposition qui sont venus troubler l'apparente stabilité du régime. D'entrée de jeu, il importe de noter que l'intérêt des chercheurs pour la dynamique oppositionnelle est-allemande est assez récent. De fait, avant les années 1990, les événements mettant en scène des opposants étaient jugés plutôt insignifiants. Or, depuis plus d'une décennie, de nombreux auteurs se sont attardés au phénomène en tâchant d'explorer ses différentes facettes. Cette curiosité nouvelle pour les rouages du système politique ainsi que pour la vie quotidienne de la société s'est inscrite dans la foulée de l'ouverture des archives est-allemandes. Comme le souligne Konrad Jarausch, il y a eu, à partir de ce moment, « une véritable explosion des recherches sur la RDA, au point que ce dernier champ domine actuellement l'histoire du temps présent en Allemagne »¹. À l'instar des auteurs qui ont fait valoir ce domaine de recherche à la fois vaste et novateur, nous effectuerons une analyse du développement de l'opposition est-allemande, de la naissance de l'État en 1949 jusqu'en 1988.²

Un examen de la littérature portant sur notre objet d'étude indique que les analyses convergent quant à certains traits particuliers de l'opposition est-allemande.

¹ Konrad H. Jarausch, « Au-delà des condamnations morales et des fausses explications : plaidoyer pour une histoire différenciée de la RDA », *Genèses*, no 52 (septembre 2003), p. 81.

² Nous n'étudierons pas l'évolution de l'opposition jusqu'à la chute du régime en 1989 car cet examen dépasse largement les objectifs de notre mémoire dans la mesure où il est question d'un enchevêtrement complexe de prises de position et d'actions concrètes de groupes d'opposition et d'un large mouvement populaire. À ceci s'ajoutent bien entendu la conjoncture particulière qui a concouru à

D'une part, celle-ci a été singulière en raison de sa faiblesse. À aucun moment de l'histoire de la RDA il n'y a eu un large mouvement d'opposition rassemblant toutes les couches de la population. Jusqu'à la fin des années 1970, ce sont surtout des intellectuels qui se sont risqués à condamner le dogmatisme du parti dirigeant, le Parti socialiste unifié (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* – SED). Dans les années 1980, si des groupes d'opposition ont pu se développer grâce à la protection de l'Église évangélique, ils n'ont toutefois regroupé qu'une fraction de la population. D'autre part, il semble que les opposants sont restés plus fidèles au régime qu'ils ne l'auraient envisagé. Leurs critiques n'ont jamais visé les fondements de l'État, à savoir les idéaux socialistes; ils ont plutôt revendiqué la démocratisation du régime et une réforme du SED. Enfin, il s'avère que le phénomène d'émigration vers la République fédérale d'Allemagne (RFA) a constitué un enjeu central à la fois pour la survie de la RDA, mais aussi pour le développement de l'opposition au régime.

Il appert que peu d'auteurs ont tenté de fournir une explication relativement à l'origine de ces particularités. Les ouvrages et articles qui ont été analysés s'attachent surtout à décrire le développement de l'opposition sans chercher les causes de cette évolution unique en son genre. Ce constat nous amène à formuler la question de recherche qui sera au cœur de cette étude : comment peut-on expliquer les particularités de l'opposition est-allemande? Le principal objectif poursuivi est donc de fournir une analyse de la nature même et de l'évolution de l'opposition est-allemande qui va au-delà de la description pure et simple des faits.

Pour atteindre notre objectif de recherche, il a été nécessaire de faire le point sur quelques outils d'analyse permettant une compréhension approfondie de la dynamique contestataire sous les régimes communistes est-européens. Il nous est apparu que les théories des mouvements sociaux s'avèrent peu utiles pour parvenir à

l'effondrement des régimes communistes est-européens ainsi que les réactions que ces profonds bouleversements ont suscitées au plan international.

nos fins car elles présupposent l'existence de règles et d'institutions propres aux démocraties libérales, alors que nous avons affaire ici à des régimes politiques où les principes démocratiques n'étaient pas respectés et où les droits civils élémentaires n'étaient pas reconnus. Une autre piste que nous avons explorée est celle de la non-violence.³ Cette approche, si elle est intéressante quand il s'agit d'étudier les moyens d'action employés par les opposants est-européens, n'est pas très appropriée lorsque l'on cherche à saisir la nature de l'opposition sous les régimes communistes.

La même critique peut être formulée envers le concept de résistance civile⁴ qui a été utilisé dans des analyses portant sur des événements historiques où ont été mis en œuvre des moyens d'action non-violents, notamment dans les contextes de domination nazie et soviétique. Ce concept, par sa polyvalence, nous éclaire quant à la configuration des oppositions est-européennes en mettant l'accent sur certains de leurs aspects, soit les acteurs mobilisés ainsi que les moyens utilisés par ceux-ci. Toutefois, il n'est pas adéquat pour saisir les particularités de l'opposition est-allemande car il en résulte, selon nous, une analyse principalement descriptive. Notre objectif de recherche requiert plutôt un outil d'analyse qui permette d'apprécier l'essence et l'évolution des oppositions sous les régimes communistes d'Europe centrale et orientale avant de l'appliquer au cas spécifique retenu.

C'est grâce à la typologie proposée par Christian Joppke dans son ouvrage intitulé *East German Dissidents and the Revolution of 1989 : Social Movement in a*

³ Cette approche a été développée par de nombreux chercheurs en sciences sociales, dont Jacques Sémelin et Christian Mellon. À l'origine de celle-ci se trouve le fait que la contestation durant l'époque communiste en Europe centrale et orientale a généralement été de nature pacifique. Jacques Sémelin (sous la dir.), *Quand les dictatures se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*, coll. « Culture de paix », Paris, Desclée de Brouwer, 1995, p. 13.

⁴ Jacques Sémelin définit le concept de résistance civile comme suit : « La résistance civile est la résistance d'acteurs sociaux ou politiques appartenant à la société civile et/ou à l'appareil d'État, et ce par des moyens politiques, juridiques, économiques et culturels. » Jacques Sémelin (sous la dir.), *op. cit.*, p. 26.

*Leninist Regime*⁵, ainsi que dans certains de ses articles, que nous avons pu effectuer un examen plus poussé du développement de l'opposition est-allemande. Joppke distingue en effet trois types d'opposition sous les régimes communistes d'Europe centrale et orientale : le révisionnisme, la dissidence et le nationalisme. À l'aide de cette typologie, nous sommes à même de constater que l'opposition est-allemande est demeurée de tendance révisionniste au lieu d'évoluer vers la forme dissidente. En quoi consistait cette tendance? Les tenants du révisionnisme ne visaient pas l'abolition du socialisme mais plutôt la démocratisation du régime, une réforme du parti dirigeant ainsi que le retour aux buts initiaux de la révolution communiste. Dans les années 1980, l'opposition est-allemande s'est quelque peu métamorphosée dans la mesure où certains groupes ont axé leur lutte sur la défense des droits humains, ce qui est le propre de la dissidence. Toutefois, ce tournant tardif vers la dissidence n'a jamais été achevé. Nous souhaitons ainsi démontrer dans ce mémoire que l'opposition est-allemande était caractérisée par sa tendance révisionniste. Nous désirons également mettre en évidence le fait que l'opposition a constitué, de façon générale, un phénomène marginal jusqu'à la fin des années 1980.

Comment pouvons-nous expliquer cette évolution singulière? La thèse que nous nous proposons de démontrer dans cette étude stipule que les spécificités de l'opposition est-allemande, à savoir sa tendance révisionniste et sa marginalité, sont dues à la situation particulière de la RDA, c'est-à-dire à ses particularités historiques, culturelles et géopolitiques. Nous déclinons notre thèse en quatre temps. Tout d'abord, nous montrerons que l'opposition est demeurée fidèle à l'idéologie socialiste à cause du mythe fondateur antifasciste de la RDA. Ensuite, nous aborderons la question de la délégitimation du nationalisme. De fait, l'utilisation d'un langage nationaliste était impensable en RDA en raison de la connotation négative de la notion de nationalisme. L'opposition au régime s'en est trouvée affaiblie. Par ailleurs,

⁵ Christian Joppke, *East German Dissidents and the Revolution of 1989 : Social Movement in a Leninist Regime*, New York, New York University Press, 1995, 277 p.

nous traiterons du rôle ambigu de l'Église évangélique qui a accueilli en son sein des groupes d'opposition au cours des années 1980 : si son soutien a été fondamental pour les opposants, elle a également fait obstacle à l'émergence d'un mouvement contestataire plus large. Enfin, nous examinerons la situation géopolitique de la RDA, c'est-à-dire son statut de partie d'une nation divisée ayant comme vis-à-vis la RFA. Cet état de fait a eu un impact majeur sur la trajectoire de l'opposition : il a en effet contribué à la marginalisation des opposants et au maintien de la tendance révisionniste. Nous viendrons soutenir notre thèse en décrivant et en analysant l'évolution de l'opposition est-allemande jusqu'à la fin des années 1980 (en excluant 1989).

Quant à l'approche méthodologique retenue, il semblait pertinent de recourir à une analyse documentaire : nous nous appuyons donc sur les écrits de chercheurs qui ont, dans certains cas, effectué des entrevues auprès d'acteurs de l'opposition est-allemande et qui ont dépouillé un nombre important de documents officiels, de discours et de publications produites clandestinement par les opposants en RDA ou à l'Ouest. Ainsi, la littérature sélectionnée pour cette recherche consiste essentiellement en des monographies et des articles de revues scientifiques. Par ailleurs, il importe de préciser que cette analyse est de nature empirique puisqu'il s'agit d'examiner un cas précis d'opposition sous un régime communiste.

Ce mémoire se divise en trois chapitres. Le premier sera consacré aux concepts, au cadre d'analyse et à la thèse qui constituent le fondement de notre étude. D'abord, une définition claire des concepts de régime totalitaire et de régime léniniste est impérative pour saisir dans quel contexte s'est articulée l'opposition. Ensuite, nous présenterons un bref historique de la RDA ainsi que les principales caractéristiques du régime est-allemand afin de mieux situer le phénomène contestataire. Nous discuterons également du concept d'opposition sous les régimes léninistes. Enfin, nous expliquerons de manière concise la typologie de Joppke qui

nous permet de comprendre les particularités de la dynamique contestataire est-allemande. Nous compléterons ce chapitre en explicitant de façon détaillée les quatre principaux axes de notre thèse.

Le second chapitre traitera essentiellement du développement de l'opposition en RDA, des débuts du régime jusqu'à la fin des années 1970. Dans un premier temps, nous examinerons ce qui a constitué l'épisode contestataire le plus spectaculaire de l'histoire de la RDA : la révolte ouvrière de 1953. Nous verrons que l'élite intellectuelle s'est tenue à l'écart du soulèvement du fait de son allégeance au régime et qu'elle a pu profiter d'une phase d'instabilité politique à la suite des événements pour obtenir des concessions de la part des dirigeants. Dans un deuxième temps, nous présenterons différents épisodes qui ont ponctué l'évolution de l'opposition jusqu'aux années 1970. Au cours de cette période, la contestation a plutôt été le fait d'intellectuels de divers horizons (scientifiques, écrivains, philosophes, rédacteurs, etc.) qui ont lutté pour une réforme du régime communiste. Nous constaterons que cette opposition révisionniste s'est essouffée à la fin des années 1970, en raison notamment de la persécution dont elle était l'objet. Nous mettrons également l'accent sur le phénomène de l'exil qui a eu d'importantes répercussions sur le régime ainsi que sur l'opposition.

Le troisième et dernier chapitre abordera le phénomène contestataire dans les années 1980. Cette décennie a constitué une période décisive pour tous les États du bloc soviétique. De fait, après avoir joui d'une période de détente avec l'Occident dans les années 1970, ils ont dû faire face à un durcissement des relations Est-Ouest avec, entre autres, la « crise des euromissiles ». Par la suite, l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev (1985) a ouvert la voie à la libéralisation politique et économique de l'URSS et, par ricochet, à celle de certains pays frères. En RDA, les dirigeants se sont montrés très réfractaires à l'instauration de réformes et ont fait preuve d'une grande intransigeance vis-à-vis des citoyens qui contestaient certaines

de leurs politiques ou qui manifestaient leur désir d'émigrer à l'Ouest. Cela n'a toutefois pas empêché l'opposition au régime de s'épanouir de multiples façons durant cette période. Le thème cardinal de la scène contestataire dans les années 1980 fut sans aucun doute la paix. Grâce au soutien de l'Église évangélique, les opposants pacifistes ont pu former des groupes dans les paroisses et organiser de nombreuses actions visant à dénoncer le double discours du pouvoir sur la paix. Dans la foulée de la lutte pacifiste, des groupes de femmes, ainsi que des groupes écologistes, ont été créés dans toutes les régions de la RDA. Comme le régime n'entendait pas réviser son orientation militariste, des militants choisirent de concentrer leur lutte sur la défense des droits humains. Nous verrons toutefois que cette évolution de l'opposition vers la dissidence n'a été que partielle. En plus de rester de tendance révisionniste, les militants n'ont pas profité de la résurgence du phénomène de l'exil et de la structuration du mouvement des candidats à l'émigration pour approfondir leur engagement envers la défense des droits humains. Enfin, l'incapacité des opposants à s'allier à la population, couplée à la volonté des dirigeants de réprimer toute forme de contestation, a fait en sorte que l'opposition s'est retrouvée complètement fragmentée à la fin des années 1980.

CHAPITRE I

LE CADRE D'ANALYSE : L'ÉVOLUTION SINGULIÈRE DE L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE

L'étude de l'opposition est-allemande exige, selon nous, une compréhension approfondie des rouages du régime à l'intérieur duquel elle est née. La nature du régime politique a en effet façonné la dynamique oppositionnelle en RDA. C'est pourquoi nous discuterons ici des concepts de régime totalitaire et de régime léniniste pour ensuite présenter un court historique du régime est-allemand ainsi que ses principales caractéristiques. Notre analyse requiert également que nous traitions du concept d'opposition sous les régimes communistes est-européens. Celui-ci suscite de nombreux débats dans la littérature car il s'avère difficile à cerner. Nous aborderons ainsi certains de ces débats afin de parvenir à une conception générale de l'opposition qui soit adéquate en regard de l'objectif de notre recherche. Ces définitions nous conduiront à la typologie élaborée par Christian Joppke (révisionnisme, dissidence et nationalisme) grâce à laquelle nous pouvons déterminer les particularités de l'opposition est-allemande. Nous expliquerons enfin de manière précise à quoi sont dues ces particularités. Comme nous l'avons indiqué précédemment, notre but est de démontrer pourquoi l'opposition est demeurée de tendance révisionniste et pour quelles raisons elle a constitué un phénomène marginal jusqu'à la fin des années 1980. Ce premier chapitre se veut donc un exposé du cadre conceptuel qui est au fondement de notre mémoire ainsi que de la thèse qui guidera notre analyse du développement de l'opposition en RDA.

1.1 Les concepts centraux et le cadre d'analyse

Afin de comprendre les facteurs qui expliquent l'évolution particulière de l'opposition est-allemande, il apparaît important avant tout de traiter des concepts qui encadrent notre analyse et d'examiner les traits principaux de l'État est-allemand. Il s'agit donc ici de présenter les éléments sur lesquels nous nous appuyons pour mener notre étude à bien.

1.1.1 Les concepts de régime totalitaire et de régime léniniste

Un retour au concept « original » de régime totalitaire est nécessaire pour faire le point sur le concept de régime léniniste. Notons dans un premier temps que l'utilisation du terme totalitaire est très controversée quand il s'agit de décrire le système soviétique. Alexandre Zinoviev rejette le concept même de totalitarisme car celui-ci met trop l'emphasis sur des similitudes dans les moyens terroristes d'exercice du pouvoir par le nazisme et le stalinisme : « Cette similitude apparente ne correspondrait qu'à une phase d'installation de ces régimes, et ne rendrait, par conséquent, pas compte de la spécificité du phénomène communiste.⁶ » Il est vrai que le concept de totalitarisme est employé pour décrire des systèmes qui ont été à la base très différents et qui ont évolué au fil des ans. Toutefois, selon nous, son intérêt se situe justement dans cette polyvalence, en mettant l'accent sur les traits communs de ces systèmes, à savoir le parti unique, la centralité de l'idéologie et les structures du pouvoir.

⁶ Propos repris par Jacques Rupnik, « Le totalitarisme vu de l'Est », in *Totalitarismes*, sous la dir. de Guy Hermet, Paris, Éditions Economica, 1984, p. 58.

Dans sa brève analyse des régimes totalitaires, Andreï Serebrianny soutient que ce qui caractérise avant tout ces régimes est un type particulier d'idéologie qui prétend embrasser toutes les sphères de la vie sociale et privée.⁷ Ces « idéologies totalitaires » se prétendent l'incarnation de la vérité. Elles nient le passé et le présent dans l'optique d'un avenir meilleur; toutes les actions doivent tendre vers la création d'une société nouvelle. Pour ce faire, les intérêts des individus sont soumis à ceux de la société et de l'État. Dans ces systèmes, la démocratie se comprend « comme la réalisation du bien pour le peuple, même s'il faut aller contre sa volonté, car le peuple lui-même peut ne pas savoir en quoi consiste son bien »⁸.

Cette idéologie se matérialise dans un système politique où le pouvoir est concentré dans les mains d'un seul parti. Ce parti est, dans plusieurs cas, soumis au pouvoir d'un seul leader charismatique. L'appareil d'État et le parti se confondent pour exercer un contrôle total sur une société où toute vie indépendante est anéantie. De ce fait, la destruction de la société civile est considérée comme l'une des caractéristiques principales des régimes totalitaires. Pour bien comprendre ce que cela signifie, il est nécessaire de préciser le concept de société civile. Celle-ci est constituée, selon la définition offerte par Lubomir Sochor, de « l'ensemble des institutions sociales suprafamiliales et en même temps non étatiques rassemblant les membres de la société en vue d'une action coordonnée, et exprimant leurs opinions et intérêts particuliers »⁹. Pour obtenir le monopole du pouvoir, les régimes totalitaires s'attaquent aux organismes de la société civile qui ne sont pas soumis au parti et qui

⁷ Certains auteurs utilisent le terme « idéocratie » pour illustrer la valeur centrale de l'idéologie pour le pouvoir.

⁸ Andreï Serebrianny, « Totalitarisme-Totalitaire », in *50 idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la Glasnost*, sous la dir. de Youri Afanassiev et Marc Ferro, Paris, Payot, 1989, p. 346.

⁹ Lubomir Sochor, « Peut-on parler de la "société civile" dans les pays du bloc soviétique? », *Communisme*, no 8 (1985), p. 84; cité par Karel Bartosek, « Europe centrale et du Sud-Est », in *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, par Stéphane Courtois et al., Paris, Éditions Robert Laffont, 1997, p. 569.

peuvent constituer un moyen de contrôle social de l'État : Églises, syndicats, associations en tout genre, médias, etc. Dans les démocraties populaires naissantes d'Europe centrale et orientale, les sociétés civiles étaient plutôt faibles en raison de l'autoritarisme des régimes politiques d'avant-guerre, du niveau arriéré de la vie économique et sociale et de la guerre comme telle, avec la politique répressive des occupants. À la suite de l'instauration du système soviétique, cet affaiblissement s'est considérablement aggravé.¹⁰ Au monopole du pouvoir s'ajoute une gestion centralisée de l'économie qui est considérée comme plus rationnelle et efficace. L'appareil d'État contrôle également le contenu et les moyens de communication de masse. Enfin, les régimes totalitaires ont recours à la terreur pour s'assurer de leur domination totale sur la société. Cette terreur est exercée par un appareil policier qui s'infiltré dans toutes les sphères de la société.¹¹

Le concept de régime léniniste est, selon nous, plus approprié que le concept de totalitarisme pour saisir les particularités des régimes communistes d'Europe centrale et orientale. Il a notamment été développé par Ken Jowitt¹² et a ensuite été repris par Joppke pour élaborer son cadre théorique traitant de l'opposition sous le communisme. En dépit des critiques qui lui sont adressées¹³, le concept de léninisme nous apparaît pertinent parce qu'il vient illustrer la nature précaire du communisme ainsi que son incapacité à offrir une organisation viable de la société moderne. Selon Joppke, la légitimité des régimes léninistes est fondée sur une action charismatique et non sur des procédures rationnelles, comme c'est le cas des démocraties libérales.

¹⁰ Karel Bartosek, *op. cit.*, p. 570.

¹¹ Andreï Serebrianny, *op. cit.*, p. 346.

¹² Voir Ken Jowitt, *The New World Disorder : The Leninist Extinction*, Berkeley, University of California Press, 1992, 342 p.

¹³ Ces critiques sont présentées à la note de fin de document no 6 du premier chapitre de l'ouvrage de Christian Joppke : *East German Dissidents and the Revolution of 1989 : Social Movement in a Leninist Regime*, *op. cit.*, p. 217. Selon Joppke, l'appellation « léninisme » vient simplement souligner la « paternité » de Lénine quant au régime à parti unique basé sur une action charismatique.

Ces régimes, gouvernés par des activistes rassemblés au sein du Parti communiste, puisent leur cohérence et leur viabilité dans la poursuite d'une mission précise : celle de combattre et d'éliminer tout ce qui vient compromettre leur objectif de détenir le pouvoir absolu. Pour y parvenir, le Parti emploie des moyens inconstitutionnels : le secret (« *secrecy* »), la subversion et la violence.¹⁴ D'après Joppke, le concept de léninisme met en lumière le dilemme fondamental du système communiste et de la modernisation de la société, c'est-à-dire le maintien de structures de pouvoir « monistes » dans une société pluraliste et diversifiée. Les régimes léninistes requièrent un « environnement de combat » pour garantir leur intégrité mais cet environnement menace de disparaître s'il n'y a plus de classes hostiles à éliminer. Le plus grand danger auquel les régimes léninistes font face est donc qu'il n'y ait plus d'ennemis à combattre. Ils perdent ainsi leur raison d'être : « *[They] are by definition monocratic and endowed with a combat task, i.e. totalitarian – or they cease to be Leninist.*¹⁵ » De ce point de vue, les régimes politiques de ce type ne peuvent pas être réformés sans être détruits.

On distingue trois phases de développement des régimes léninistes, en lien avec la théorie de la modernisation des sociétés.¹⁶ Dans un premier temps, la prise de pouvoir s'accomplit exclusivement par des moyens hors de tout cadre légal (« *extra-legal* »), tels qu'une révolution nationale (« *indigenous* ») ou une occupation militaire. L'idéologie et la terreur sont les leviers utilisés par les régimes pour consolider leur implantation. Durant cette phase, l'objectif des dirigeants est d'éliminer les anciennes élites qui pourraient contester le nouvel ordre. Joppke

¹⁴ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 3-4.

¹⁵ *Id.*, « Revisionism, Dissidence, Nationalism : Opposition in Leninist Regimes », *British Journal of Sociology*, vol. 45, no 4 (décembre 1994), p. 546.

¹⁶ Alexander Dallin et George W. Breslauer, « Political Terror in the Post-Mobilization Stage », in *Change in Communist Systems*, sous la dir. de Chalmers Johnson, Stanford, Stanford University Press, 1970; repris dans Christian Joppke, *op. cit.*, p. 7.

indique que la terreur n'est pas employée seulement dans le but de stabiliser le régime; elle est intimement reliée à sa mission idéologique. De fait, elle contribue à l'atomisation de la société, et les citoyens ainsi isolés sont ensuite rassemblés pour les fins du projet communiste. Dans un deuxième temps, la phase de mobilisation est celle durant laquelle toute la société est sollicitée dans l'unique but de construire le système communiste. Cette période est caractérisée par la collectivisation de l'agriculture, le développement d'industries et d'infrastructures modernes ainsi que l'endoctrinement de la population par le biais de l'éducation et de la culture.¹⁷

Enfin, durant la phase de post-mobilisation¹⁸, les régimes doivent affronter la société complexe et différenciée qu'ils ont contribué à créer. Comme le note Richard Lowenthal, ils sont ainsi confrontés à un dilemme de taille : rester fidèles à leur projet utopiste tout en reconnaissant les exigences de la modernisation. Cependant, il appert que la modernisation l'emporte sur l'utopie. L'avènement de la société industrielle complexe, qui entraîne une multiplication des rôles et des intérêts, menace les régimes qui apparaissent plus archaïques que jamais, dans la mesure où ils ne sont plus adaptés à la nouvelle réalité sociale. Dans ce contexte, les dirigeants doivent remplacer la terreur par des formes de contrôle et de coercition plus dosées. En outre, ils apprennent graduellement à tolérer les « zones d'indifférence » qui se manifestent au sein de la société.¹⁹ On voit donc s'établir un contrat social implicite entre les régimes et la population : les autorités communistes garantissent une amélioration du niveau de vie aux citoyens en échange de leur loyauté – ou au moins de leur passivité

¹⁷ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 7-8.

¹⁸ Certains auteurs emploient l'expression « post-totalitarisme » ou encore « post-stalinisme » en référence à ce stade de développement des régimes léninistes.

¹⁹ Des auteurs, dont Günter Gauss, utilisent l'expression « *niche society* » pour décrire cette société où les citoyens se replient dans la sphère privée afin d'échapper au contrôle du Parti-État. Günter Gauss, *Wo Deutschland liegt. Eine ortbestimmung*, Frankfurt am Main, Hoffman u. Campe, 1983; repris dans Steven Pfaff, « The Limits of Coercive Surveillance : Social and Penal Control in the German Democratic Republic », *Punishment & Society*, vol. 3, no 3 (2001), p. 398.

– vis-à-vis du régime.²⁰ Comme nous l’avons indiqué plus haut, l’approche dite des régimes léninistes dévoile la fragilité du système communiste lorsque celui-ci entre dans la phase de post-mobilisation. Le régime peut en effet difficilement faire valoir son monopole du pouvoir alors que les intérêts et les rôles se décuplent au sein de la société. Le régime est menacé de devoir abandonner son objectif d’éliminer toutes les classes hostiles au système mais ce faisant, il remet en question sa propre stabilité, sa propre existence.²¹

Ces phases de développement des régimes léninistes sont essentielles à la compréhension de l’évolution de l’opposition. De fait, elles marquent des périodes d’ouverture et de fermeture des régimes qui influent sur la capacité – ou le courage – des opposants à s’exprimer publiquement et se mobiliser. Par exemple, la phase de post-mobilisation indique que les dirigeants ne sont plus en mesure d’employer la terreur pour s’assurer de l’adhésion de la population aux idéaux prônés par le régime. La diminution de la répression dévoile la précarité du système, favorise l’éclatement des tensions sociales jusque-là réprimées et stimule les opposants qui courent alors moins de risque à contester l’ordre établi. Elle peut donc entraîner avec elle l’essor d’un mouvement d’opposition plus structuré, voire plus radical.²²

²⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 8-9; Steven Pfaff, *loc. cit.*, p. 388.

²¹ Dans ce mémoire, diverses expressions, telles que régime léniniste, régime communiste et démocratie populaire, seront utilisées afin d’exprimer une seule et même réalité : celle de systèmes politiques conçus à l’image de l’Union soviétique, qui se présentaient comme un contre-modèle du capitalisme et dans lesquels un parti unique avait le monopole du pouvoir. Il s’agissait de régimes où l’idéologie occupait une place prédominante et dont le discours émancipateur était couplé à une pratique d’oppression afin d’éliminer tous les opposants et de mener à bien l’unification de la société. Le conformisme était donc de mise et il n’y avait pas d’espace dans ces régimes pour la parole citoyenne puisque le Parti-État prétendait incarner les intérêts de la population.

²² Christian Joppke, *loc. cit.*, p. 547.

1.1.2 Historique et principaux traits du régime est-allemand

Partant de la définition des concepts de régime totalitaire et de régime léniniste, il est primordial de s'attarder aux caractéristiques de la RDA dans le but de mieux camper l'évolution de l'opposition. Il s'agira uniquement d'exposer les principaux traits de l'État est-allemand car les étapes qui ont marqué son histoire seront présentées en filigrane dans les chapitres du mémoire portant sur le développement de l'opposition (chapitres II et III).

La République démocratique allemande, créée officiellement en 1949, a été le produit du partage territorial entre les quatre Alliés au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Si la présence des Soviétiques a constitué la toile de fond – pour ne pas dire la contrainte - qui a mené à la création de la RDA, il y aurait eu, dans cette partie de l'Allemagne, des conditions favorables à l'implantation d'un régime communiste. En effet, selon François Furet, on y trouvait « des restes d'une culture ouvrière et d'une tradition marxiste qui pouvaient permettre d'enraciner le nouveau régime dans un terreau d'histoire nationale »²³. Les dirigeants est-allemands se sont d'ailleurs fait un devoir de renouer avec les traditions ouvrières et marxistes de l'histoire allemande. Notons que l'élan révolutionnaire, qui avait accompagné l'industrialisation rapide de l'Allemagne à la fin du XIX^e siècle, a pris fin de manière brutale en 1919 lorsque Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, deux militants communistes, ont été assassinés avec la complicité du pouvoir.²⁴ Ces « conditions favorables » ne peuvent toutefois pas venir occulter le fait que le régime communiste a été imposé par les forces d'occupation soviétiques.

²³ François Furet, « L'énigme de la désagrégation communiste », *Le débat*, no 62 (novembre-décembre 1990), p. 171.

²⁴ Guy Renaud, *L'unification de l'Allemagne*, coll. « Les essentiels de la civilisation allemande », Paris, Éditions Ellipses, 2000, p. 26.

Il importe de souligner que la RDA ne constituait qu'une partie d'une nation divisée qui avait été responsable des horreurs du nazisme et de la guerre. Son pendant, la République fédérale d'Allemagne (RFA), créée également en 1949, a été pour sa part le fruit de la volonté des Américains, des Britanniques et des Français de bâtir un État – une démocratie politique à économie de marché - solidement ancré dans le bloc occidental afin d'éviter la propagation du communisme en Europe. Le projet de reconstruction économique de la RFA avec un fort soutien occidental a connu un vif succès. L'Allemagne ainsi divisée – capitalisme contre socialisme - s'est trouvée au cœur des enjeux de la Guerre froide.

La création de la RDA a été d'abord caractérisée par des démontages et des transferts d'usines par les Soviétiques, ce qui a réduit le potentiel industriel de l'État naissant de près de la moitié. Les occupants ont également nationalisé les banques ainsi qu'une partie de l'industrie et ont entrepris une vaste réforme agraire. Sur le plan politique, les partis communiste allemand (KPD), social-démocrate (SPD), chrétien-démocrate (CDU) et libéral (LDPD) ont formé le « Bloc des partis démocratiques et antifascistes ». Cependant, l'URSS favorisant le renforcement du poids du Parti communiste, ce dernier a fusionné avec les sociaux-démocrates en 1946 pour former le SED (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* – Parti socialiste unifié) qui a dominé la RDA jusqu'en 1989, en disposant pleinement de l'appareil d'État.²⁵ Son premier secrétaire général, Walter Ulbricht, est resté en poste jusqu'à sa retraite en 1971 et a été remplacé par Erich Honecker.

La RDA, dès sa fondation, souhaitait le rapprochement des deux États allemands afin d'en créer un seul sur la base de la démocratie et du socialisme. Pour leur part, les dirigeants de la RFA désiraient également l'unification des deux Allemagnes, mais précédée d'élections libres. En mars 1952, Joseph Staline a

²⁵ Fritz Vilmar et Gislaine Guittard, *La face cachée de l'unification allemande*, Paris, Éditions de l'Atelier/Les Éditions ouvrières, 1999, p. 125-126.

présenté une offre aux puissances occidentales proposant la création d'un État unifié et neutre. Cette proposition a été rejetée, reléguant le règlement de la question allemande aux calendes grecques.²⁶ Précisons aussi que la RDA, durant ses premières années d'existence, apparaissait entièrement soumise aux directives de Moscou, tant sur le plan économique que politique. Ce n'est qu'au milieu des années 1950 que l'Union soviétique et l'État est-allemand ont conclu un traité réglant leurs relations sur la base de la pleine égalité, du respect de la souveraineté et de non-intervention dans les affaires intérieures.²⁷ Cet accord n'a toutefois pas empêché la RDA d'avoir toutes les difficultés à obtenir une large reconnaissance internationale.²⁸

L'État est-allemand avait toutes les caractéristiques d'un régime léniniste et se considérait même comme le meilleur élève du camp soviétique. Il se targuait d'être le seul héritier du marxisme ainsi que le plus grand défenseur de la révolution léniniste.²⁹ Le rôle directeur du SED, organisé selon les principes du centralisme démocratique, était affirmé dans le premier article de la constitution; cette mesure avait pour objectif de contrecarrer toute possibilité de contestation. L'appareil du Parti, qui se confondait avec l'appareil d'État, était chapeauté par le Comité central et le Bureau politique. Ces organes, vers lesquels convergeaient toutes les informations,

²⁶ L'*Ostpolitik* de la RFA (1969) a constitué un tournant majeur dans le « règlement » de la question allemande. De fait, le rapprochement des deux États allemands proposé par les dirigeants ouest-allemands a forcé la RDA à repenser son identité. Comme celle-ci percevait ce rapprochement comme une menace et comme elle acceptait que la RFA soit la représentante légitime de la nation allemande, elle s'est alors uniquement définie comme un « État socialiste des ouvriers et des paysans ». Christian Joppke, *op. cit.*, p. 43-44.

²⁷ Ce traité a donné une plus grande indépendance à la RDA, mais seulement en apparence. Dans les faits, la RDA est restée soumise à l'URSS, compte tenu de son positionnement géographique stratégique en Europe, c'est-à-dire à la ligne de front du bloc soviétique.

²⁸ Cette reconnaissance internationale n'est venue que dans les années 1970, à la suite de la signature du Traité fondamental interallemand (1972) qui a consacré la reconnaissance mutuelle des deux États allemands. La RDA et la RFA sont devenues membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) en septembre 1973.

²⁹ François Bafoil, *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes*, coll. « Pays de l'Est », Paris/Montréal, L'Harmattan, 1997, p. 28.

émettaient les directives qui étaient ensuite transmises aux administrations centrales et régionales afin d'être mises en application. La construction du socialisme, considérée comme la tâche fondamentale du régime à la suite de la transformation antifasciste, a été proclamée lors du deuxième congrès du SED en juillet 1952. Au niveau économique, différents plans quinquennaux sur le modèle soviétique ont vu le jour.

Le SED s'est doté d'une multitude d'organisations qui servaient de courroie de transmission au pouvoir central. Parmi celles-ci, mentionnons la Confédération des syndicats libres allemands (*Freier Deutscher Gewerkschaftsbund* – FDGB), la Jeunesse libre allemande (*Frei Deutsche Jugend* – FDJ) et, à l'échelle locale, les brigades dans les entreprises du peuple.³⁰ Cette structuration de la vie publique reflétait la volonté du régime d'avoir le contrôle sur l'ensemble de la société dans le but de mener à bien le projet collectif de construction du socialisme. Ce projet requérait également l'éducation des masses – les enfants étaient endoctrinés dès leur plus jeune âge dans les jardins d'enfants – et un système de propagande qui s'efforçait de masquer le fossé entre les idéaux prônés par le pouvoir et la réalité. C'est ici notamment que sont intervenus les intellectuels³¹ : ils se sont vus attribuer une haute mission éducative en devant démontrer, à travers leurs œuvres et travaux,

³⁰ Ces brigades – aussi appelées collectifs – constituaient un instrument de mobilisation des individus et le cadre à l'intérieur duquel devaient se développer les nouvelles « personnalités socialistes ». À ce sujet, voir l'article de Sandrine Kott, « Collectifs et communauté dans les entreprises en RDA : limites de la dictature ou dictature des limites? », *Genèses*, no 39 (juin 2000), p. 27-51.

³¹ Dans le contexte des régimes léninistes, on inclut dans la vaste catégorie des intellectuels les individus qui créent et appliquent la *culture* au sens large : universitaires et/ou chercheurs dans tous les domaines, artistes, auteurs, philosophes, rédacteurs, etc. Les intellectuels ne se définissent toutefois pas uniquement par leur métier. Sont aussi considérés comme des intellectuels les individus qui ouvrent un « espace » dans le domaine symbolique des idées et des valeurs. John C. Torpey, *Intellectuals, Socialism, and Dissent : The East German Opposition and its Legacy*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 1995, p. 2-3.

que « l'État socialiste était parvenu à identifier ses intérêts à ceux des individus »³². Comme l'affirme Anne-Marie Corbin-Schuffels, c'est pour cette raison que le régime accordait une si grande importance aux arts et à la littérature qu'il cherchait à subordonner aux intérêts de sa politique.³³ Par ailleurs, l'apport des intellectuels était considéré essentiel dans le développement d'une nation industrialisée capable de répondre aux besoins de la population et de rivaliser avec la RFA. Toutefois, les dirigeants est-allemands ont dû travailler ardemment à la création d'une intelligentsia redevable au nouveau régime et qu'ils pouvaient garder sous leur contrôle.³⁴

Le désir d'emprise totale sur la société et la nécessité de combattre les ennemis du régime devaient s'accompagner d'un instrument de répression – une police politique – des plus efficaces. Les dirigeants est-allemands ont pu compter sur le ministère de la Sécurité de l'État (*Ministerium für Staatssicherheit* - MfS), plus connu sous le nom de Stasi, qui a été créé en 1950 et qui a accumulé des dossiers sur plus de six millions de citoyens jugés suspects. Sa tâche principale consistait à « assurer la sécurité interne de la société socialiste et de la politique du parti. Ceci impliquait de commencer par s'informer sur les projets et les intentions de l'ennemi.³⁵ » Les individus reconnus coupables d'« entrave aux activités publiques et sociales », d'« agitation hostile à l'État » ou encore d'« activités présentant un caractère de trahison »³⁶ risquaient des peines telles que l'interdit de publication, l'assignation à résidence ou encore l'exil forcé. Pour faire en sorte que son vaste réseau d'espionnage soit effectif, la Stasi s'est appuyée sur 85 000 personnes

³² Anne-Marie Corbin-Schuffels, *La force de la parole : les intellectuels face à la RDA et à l'unification allemande (1945-1990)*, Villeneuve-d'Ascq (Nord), Presses universitaires du Septentrion, 1998, p. 21-22.

³³ *Ibid.*, p. 22.

³⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 15-17.

³⁵ Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 203.

³⁶ *Ibid.*, p. 204.

employées à temps plein, sans compter les quelque 109 000 collaborateurs temporaires et les 500 000 informateurs occasionnels.³⁷ Le système de renseignement pouvait atteindre les coins les plus reculés de la sphère privée : des membres d'une même famille pouvaient être contraints de se surveiller. L'omniprésence de la police politique a créé un climat de constante méfiance et de peur chez les citoyens, ce qui a contribué à la fragmentation de la société est-allemande. Les diverses stratégies employées par la Stasi - surveillance et infiltration des groupes contestataires, manipulation, interrogatoires, emprisonnement, déportation, etc. - ont en outre largement participé à la marginalisation de l'opposition.³⁸ Nous reviendrons sur ce point lorsque nous traiterons de notre thèse.

1.1.3 Le phénomène d'opposition sous les régimes léninistes

Maintenant que nous avons clarifié la nature des régimes léninistes et les principaux traits du régime est-allemand, il est essentiel de tenter une définition du concept d'opposition puisqu'il constitue le thème central de notre mémoire. Nous nous en tiendrons, pour l'instant, à une présentation générale car nous y reviendrons un peu plus loin dans l'examen de notre cadre d'analyse. Il convient d'abord de souligner qu'il existe un large débat dans la littérature sur la question de l'opposition sous les régimes léninistes : qu'est-ce que recouvrait l'opposition ? Qui étaient les opposants ? De quelle façon défiaient-ils le régime ? Il semble donc que le concept d'opposition soit difficile à définir.

³⁷ Sophie Rosenzweig, *Le lien rompu. Chroniques de la réunification allemande*, coll. « Vifs », Paris, Éditions du Félin, 1991, p. 37.

³⁸ Steven Pfaff, *loc. cit.*, p. 391-397.

Si l'on considère la nature des régimes léninistes, le concept d'opposition constitue une « contradiction dans les termes »³⁹, selon l'expression de Gordon Skilling. Dans ce type de régime politique, la vérité était entièrement l'affaire du Parti dirigeant. Ce sont les autorités qui, au nom de la classe ouvrière, décidaient des orientations que devait prioriser la société toute entière afin d'atteindre l'idéal communiste. Ce monopole de la mobilisation sociale faisait en sorte que la moindre activité se déroulant à l'extérieur du contrôle de l'État ne soit pas tolérée. Comme l'indique un manuel est-allemand servant à la formation du citoyen :

Dans les États socialistes, il n'y a pas de fondement politique ou social objectif pour une opposition envers l'ordre social et étatique existant. [...] Le pouvoir de l'État socialiste incarnant les intérêts du peuple et réalisant sa volonté, toute opposition envers l'ordre social socialiste est dirigée contre les travailleurs eux-mêmes.⁴⁰

Ainsi, toute déviation aux règles et aux normes édictées par le Parti était considérée comme une trahison et était passible de sanctions. La définition d'opposition offerte par les dirigeants communistes englobait donc une quantité considérable de faits et d'actions, allant du non-conformisme, de la critique ouverte, en passant par la création d'associations indépendantes du pouvoir. Dans le contexte qu'était celui des régimes léninistes, il est clair que l'opposition était condamnée à revêtir des formes illégales.

Cette conception de l'opposition véhiculée par les régimes est, selon nous, beaucoup trop vague pour saisir la véritable substance du phénomène. À cette difficulté s'ajoute le fait que les opposants eux-mêmes ne se voyaient pas nécessairement comme étant engagés dans des activités contestataires. Au cours

³⁹ Gordon H. Skilling, « Background to the Study of Opposition in Communist Eastern Europe », *Government and Opposition*, vol. 3, no 3 (1968), p. 294; cité dans Christian Joppke, *loc. cit.*, p. 548.

⁴⁰ *Kleines politisches Wörterbuch*, traduit d'après *Enquete-Kommision*, VII, 1, p. 13; cité dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 57.

d'une série d'entrevues menées auprès d'opposants est-allemands, John Torpey a découvert que nombre d'entre eux ne se considéraient pas impliqués dans une quelconque opposition; selon eux, il s'agissait d'une étiquette qui leur avait été accolée par les médias « bourgeois » de l'Ouest.⁴¹ Vaclav Havel, dramaturge et opposant tchèque, abonde dans le même sens. Selon lui, l'application du terme opposition aux phénomènes contestataires à l'Est posait problème aux opposants eux-mêmes. À leurs yeux, ce terme avait une connotation négative, dans la mesure où il supposait que des individus ou des groupes se définissaient par rapport à une « position ». Par conséquent, cela conduisait les opposants à se considérer comme étant « contre » quelque chose, et non pas « pour » quelque chose.⁴²

Il en est de même pour la notion de dissident. Selon Havel, ce terme, qui signifie « scissionniste »⁴³, pouvait difficilement s'appliquer à des individus qui n'avaient jamais eu pour objectif de se séparer de quoi que ce soit. En outre, le vocable dissident semblait évoquer une sorte de profession particulière, au même titre qu'il existe des médecins ou des ingénieurs. Cette impression était renforcée par les médias occidentaux qui véhiculaient une vision élitiste de la dissidence. Faire de la dissidence une « catégorie sociale à part » revenait à créer et à entretenir l'image d'un groupe d'individus s'intéressant uniquement à ses propres intérêts. Si l'on en croit Havel, ce n'était pas le cas : « La seule raison d'être de [la position dissidente] réside dans l'intérêt pour autrui, pour ce dont souffre la société en tant que telle, donc pour ce dont souffrent tous les "autres" qui ne se font pas entendre.⁴⁴ » C'est pourquoi il a

⁴¹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 9.

⁴² Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans-pouvoir », chap. in *Essais politiques*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, p. 108.

⁴³ Plus précisément, le terme dissident a désigné, dès la période moderne, tous les individus qui étaient en désaccord avec une Église officielle. Jean Chiamia et Jean-François Soulet, *Histoire de la dissidence : oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1982, p. 9.

⁴⁴ Vaclav Havel, *op. cit.*, p. 112.

été nécessaire, selon Havel, d'élargir le plus possible la notion de dissidence : les dissidents étaient des gens ordinaires avec des soucis ordinaires et ils ne différaient des autres que parce qu'ils osaient dire tout haut ce que les autres pensaient tout bas.⁴⁵

Un autre obstacle à une définition claire d'opposition réside dans la diversité des termes utilisés pour désigner le phénomène. Havel préfère ne pas utiliser le terme opposition mais plutôt celui de dissidence, malgré les réticences évoquées plus haut. Comme il l'indique, le terme opposition, tel que défini dans les sociétés démocratiques, a simplement été transposé aux régimes communistes d'Europe centrale et orientale sans qu'une démarche analytique n'ait été entreprise pour comprendre le sens dans lequel il peut être utilisé au sein de conditions sociopolitiques différentes. À l'inverse, le terme dissidence a été développé et accepté par les médias occidentaux pour caractériser un phénomène spécifique aux régimes léninistes.⁴⁶

Dans le même sens, Alexander Smolar affirme que le terme opposition convient uniquement aux mouvements qui prétendent au pouvoir dans un système politique pluraliste. Il ajoute que si nous adoptons ce terme, nous devrions alors déterminer les groupes que celui-ci englobe. Selon lui, l'opposition se serait ainsi limitée aux individus qui ont critiqué et lutté contre le système afin d'en arriver à des changements politiques fondamentaux. Elle n'aurait donc constitué qu'un petit groupe de personnes. Pour Smolar, l'essentiel est d'examiner l'attitude des opposants et non pas d'en connaître le nombre exact. Comme Havel, il maintient que les opposants sont « ceux qui osent exprimer leur désaccord » et qui « parlent au nom des milliers d'autres qui ne retrouvent leur courage qu'aux moments de tension

⁴⁵ *Ibid.*, p. 110-113.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 108.

extrême»⁴⁷. Smolar soutient en outre que les notions de « contestataires » et d'« autres penseurs » ne sont pas plus adéquates car elles prennent l'État comme point de référence. À l'Ouest, les contestataires s'opposent à l'ordre établi mais cet ordre est toutefois toléré par la majorité de la population. En revanche, les revendications des contestataires est-européens étaient partagées par les masses et même par des individus dans les plus hautes sphères du pouvoir.⁴⁸

Tous ne sont pas d'accord avec la position de Havel et de Smolar relativement à l'inadéquation du terme opposition pour désigner la contestation sous les régimes léninistes. Fernando Claudin, à l'instar de Leszek Kolakowski, a d'importantes réserves par rapport à l'utilisation du terme dissidence. De fait, il soutient que si ce terme inclut l'ensemble des individus qui ne croyaient pas en l'idéologie officielle, il aurait été nécessaire de l'appliquer à toute la population car personne ne croyait en elle. Aussi, comme l'affirme Kolakowski, « dès l'instant où un acte créatif n'est pas une imitation de modèles existants, tout acte créatif est par définition un acte de "dissidence", dans n'importe quelle culture.⁴⁹ » C'est pour ces raisons que Claudin choisit d'employer le terme opposition, tout en reconnaissant qu'il ne s'agissait pas à l'Est d'oppositions institutionnalisées propres aux démocraties libérales.⁵⁰ Pour notre part, nous préférons le terme opposition plutôt que le terme dissidence pour désigner de façon générale le phénomène contestataire en Europe centrale et orientale. Or, nous ne rejetons pas pour autant le terme dissidence puisque nous traitons celle-ci comme un type particulier d'opposition sous les régimes léninistes.

⁴⁷ Alexander Smolar, préface au livre *Pologne : une société en dissidence*, textes rassemblés par Z. Erard et G. M. Zygier, Paris, Éditions Maspero, 1978, p. 9.

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Leszek Kolakowski, « Cultura e dissenso nel comunismo », in *Libertà e socialismo (momenti storici del dissenso)*, Milan, Sugar, 1977, p. 26; cité dans Fernando Claudin, *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*, coll. « Recherches politiques », Paris, Presses Universitaires de France, 1983, p. 12.

⁵⁰ Fernando Claudin, *op. cit.*, p. 12.

Claudin définit l'opposition comme « l'ensemble des activités qui remettent en question l'ordre politique et social existant, même lorsqu'elles se proclament non politiques et affirment ne pas aspirer au pouvoir politique »⁵¹. Cette définition nous apparaît satisfaisante pour cerner de manière générale le phénomène contestataire en RDA et ce, à deux égards. D'une part, elle tient compte du fait que les opposants n'étaient pas nécessairement conscients d'agir politiquement et qu'ils ne cherchaient pas à prendre le pouvoir. D'autre part, pour les fins de notre mémoire, nous ne pouvons prétendre examiner et analyser les moindres faits et gestes « dissidents » des citoyens est-allemands. Par cela, nous entendons par exemple le refus de participer à une activité d'une organisation reliée au Parti ou encore une conversation privée à teneur critique.⁵² La définition de Claudin paraît exclure les comportements qui relèvent strictement de la sphère privée et c'est précisément cela qui nous convient car nous nous intéressons davantage aux actes qui ont eu des retombées sur la société et le pouvoir. L'étude des comportements de nature privée relèverait plutôt d'un tout autre cadre analytique, bien différent de l'examen que nous souhaitons effectuer ici. Nous considérons néanmoins le phénomène d'émigration à l'Ouest – l'émigration étant une décision que les citoyens est-allemands prenaient sur une base individuelle – comme une forme d'opposition car il illustre un rejet du système et a eu une incidence certaine sur la société et le régime.

Si nous avons arrêté notre choix sur la définition de Claudin pour notre étude de l'opposition est-allemande, il reste tout de même à préciser certains aspects du phénomène contestataire sous les régimes léninistes. Dans un premier temps, notons

⁵¹ *Ibid.*

⁵² Notre conception de l'opposition diffère en cela de celle de Jean-François Soulet qui considère la passivité des citoyens comme une forme de contestation. Celui-ci reconnaît toutefois que « l'opposition par le refus », large catégorie qui inclut le refus de militer ainsi que le refus des normes socio-économiques et socio-culturelles imposées, est une attitude difficile à cerner. Jean-François Soulet, « Les principales formes de dissidence », in *Histoire de la dissidence : oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*, op. cit., p. 11-78.

que l'opposition a englobé une multiplicité de courants et d'opinions. Par exemple, certains opposants ont été des partisans d'un pouvoir fort alors que d'autres ont été des défenseurs de l'autogestion assimilée à la démocratie directe. On peut également mentionner que les opposants est-européens ont été de différentes tendances socialistes.⁵³ Dans un second temps, il appert que la contestation a pris des formes très diverses. Krzysztof Pomian a regroupé ces formes en six catégories : 1) les prises de position individuelles (interventions orales dans le cadre de réunions autorisées ou non, livres et articles mis en circulation, par exemple); 2) les prises de position collectives (lettres et pétitions adressées soit aux autorités, soit à l'opinion publique internationale); 3) la publication de livres, revues ou journaux en dehors de la censure (communément appelés les samizdats⁵⁴); 4) les manifestations sur la voie publique (un phénomène plutôt rare, considérant la nature répressive des régimes); 5) l'organisation de comités ou de groupes; 6) les grèves et révoltes ouvrières.⁵⁵ Ces manifestations oppositionnelles ne sont pas apparues dans tous les États socialistes d'Europe centrale et orientale et ont émergé à des moments différents selon l'évolution des régimes en place. Cette recension des formes de contestation s'avère intéressante car elle se conjugue bien avec la définition d'opposition que nous avons retenue. Elle écarte également les comportements de nature privée comme étant des manifestations de l'opposition aux régimes léninistes, ce qui nous semble fondé.

⁵³ Krzysztof Pomian, « La dissidence », *Libre*, no 8 (1980), p. 4.

⁵⁴ Les samizdats sont les œuvres qui étaient diffusées clandestinement par les opposants parce qu'interdites dans les canaux officiels de production, de publication et de circulation. Ils ont pris des formes diverses : recueils de poésie, romans, lettres d'opinion, textes de satire, brochures d'information, textes scientifiques, pétitions, pamphlets et manifestes politiques. Leur mauvaise qualité matérielle – les moyens techniques employés pour leur reproduction relevaient bien souvent de l'amateurisme – leur a conféré une identité propre qui tranchait avec la littérature officielle. Barbara Thériault et Sébastien Poitras, « La critique comme métier et vocation. Les intellectuels d'Europe centrale et les samizdats », *Possibles*, vol. 30, no 3-4 (été-automne 2006), p. 97-103.

⁵⁵ Krzysztof Pomian, *loc. cit.*, p. 4-7.

Dans un troisième temps, il peut être pertinent d'examiner le profil des acteurs de l'opposition. L'analyse de François Bafail apporte un éclairage tout à fait intéressant à ce sujet. En effet, il explique que les opposants étaient des citoyens pour la plupart exclus des milieux de l'action professionnelle officielle. Par exemple, il pouvait s'agir d'intellectuels ayant refusé les obligations politiques reliées aux emplois convoités ou de gens qui n'ont pu poursuivre leurs études en raison de leurs opinions et croyances. Comme les milieux de l'action professionnelle officielle exigeaient une grande loyauté politique, les opposants étaient nécessairement des citoyens en rupture de ban avec le système.⁵⁶ Les observations de Joppke démontrent que ce sont les intellectuels qui ont été les principaux protagonistes de l'opposition. Selon lui, ceci est dû à la nature « idéocratique » des régimes communistes. Comme nous l'avons vu brièvement, les intellectuels ont joué un rôle prépondérant dans la construction de l'idéologie communiste et dans sa mise en pratique. Toutefois, lorsque les régimes se sont consolidés et que l'appareil du Parti s'est définitivement bureaucratisé, ils ont été graduellement écartés des sphères du pouvoir. Ils ont ainsi adopté une attitude davantage critique face aux régimes.⁵⁷

Nonobstant cette variété de formes et de tendances, les opposants partageaient bon nombre de traits sous les régimes léninistes. D'abord, comme certains chercheurs l'ont observé, les opposants étaient des citoyens en rupture avec le système et qui, ce faisant, ont perdu leur statut ou ont été écartés des activités officielles. Dans l'ensemble, les opposants étaient donc des marginaux. Ce qui les liait en outre est le fait d'avoir revendiqué des droits que les régimes communistes ne reconnaissaient pas : le droit à la parole et à la justice, le droit de choisir l'endroit où l'on veut vivre, le droit à l'autodétermination des peuples, le droit d'exprimer ses convictions

⁵⁶ François Bafail, *op. cit.*, p. 45.

⁵⁷ Christian Joppke, *loc. cit.*, p. 547.

religieuses, etc.⁵⁸ À ce sujet, des observateurs ont noté que les préoccupations des opposants sous les régimes léninistes ont toutes fini, sans exception, par converger vers la question des droits et libertés. À quoi bon lutter pour une cause telle que la protection de l'environnement si le régime en place ne reconnaît pas le droit de penser et agir autrement? Ce tournant vers la défense des droits humains apparaît, dans ces circonstances, tout à fait conséquent. Les régimes ne pouvant pas reconnaître les droits humains sans remettre en question leur propre existence, les oppositions ont donc représenté une menace de premier ordre pour le système. Comme le souligne Joppke, « *since their very existence contradicts the principles of the regime, social movements, as every form of independent action, have by definition system-transcending implications.* »⁵⁹ » Ainsi, les dirigeants n'ont pas hésité à combattre toutes les formes d'opposition afin de préserver l'intégrité du régime communiste.

1.1.4 Cadre d'analyse : révisionnisme, dissidence et nationalisme

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le cadre d'analyse le plus adéquat, selon nous, pour comprendre l'évolution de l'opposition sous les régimes léninistes est celui qui a été élaboré par Joppke. Son approche typologique permet en effet de saisir avec acuité les différents stades de développement de l'opposition. Nos recherches indiquent que son analyse rejoint – à certains niveaux – celle de nombreux auteurs, dont John Torpey, Detlef Pollack, Fernando Claudin et Krzysztof Pomian. Joppke distingue trois types d'opposition sous les régimes léninistes : le révisionnisme, la dissidence et le nationalisme. Le révisionnisme s'attache à l'idéal communiste pour s'attaquer à la bureaucratisation du régime et aux pratiques totalitaires du Parti dirigeant. Cette tendance réformiste provient à l'origine des

⁵⁸ Krzysztof Pomian, *loc. cit.*, p. 8-9.

⁵⁹ Christian Joppke, *loc. cit.*, p. 548.

cercles intellectuels gravitant autour du pouvoir. Selon Joppke, le révisionnisme est donc d'abord et avant tout une entreprise intellectuelle qui consiste à relire et réinterpréter les textes « sacrés » sur lesquels le régime fonde sa légitimité. Il s'agit ainsi d'une opposition se situant à l'intérieur même du système, qui lutte pour la démocratisation du socialisme, mais qui ne remet pas en question le principe de parti unique. Elle cherche à transformer le régime socialiste et non pas à le faire disparaître.⁶⁰

La dissidence, comme second type d'opposition, est extrinsèque aux principes normatifs qui régissent les régimes léninistes. Les dissidents revendiquent le droit à la différence et à la pluralité et dénoncent la structure monocratique du pouvoir communiste. Comme l'indique Joppke, « *dissidence may be considered the highest form of opposition in Leninist regimes, because it recognizes the monocratic and irreformable nature of Leninism* »⁶¹. Nous avons vu que les régimes léninistes sont profondément marqués par la volonté de combattre et d'éradiquer la *différence* de façon permanente afin de parvenir à une société idéale, sans classe. Or, dans le contexte d'une société pluraliste et différenciée, il est difficile pour ces régimes de défendre leur prétention totalitaire, et les partis communistes sont menacés de devoir abandonner leur lutte contre toute forme de différence. Ils ne peuvent donc pas être réformés sans être détruits.

L'opposition dissidente n'est pas un mouvement qui a ses propres membres, un programme bien défini et une organisation structurée. Les dissidents sont des individus qui défient le système en luttant contre sa volonté d'unifier la société. Ils veulent restreindre la portée de la politique qui est par définition entièrement contrôlée par l'État. En d'autres termes, il s'agit de faire de l'antipolitique. Puisque

⁶⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 14-16.

⁶¹ *Ibid.*, p. 17.

l'espace politique *officiel* est monopolisé par les dirigeants communistes, les dissidents s'approprient la sphère prépolitique, c'est-à-dire celle qui est à l'abri de tout contrôle politique, d'où le rôle de premier plan joué par les artistes et écrivains au sein de la dissidence est-européenne. Les dissidents, en alliant morale et politique, aspirent à fuir la manipulation idéologique pour *vivre dans la vérité*. Ils parviennent ainsi à mettre en lumière les mensonges sur lesquels le régime est fondé.⁶² Comme l'indique Havel, lorsque les individus choisissent de *vivre dans la vérité*, lorsqu'ils violent volontairement les règles du jeu, ils détruisent en même temps le support fondamental du système totalitaire.⁶³ Dans cette perspective, le combat pour la vérité constitue la plus grande menace pour le régime.

En termes concrets, les dissidents revendiquent le respect des droits fondamentaux des individus ainsi que des libertés civiles. Comme nous l'avons souligné précédemment, les opposants finissent tous par lutter pour les droits humains parce que la non-reconnaissance des droits rend toutes les autres revendications futiles. En Europe centrale et orientale, militer pour les droits humains a été une stratégie d'autant plus pertinente car les États membres du Pacte de Varsovie ont ratifié les Accords d'Helsinki en 1975 qui les obligeaient à respecter les droits humains et les libertés fondamentales. Cela a donc permis aux opposants de confronter les régimes avec les obligations auxquelles ceux-ci faisaient face. Enfin, la démarche des dissidents vise la création d'espaces de liberté à l'intérieur desquels la citoyenneté peut être restaurée. Cette démarche est liée à la résurrection de la société civile, ce qui implique la renaissance de la sphère privée et la constitution d'une sphère publique composée de véritables citoyens. Comme le souligne Joppke, « *establishing the private-public distinction and creating a public sphere is the*

⁶² *Ibid.*, p. 18-19.

⁶³ Vaclav Havel, *op. cit.*, p. 86-89.

*double thrust of the revival of civil society in Eastern Europe.*⁶⁴ » Plutôt que d'employer l'expression « société civile », certains auteurs évoquent l'émergence d'une « culture indépendante du pouvoir » ou encore d'une « communauté antitotalitaire » au cœur même des régimes totalitaires.

Selon Joppke, le nationalisme constitue l'élément décisif qui a permis aux dissidents est-européens de faire chuter les régimes communistes :

*« The invocation of national identities provided a means to step out of the orbit of communism, and it made the dissidents-intellectuals popular fixpoints and symbols of the aggrieved societies under communism. Nationalism has, in fact, been the most potent force in the break-up of communist regimes. »*⁶⁵

Pour les régimes léninistes, les identités et allégeances nationales incarnaient le principe de *différence* qui était contraire au désir d'une unité utopique. Par ailleurs, il y avait, selon eux, un antagonisme manifeste entre l'idéologie communiste, qui est tournée vers le futur, et le nationalisme, orienté pour sa part vers le passé. Ces régimes étaient donc hostiles aux aspirations nationalistes.⁶⁶ À l'inverse, le nationalisme constituait pour l'opposition est-européenne la seule réponse possible au déni des particularismes culturels ainsi qu'au droit d'autonomie et d'autodétermination des collectivités nationales. Le communisme ayant été imposé de l'extérieur – par la puissance soviétique, le nationalisme représentait la meilleure façon de lutter contre celui-ci. Aussi, la dissidence et le nationalisme étaient intimement reliés du fait que la défense des droits et libertés nécessitait une

⁶⁴ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 21-22.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 23.

⁶⁶ En fait, les régimes communistes européens faisaient face à un difficile dilemme : ils ne pouvaient pas exister à l'intérieur d'un cadre national, tout en étant dans l'impossibilité de s'en passer pour assurer leur pérennité. Comme l'indique Joppke, « *their ideology defies national allegiances, while their institutional stabilization requires them.* » *Ibid.*, p. 40.

collectivité bien définie à l'intérieur de laquelle ces droits pouvaient être effectifs.⁶⁷ C'est ainsi que le nationalisme a été l'outil le plus efficace, selon Joppke, pour contrer le communisme en Europe centrale et orientale.

L'application de ce cadre d'analyse aux différents mouvements d'opposition qui se sont développés au sein des démocraties populaires d'Europe centrale et orientale montre que le cas est-allemand est exceptionnel. Alors que les mouvements d'opposition est-européens ont évolué vers la forme dissidente - l'échec du projet de « socialisme à visage humain » en Tchécoslovaquie ayant mis en évidence l'impossibilité d'une réforme du système de l'intérieur, les opposants est-allemands ont continué de militer en faveur de la démocratisation du régime et ce, sans remettre en cause les fondements du système. Nous verrons dans la section suivante les raisons pour lesquelles il en a été ainsi.

1.2 Les causes de l'« exception » est-allemande

En examinant l'évolution de l'opposition est-allemande à la lumière du cadre d'analyse présenté ci-haut, nous pouvons affirmer sans aucun doute qu'elle est demeurée de tendance révisionniste. Si, dans les années 1980, des groupes ont choisi de militer pour le respect des droits humains, une tendance caractéristique de la dissidence, ils ne sont pas parvenus à rallier tous les opposants autour de leur cause. Hormis les militants pour les droits humains, les seules personnes qui, d'une certaine façon, ont incarné la dissidence en RDA sont les candidats à l'émigration et les émigrants eux-mêmes car ce sont eux qui ont reconnu la nature totalitaire – et donc irréformable – du régime. Ce qui fascine également dans le cas de l'opposition est-allemande est sa marginalité : elle n'a rassemblé qu'un nombre restreint de militants

⁶⁷ *Ibid.*, p. 23-27.

jusqu'à la toute fin des années 1980. Le soulèvement ouvrier de 1953 constitue le seul épisode où la mobilisation des citoyens a été remarquable. De fait, environ 500 000 personnes ont participé à la vague de grèves qui a paralysé des centaines de villes et villages.⁶⁸

Ces spécificités sont dues à la situation particulière de la RDA, c'est-à-dire à ses particularités historiques, culturelles et géopolitiques. La nature du régime, ainsi que certains traits de l'État est-allemand, ont façonné le développement de l'opposition est-allemande et ont fait en sorte que celle-ci n'a jamais pu évoluer vers la forme dissidente. Nous verrons, d'une part, l'importance du mythe fondateur antifasciste de l'État est-allemand comme facteur de cohésion sociale et comme clé de la loyauté des opposants aux idéaux socialistes. D'autre part, la question nationale a joué un rôle prépondérant dans l'incapacité de l'opposition à contester l'ordre socialiste et à invoquer les droits humains pour lutter contre les velléités totalitaires du régime. En outre, l'Église évangélique⁶⁹ a contribué à freiner le développement des groupes d'opposition dans les années 1980 et ce, tout en leur ouvrant ses portes afin qu'ils puissent enfin jouir de la liberté de parole. Enfin, il appert que la situation géopolitique de la RDA a eu un impact capital sur l'évolution de l'opposition. En premier lieu, l'État est-allemand a dû faire face à un mouvement d'exil qui a grandement affecté la capacité de mobilisation des opposants. Par ailleurs, la RDA s'est avérée être un régime particulièrement fragile, malgré sa prétention d'être le meilleur élève du camp soviétique, et donc plus répressif envers toute forme d'opposition. De plus, les opposants ont pu profiter des médias ouest-allemands pour faire connaître leurs revendications, ce qui a retardé l'essor d'une « société civile » en RDA. En dernier lieu, le fait que la RDA se situe à la ligne de front du bloc de l'Est

⁶⁸ *Ibid.*, p. 57.

⁶⁹ Certains auteurs évoquent l'Église évangélique, l'Église luthérienne ou encore l'Église protestante. Pour les fins de ce mémoire, nous avons retenu l'expression « Église évangélique » car elle est employée plus souvent dans la littérature sur le sujet.

rendait celle-ci plus « dépendante » de l'URSS que tout autre régime. Ce positionnement géographique stratégique explique l'emprise des dirigeants soviétiques sur l'État est-allemand et, par ricochet, la faiblesse de l'opposition.

1.2.1 L'antifascisme comme mythe fondateur de la RDA

L'opposition est demeurée fidèle à l'idéologie socialiste – et par conséquent au régime - à cause du mythe antifasciste au fondement de la RDA. Rappelons que l'État est-allemand succédait à l'Allemagne nazie qui avait été à l'origine de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste. Dès la création de la RDA, les dirigeants communistes ont tout fait pour dissocier l'État naissant du passé trouble de l'Allemagne. La République démocratique se voulait donc un nouveau départ, une « rédemption des péchés du passé »⁷⁰. Comme l'indique Joppke, « *communism in Germany appeared as a positive "moral option" that seemed to draw the adequate lesson from the defeat of Nazism* »⁷¹. Il est également essentiel de préciser que c'est le capitalisme, selon l'interprétation marxiste, qui avait été responsable de la montée du fascisme en Allemagne. Ainsi, le socialisme constituait la seule alternative possible, la solution ultime aux problèmes qui ont permis l'essor de celui-ci. La nécessité de purifier la toute nouvelle RDA des horreurs de l'Allemagne hitlérienne impliquait que le régime communiste procède à la rééducation des masses : le peuple allemand était considéré comme complice des crimes nazis et c'est pourquoi il devait impérativement être « civilisé ». Les pratiques dictatoriales des dirigeants est-allemands ont ainsi trouvé leur légitimité.

⁷⁰ Christian Joppke, « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism : The Case of East Germany », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 37, no 2 (avril 1995), p. 216.

⁷¹ *Id.*, *op. cit.*, p. 30.

Il appert que le mythe fondateur antifasciste a été le scellant – ou le lien moral – entre le régime et la population. Dans les années suivant l'instauration du régime communiste en Allemagne de l'Est, nombreux sont ceux qui ont choisi de rester au pays même s'ils n'affectionnaient pas le nouvel ordre, précisément parce qu'ils voulaient tenter l'expérience d'une Allemagne qui proposait une rupture radicale avec le passé. Est née de ce choix pour la RDA une forme de loyauté au régime qui a perduré au cours des années. Dans un témoignage recueilli en 1989, le philosophe Vincent Von Wroblewski évoque clairement la centralité de l'antifascisme dans son attachement au régime :

Malgré tous les doutes, toutes les critiques, la distance, les déceptions et les amères désillusions que suscitait la vie en RDA, l'antifascisme était pour moi le leitmotiv déterminant pour considérer que cette société – à défaut d'être une alternative – offrait « envers et contre tout » une chance à une éventuelle alternative. En conséquence, je me voyais des devoirs envers elle.⁷²

Joppke soutient que ce phénomène a été encore plus frappant chez les intellectuels. Beaucoup d'entre eux avaient fait les frais du régime nazi, notamment en devant fuir leur patrie, et n'étaient que trop heureux de pouvoir jouir d'un État qui se disait la « meilleure partie de l'Allemagne ». Les intellectuels ont ainsi pleinement adhéré au mythe antifasciste et ont même contribué à son renforcement, mais il faut toutefois préciser que les modalités de cette acceptation ont changé au fil du temps.⁷³ Au demeurant, il est possible d'affirmer que les intellectuels sont toujours restés loyaux

⁷² Vincent Von Wroblewski, « Le mensonge érigé en ordre du monde... », *Les Temps Modernes*, no 525 (avril 1990), p. 10.

⁷³ Par exemple, pour la génération de Weimar, cette loyauté a été la plus inconditionnelle car sa tendance antifasciste résultait du fait qu'elle avait été elle-même persécutée par les Nazis. Pour leur part, les intellectuels qui avaient expérimenté la guerre et le régime hitlérien dans leur jeunesse ont adopté le mythe antifasciste pour des raisons qui relèvent plutôt de la culpabilité ou encore du besoin de se soumettre à l'autorité. Pour les plus jeunes, les dirigeants communistes représentaient la génération des pères perdus (« *lost fathers* »). Christian Joppke, « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism... », *loc. cit.*, p. 224.

au régime car le socialisme constituait selon eux la seule réponse adéquate au lourd passé de l'Allemagne.⁷⁴

L'opposition s'est trouvée, elle aussi, profondément liée au régime en raison du mythe antifasciste. Christa Wolf, une intellectuelle est-allemande connue pour ses vues contestataires, exprime ici le dilemme qui a tourmenté les opposants dans leur rapport avec le régime :

« This had to do with the fascist past and the partition of Germany. As very young people who had grown up under fascism, we suffered from guilt feelings. [The communists] helped us out of this. These were antifascists and communists who had returned from concentration camps, prisons and emigration and, more than in the Federal Republic, dominated the political life in the GDR. We felt a strong inhibition to oppose people who had sat in concentration camps during the Nazi period.⁷⁵ »

Comme le régime socialiste était intrinsèquement associé à la dénonciation des horreurs commises durant l'époque nazie, les opposants n'ont pu que demeurer fidèles aux idéaux prônés par les dirigeants est-allemands.

1.2.2 La délégitimation du nationalisme

Toute forme de nationalisme était largement discréditée en RDA et ce, pour diverses raisons. D'une part, un examen de l'histoire de l'Allemagne démontre que le nationalisme s'est vu affublé d'une connotation négative au cours des deux derniers siècles. De fait, le concept de nation a été graduellement dépourvu de sa composante civique pour enfin devenir le contre-modèle « ethnique » des nations civiques de

⁷⁴ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 33-34.

⁷⁵ Christa Wolf, *Reden im Herbst*, Berlin-Est, *Aufbau-Verlag*, 1990, p. 135; cité dans Christian Joppke, « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism... », *loc. cit.*, p. 223.

l'Occident.⁷⁶ C'est l'expérience nazie qui a conduit au rejet définitif du nationalisme. Par conséquent, l'utilisation d'un langage nationaliste était impensable en RDA. D'autre part, l'État est-allemand n'était qu'une partie d'une nation divisée – il n'était qu'un *État* et non une *nation* à part entière – et cette division a perpétué l'absence d'un discours national. Puisqu'il était impossible pour les dirigeants communistes de se référer à une quelconque identité nationale positive, ils ont tenté de faire du socialisme un substitut à l'identité nationale allemande. Il est important de noter ici qu'au départ, les deux États allemands ont tenté de s'approprier la représentation légitime de la nation allemande. La RDA, voyant qu'elle ne pourrait jamais gagner la bataille – la construction du mur de Berlin illustrant l'incapacité du régime communiste à incarner la nation allemande, a définitivement effacé la composante allemande de son identité pour n'être qu'un « État socialiste des ouvriers et des paysans ».⁷⁷

Comme le montre l'analyse de Joppke, les oppositions aux régimes communistes en Europe centrale et orientale ont progressivement développé un caractère « national » car le nationalisme était la seule réponse possible à la violation des particularismes culturels par le communisme. En outre, la dissidence allait de pair avec le nationalisme car le respect des droits et libertés exigeait une collectivité clairement délimitée. À l'Est, cette collectivité a correspondu aux nations. En RDA, pour les raisons que nous avons évoquées, les opposants n'ont pas été en mesure d'utiliser un discours nationaliste contre le communisme, d'où leur difficulté à sortir de l'orbite du régime. Les opposants ne pouvaient pas lutter pour le respect des droits humains sans mettre en péril l'existence de la RDA, qui n'était rien d'autre qu'un

⁷⁶ La nation était alors définie comme une communauté prépolitique de culture, de langage et d'ethnicité. Christian Joppke, « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism... », *loc. cit.*, p. 219.

⁷⁷ Ce changement de cap s'est inscrit dans la foulée du rapprochement des deux États allemands dans les années 1970; il a été entériné dans la nouvelle Constitution de 1974. Christian Joppke, *op. cit.*, p. 41-44.

« régime léniniste ». L'absence d'un langage nationaliste a également fait en sorte que les forces contestataires - latentes et manifestes – n'ont pas été en mesure de s'unir contre le régime. Il n'y a donc pas eu de véritable dissidence est-allemande puisqu'il n'y avait pas de nation dans laquelle elle pouvait s'enraciner.

1.2.3 Le rôle équivoque de l'Église évangélique auprès de l'opposition

L'Église évangélique a joué un rôle ambigu, mais néanmoins essentiel, auprès des groupes d'opposition est-allemands dans les années 1980 : elle a agi à la fois comme protectrice et comme entrave à leur développement. D'entrée de jeu, il importe de souligner que la hiérarchie évangélique n'a jamais remis en cause la direction des affaires de l'État; elle n'était donc pas officiellement opposée au régime communiste. Cependant, en tant que seule institution est-allemande ayant une certaine autonomie, l'Église était toute désignée pour devenir le « réservoir » de l'opposition. De fait, plusieurs pasteurs ont accueilli dans leur paroisse des opposants de tous les horizons car ils considéraient qu'il était de leur devoir d'offrir des moyens d'existence à des individus rejetés par le système. Richard Weissner, un militant du groupe « Initiative pour la paix et les droits humains », a affirmé à ce propos que l'Église a revêtu le rôle de société de remplacement.⁷⁸ Certains pasteurs ont même choisi de s'engager plus activement dans les groupes d'opposition, y voyant un renouveau du sens de l'action chrétienne.⁷⁹ Outre le prêt de locaux, l'Église a financé de la recherche alternative, comme des études environnementales. Elle a également proposé aux opposants sa protection contre les représailles de l'État. Or, cet appui à

⁷⁸ Propos repris dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 74.

⁷⁹ François Bafoil, *op. cit.*, p. 47.

l'opposition a varié d'un endroit à l'autre, au gré des opinions et des personnalités des pasteurs.⁸⁰

Parallèlement à cette fonction de soutien, l'Église a également servi à contenir le potentiel explosif de l'opposition. Les pasteurs, en protégeant le travail des opposants dans les paroisses, contrôlaient par le fait même la capacité de ceux-ci à mobiliser leurs concitoyens autour de leur lutte. Joppke soutient même que les dirigeants est-allemands ont utilisé l'Église comme dispositif pour neutraliser l'opposition. Dans les années 1980, les groupes contestataires étaient « tolérés » dans la mesure où ils demeuraient à l'intérieur des paroisses; s'il advenait qu'ils mènent des actions à l'extérieur de ce cadre, ils devaient faire face à une intense persécution. La protection de l'Église a donc été indispensable pour les groupes mais cette protection a, par la même occasion, freiné leur développement et a ainsi contribué à leur marginalisation.⁸¹ Nous verrons dans le troisième chapitre l'évolution des rapports entre l'Église et l'État ainsi que la dynamique qui s'est instaurée entre les groupes d'opposition et l'Église au cours de la décennie 1980.

1.2.4 La situation géopolitique singulière de la RDA

L'État est-allemand, de par son statut de partie d'une nation divisée ayant comme vis-à-vis une RFA prospère et démocratique, était unique en regard aux autres États socialistes d'Europe centrale et orientale. Cette situation géopolitique singulière a influencé de manière décisive la trajectoire de l'opposition. De fait, elle a largement contribué à l'incapacité des opposants à faire le saut vers la dissidence et à s'allier à

⁸⁰ Andreas Hadjar, « Non-Violent Political Protest in East Germany in the 1980s : Protestant Church, Opposition Groups and the People », *German Politics*, vol. 12, no 3 (décembre 2003), p. 114-115.

⁸¹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 82-89.

la population est-allemande. Ces derniers sont ainsi demeurés isolés au sein de la société et n'ont pas été en mesure de créer un large mouvement contestataire apte à ébranler le régime.

1.2.4.1 La question de l'émigration et ses conséquences sur l'opposition

Il appert que la RFA a eu un pouvoir d'attraction important sur nombre de citoyens est-allemands qui se considéraient comme appartenant à la nation allemande. D'une part, les citoyens est-allemands partageaient avec leurs homologues de l'Ouest une langue, une histoire et une culture communes. D'autre part, la République fédérale a connu un essor économique impressionnant dans les années qui ont suivi la Deuxième Guerre. Cette renaissance spectaculaire avait de quoi susciter l'envie des camarades de la République démocratique. Cette situation nationale tout à fait particulière a fait en sorte que des dizaines de milliers de citoyens est-allemands ont rêvé de s'exiler à l'Ouest; nombreux sont ceux qui ont réussi à quitter définitivement la RDA, malgré le « mur de protection antifasciste ». Notons que la RFA considérait *de facto* les Allemands de l'Est en exil comme des citoyens à part entière et que ces derniers pouvaient donc jouir instantanément des droits et avantages liés à cette citoyenneté. Les citoyens de RDA bénéficiaient ainsi d'un statut spécial par rapport aux autres peuples du bloc communiste car, comme l'indique Torpey, « *[they] were always virtual citizens of the Federal Republic* »⁸². Il importe aussi de souligner que le mouvement d'émigration menaçait l'existence même de la RDA en vidant le pays de ses forces vives et en mettant en lumière l'incapacité du régime à rallier la population autour de l'idéal socialiste, ce qui venait miner sa crédibilité au niveau international.

⁸² John C. Torpey, *op. cit.*, p. 8.

La théorie de la défection (« *exit* ») et de la prise de parole (« *voice* ») d'Albert Hirschman est très éclairante quand il s'agit d'étudier l'influence du mouvement d'exil sur l'opposition est-allemande. Hirschman définit la défection et la prise de parole comme les deux réponses contrastées des consommateurs ou des membres d'une organisation lorsqu'ils perçoivent une détérioration de la qualité des biens qu'ils consomment ou des services qu'ils reçoivent. La défection est l'acte de quitter pour être mieux servi ailleurs, alors que la prise de parole correspond à la volonté de s'organiser pour protester dans le but de retrouver la qualité que l'on souhaite. Selon l'auteur, la défection tend à nuire à la prise de parole qui exige davantage d'efforts et de temps.⁸³ En appliquant ce modèle à la RDA, Hirschman a pu observer que le mouvement d'exil - la défection - a effectivement fait obstacle au développement de l'opposition - la prise de parole. Ceux qui ont choisi de quitter ont réduit d'une certaine façon les pressions directes sur le régime et découragé ceux qui restaient au pays dans l'espoir de changements significatifs.⁸⁴ Joppke ajoute qu'en RDA, l'équivalent de la quête des dissidents pour une société ouverte a été de s'exiler en RFA : « *The exit option, which could be taken only individually, neutralized the appearance of antipolitical dissidence as a political claim.*⁸⁵ » Ainsi, le mouvement d'exil a participé à la marginalisation de l'opposition en érodant sa capacité de mobilisation d'un plus grand nombre de militants. L'exode des citoyens, ou même tout simplement l'idée d'émigrer, a donc miné la possibilité d'une véritable organisation de l'opposition. En outre, il semblerait que la « migration temporaire » - ou « l'exil indirect » - des citoyens est-allemands par le biais de la télévision ouest-allemande a également réduit la pression sur le régime.⁸⁶

⁸³ Albert O. Hirschman, « Exit, Voice and the Fate of the German Democratic Republic : an Essay in Conceptual History », *World Politics*, vol. 45, no 2 (janvier 1993), p. 175-176.

⁸⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 9.

⁸⁵ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 29.

⁸⁶ Albert O. Hirschman, *loc. cit.*, p. 181-182.

Notons que les autorités est-allemandes ont largement « profité » de la proximité géographique et culturelle de la RFA pour se débarrasser des individus jugés hostiles au régime (en acceptant leur demande d'émigration, en leur remettant un visa de longue durée pour la RFA ou en vendant certains prisonniers politiques à la RFA – on parle de sommes allant jusqu'à 160 000 DM par personne).⁸⁷ Le départ forcé de nombreux opposants a affaibli l'opposition. Les propos de Jens Reich confirment cet état de fait :

L'opposition est-allemande a beaucoup souffert de l'existence de l'autre Allemagne. Les gens politiquement les plus actifs disparaissaient toujours après quelque temps, expulsés vers l'Ouest. La pression était telle que le risque d'être chassé, plus ou moins volontairement, était permanent. Cela a rendu très difficile la construction d'un mouvement.⁸⁸

Selon Hirschman, la stratégie des dirigeants est-allemands aurait porté fruit au-delà de toute espérance : il n'y a pas eu de « communauté » d'opposants exilés en RFA. Il semblerait que les émigrés se sont rapidement adaptés à leur nouvel environnement et n'ont pas entretenu de liens en tant qu'opposants au régime communiste.⁸⁹

Le mouvement d'émigration a contribué d'une autre façon à la marginalisation des opposants. De fait, dans les années 1980, les groupes

⁸⁷ Albert O. Hirschman, *loc. cit.*, p. 185; Carol Mueller, « Escape from the GDR, 1961-1989 : Hybrid Exit Repertoires in a Disintegrating Leninist Regime », *The American Journal of Sociology*, vol. 105, no 3 (novembre 1999), p. 716-717. Il importe de souligner que cette stratégie des autorités leur permettait d'éviter les problèmes associés à la répression ouverte et ce, particulièrement après la signature des Accords d'Helsinki en 1975 et dans le contexte de l'émergence, à l'échelle internationale, d'organisations non-gouvernementales (ONG) œuvrant pour le respect des droits humains. John C. Torpey, *op. cit.*, p. 8-9.

⁸⁸ Jean-Paul Gaudillière et Yves Sintomer, « De l'opposition en ex-RDA aux engagements de la société civile d'aujourd'hui : entretien avec Jens Reich », *Mouvements*, no 14 (mars-avril 2001), p. 129.

⁸⁹ Albert O. Hirschman, *loc. cit.*, p. 185. L'absence d'une telle « communauté » ne doit pas venir occulter le fait que la RFA a largement servi de tremplin pour diffuser les idées des opposants est-allemands. Cela ne signifie pas non plus que tous les opposants en exil ont définitivement tourné le dos aux luttes qu'ils ont menées en RDA.

d'opposition axés sur la défense des droits humains, comme le groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » (voir chapitre III), ont reconnu que l'émigration était un droit fondamental. Toutefois, selon eux, l'exil impliquait le rejet du socialisme. De plus, la concrétisation du droit d'émigrer n'entraînait pas nécessairement un engagement politique, attitude que l'on espérait de la part des opposants. Ainsi, la lutte pour la liberté d'émigrer remettait en question la pertinence, la logique, du travail de l'opposition.⁹⁰ Ils n'ont donc pas voulu adopter la cause des émigrants. S'ils avaient appuyé cette cause, ils seraient probablement parvenus à surmonter leur isolement et à s'unir à de plus larges segments de la population. Par ailleurs, ce refus a, selon Joppke, renforcé et révélé encore davantage leur loyauté au régime.⁹¹

1.2.4.2 La nature très répressive du régime due à la fragilité de l'État

Mark Thompson, à l'instar de Joppke et Hirschman, soutient que la défection - l'exil comme tel ou simplement le désir d'émigrer - n'est pas suffisante pour comprendre la faiblesse numérique de l'opposition ainsi que sa composition sociale. Il fonde son point de vue en comparant l'opposition est-allemande avec l'opposition tchécoslovaque, qui n'a pas été confrontée au même problème national que la RDA mais qui, elle aussi, a constitué un phénomène marginal :

« The isolation of the intellectuals and counter-cultural activists active in the GDR opposition [...] set the East German case apart from that of Poland, but not from that of Czechoslovakia (or to some extent that of Hungary) where

⁹⁰ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 110.

⁹¹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 29.

*anti-regime activity was also largely confined to minor groups within the intelligentsia.*⁹² »

La faiblesse de l'opposition est-allemande s'expliquerait par la nature très répressive du régime politique. Mais pourquoi donc le régime est-allemand était-il plus intransigeant qu'ailleurs dans le bloc soviétique? Les autorités craignaient plus que tout un affaiblissement du régime car la fin du socialisme allait signifier l'effondrement de la RDA. Rappelons que celle-ci constituait un État sans nation, c'est-à-dire sans identité nationale distinctive, dont la survie reposait uniquement sur le maintien du système politico-économique. C'est donc pour combattre toutes les formes d'opposition au régime que les dirigeants est-allemands se sont dotés d'un appareil répressif impressionnant, la Stasi. En s'acharnant à anéantir toute tentative de contestation, elle a contribué à fragmenter l'opposition et à diminuer l'impact de celle-ci sur la société est-allemande. La fragilité de l'État explique également la très grande réticence des dirigeants est-allemands à emboîter le pas à l'URSS dans l'instauration de réformes (du type de la *glasnost* et de la *perestroïka*) au cours des années 1980.

1.2.4.3 La RFA comme sphère publique de remplacement

La présence de la RFA a également eu un impact sur la capacité de l'opposition à jeter les bases d'une « société civile » embryonnaire en RDA. En effet, la République fédérale représentait pour les opposants leur sphère publique de remplacement du fait qu'ils pouvaient « emprunter » le canal des médias ouest-allemands pour faire circuler leurs idées et revendications. L'émergence de samizdats

⁹² Mark R. Thompson, « No Exit : Nation-Stateness and Democratization in the German Democratic Republic », *Political Studies*, vol. 44, no 2 (1996), p. 271.

a donc été tardive en RDA si nous la comparons aux autres États du bloc soviétique.⁹³ Il est à noter que les samizdats ont grandement participé à l'essor d'une opposition plus affirmée dans la mesure où la diffusion des idées prônées par les opposants a contribué à élargir le « mouvement » et à resserrer les liens entre les groupes à travers le pays. Par ailleurs, en produisant et en diffusant des samizdats, les citoyens ont brisé les règles qui leur étaient imposées; en « faisant comme si », ils sont parvenus à se réapproprier leur monde et ont ouvert la voie à une société plus « humaine ». Les samizdats ont enfin permis de mieux faire connaître la situation sociale et politique qui prévalait dans les régimes léninistes. Comme l'indique Skilling, « *[it] provided an important source of information at home and abroad, about the real conditions within a country, countering domestic propaganda and misinformation* »⁹⁴. Les samizdats ont donc constitué un outil essentiel pour la résurgence et l'articulation d'une parole citoyenne à l'Est.

Les premiers samizdats est-allemands ont été créés au cours de la deuxième moitié des années 1980. Le bulletin *Grenzfall*, publié par le groupe « Initiative pour la paix et les droits humains », avait pour objectif de stimuler les échanges entre les différents groupes d'opposition sans passer par la RFA. Durant la même période, l'*Umweltbibliothek* (Bibliothèque de l'environnement), située à Berlin-Est, a lancé sa propre publication, le bulletin *Umweltblätter*. Consacré dans un premier temps au thème de l'écologie, ce bulletin a rapidement diversifié son contenu en abordant de multiples problématiques, dont le progrès des réformes politiques en URSS (voir chapitre III).⁹⁵

⁹³ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 97.

⁹⁴ Gordon H. Skilling, *Samizdat and an Independent Society in Central and Eastern Europe*, Columbus (Ohio), Ohio State University Press, 1989, p. 17.

⁹⁵ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 97-101.

1.2.4.4 Le facteur soviétique : la RDA à la ligne de front du bloc de l'Est

Selon Hirschman, un autre phénomène est à l'origine de la faiblesse de l'opposition est-allemande. La RDA se trouvait à la frontière occidentale du camp soviétique. Ce positionnement géographique a fait en sorte que l'État est-allemand s'est trouvé au cœur des stratégies militaires de la Guerre froide. Il a accueilli la plus grande concentration de troupes et de chars d'assaut soviétiques. C'est là également qu'ont été stationnés des missiles en réponse au durcissement des relations entre les deux super-puissances qu'étaient l'URSS et les États-Unis d'Amérique. Les dirigeants soviétiques n'auraient pas permis un relâchement du lien entre le régime est-allemand et l'URSS : l'effondrement de la RDA aurait déplacé l'équilibre de pouvoir au centre de l'Europe. C'est pour cette raison qu'il était inconcevable de penser que la RDA pouvait obtenir une certaine autonomie autrement qu'à la suite d'une défaite de l'URSS. Comme le souligne Hirschman, « *the chances for successful voice were accordingly seen as being extremely low in East Germany, far more so than in less strategically situated areas where some relaxation of imperial controls was conceivable.*⁹⁶ » Si nous considérons intéressant d'aborder la question du positionnement de la RDA au sein du bloc soviétique pour mieux comprendre la faiblesse de l'opposition, nous ne traiterons pas de cet aspect plus en profondeur dans les deux prochains chapitres. Ce facteur apparaît en effet peu décisif aux yeux des auteurs sur lesquels nous nous appuyons pour expliquer la faiblesse de l'opposition est-allemande.

⁹⁶ Albert O. Hirschman, *loc. cit.*, p. 183.

1.3 Conclusion

Pour conclure, il est manifeste que l'opposition est-allemande a été incapable d'adopter une position véritablement critique – et donc véritablement dissidente - par rapport au régime. Elle n'a donc été qu'une « semi-opposition » (« *semi-opposition* »), selon l'expression de Thompson.⁹⁷ S'opposer au socialisme revenait à remettre en question l'existence même de l'État est-allemand, et l'opposition ne souhaitait pas menacer l'existence de la RDA car elle adhérait au mythe fondateur antifasciste et anticapitaliste. Comme le note Joppke, « *East German regime opposition became hostage to a regime that defined itself in exclusively socialist terms* »⁹⁸. Par ailleurs, comme toute référence nationale était impossible, une opposition aux contours nationalistes n'a pu se développer en RDA. La délégitimation du discours nationaliste et la façade antifasciste du régime ont également conditionné le rôle des intellectuels dans la société : ils sont restés les complices du régime (« *captive minds* ») plutôt que d'être les instigateurs d'un véritable mouvement d'opposition.⁹⁹ L'Église évangélique a également eu un rôle à jouer dans l'incapacité des opposants à rassembler les citoyens est-allemands autour de leur(s) cause(s). Enfin, de par la situation géopolitique particulière de l'État est-allemand, l'opposition n'a pas été en mesure de se développer au même rythme et de la même façon que d'autres mouvements contestataires du bloc soviétique.

⁹⁷ Mark R. Thompson, *loc. cit.*, p. 282.

⁹⁸ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 28.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 56.

CHAPITRE II

L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE, DES ANNÉES 1950 AUX ANNÉES 1970 : LA RÉVOLTE OUVRIÈRE, LE COURANT RÉVISIONNISTE ET LE PHÉNOMÈNE DE L'EXIL

Il est possible de distinguer deux phases principales dans le développement de l'opposition est-allemande, des débuts du régime communiste jusqu'à la fin des années 1970. D'abord, la révolte ouvrière de juin 1953 a constitué un épisode exceptionnel dans l'histoire de l'État est-allemand. C'est en effet la seule fois où les ouvriers ont déclenché une grève qui s'est presque transformée en un soulèvement à l'échelle du pays. De plus, ils ont lutté sans le soutien de l'élite intellectuelle, celle-ci ayant préféré se ranger aux côtés du pouvoir. Après la révolte ouvrière s'est ensuivie une opposition composée essentiellement d'intellectuels - pour la plupart membres du SED - qui ont milité en faveur d'une réforme du régime et ce, sans remettre en question le rôle dirigeant du Parti. Plusieurs étapes importantes ont marqué le développement de cette opposition révisionniste. Nous tâcherons ici de les expliciter en effectuant les liens nécessaires avec l'évolution du régime est-allemand et les événements survenus dans le bloc soviétique. Nous nous attarderons également au phénomène de l'exil qui a connu une évolution singulière, en raison notamment de la construction du mur de Berlin, et qui a eu, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, un impact majeur sur la société, le régime et l'opposition. Il importe enfin de préciser que nous ne prétendons d'aucune manière à l'exhaustivité dans cette description analytique de la dynamique contestataire en RDA. Notre objectif est avant tout de mettre en lumière, à l'aide d'un portrait de l'opposition, la marginalité de celle-ci ainsi que la pérennité de la tendance révisionniste.

2.1 Le soulèvement ouvrier de 1953 : un épisode unique

Dans les premières années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, la partie orientale de l'Allemagne libérée du joug nazi fut, comme nous le savons, prise en charge par les occupants soviétiques et leurs alliés allemands dans le but de bâtir un État socialiste résolument antifasciste, se démarquant ainsi de son pendant occidental. Cette période fut caractérisée par la volonté des dirigeants de créer une structure sociale plus égalitaire afin d'éradiquer toute trace du pouvoir bourgeois responsable de la montée du nazisme. Cette réorganisation sociale consistait notamment à former une nouvelle intelligentsia « post-fasciste socialiste » et à intégrer l'ancienne dans le régime naissant. On fit ainsi en sorte que les classes populaires - entendons les ouvriers et paysans - aient accès à une éducation supérieure et que les intellectuels établis de longue date prennent part à la construction du nouvel ordre en leur offrant de nombreux privilèges.¹⁰⁰ En même temps, il s'agissait de mener à bien la transition vers le socialisme en éliminant toute activité économique privée et en collectivisant l'agriculture.¹⁰¹

Au début des années 1950, les relations entre l'intelligentsia et le régime se détériorèrent lorsque les dirigeants staliniens, majoritairement d'origine prolétarienne et ayant peu de sympathies pour les activités dites « artistiques », imposèrent des contraintes à la liberté de pensée et d'expression. Toutefois, beaucoup d'intellectuels préférèrent garder le silence plutôt que de protester publiquement ou de quitter le pays : pour eux, l'exil signifiait trahir leurs convictions les plus profondes. Malgré cela, plusieurs membres de l'intelligentsia s'expatrièrent en RFA. Les autorités durent alors adopter une attitude plus conciliante envers les intellectuels, et plus largement

¹⁰⁰ Rappelons que de nombreux intellectuels choisirent délibérément de vivre en RDA car ils adhéraient aux principes défendus par les dirigeants communistes. Ils participèrent donc avec enthousiasme à la construction de la RDA sans devoir être séduits par de nombreux privilèges.

¹⁰¹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 15-18.

envers les travailleurs les plus qualifiés du pays, afin de contenir la fuite des cerveaux.¹⁰²

La construction du socialisme, proclamée comme la nouvelle tâche fondamentale du régime lors du congrès du SED en juillet 1952, exigea de lourds sacrifices de la part de la population est-allemande. En effet, le développement de l'industrie lourde, auquel la priorité était accordée, s'effectua au détriment des autres secteurs de l'économie, telle que la production de biens de consommation. En plus d'astreindre les travailleurs à une plus grande productivité, les dirigeants instaurèrent un « régime de l'austérité » qui affecta la société à tous les niveaux. Une des conséquences de cette nouvelle orientation – et de la crise économique qui en découlait – fut une importante vague d'émigration : de juin 1952 au printemps de l'année suivante, ce sont 335 000 personnes qui quittèrent la RDA pour l'Ouest. En réaction à cette manifestation très claire de rejet du système, le Parti adopta le « Nouveau cours » (« *Neuer Kurs* ») au début de juin 1953 qui reconnaissait que la construction du socialisme avait causé de graves problèmes à l'économie est-allemande.¹⁰³ La résolution admettait que les politiques mises de l'avant avaient trop affecté certains segments de la société, dont les petits agriculteurs, les petits commerçants, les marchands ainsi que l'intelligentsia, et vint ainsi adoucir plusieurs mesures qui soulevaient l'ire des citoyens.¹⁰⁴

¹⁰² *Ibid.*, p. 19-21.

¹⁰³ Selon Bruce Allen, la vague d'émigration n'est pas le seul facteur qui conduisit les dirigeants est-allemands à adopter le « Nouveau cours ». Après le décès de Staline en mars 1953, les réformistes soviétiques entreprirent de faire pression sur les États satellites afin qu'ils suivent la voie de la déstalinisation. En outre, il y avait des dissensions à l'intérieur même du SED entre staliniens et réformistes sur la nécessité d'instaurer des politiques permettant de contrer la crise économique et sociale. La direction du Parti-État, de tendance stalinienne, tenta d'abord de résister à ces pressions pour ensuite accepter de réviser son programme. Bruce Allen, *Germany East : Dissent and Opposition*, Montréal, Black Rose Books, 1991, p. 24-26.

¹⁰⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 22-25.

Le « Nouveau cours » omettait toutefois de souligner les sacrifices consentis par les ouvriers depuis les débuts de l'ère de « construction du socialisme ». Pourtant, ils étaient nombreux. De plus, pour comble d'insulte, les normes de productivité dans l'industrie furent accrues au cours de cette même période. C'est ainsi que les 15 et 16 juin 1953, des ouvriers de Berlin-Est déclenchèrent une grève qui faillit mener à un véritable soulèvement national. Cet épisode, qui connut son apogée le 17 juin, constitue un cas unique dans la courte histoire de la RDA car c'est le seul moment où les ouvriers se mobilisèrent en masse contre le régime.¹⁰⁵ Au départ, les ouvriers désiraient exprimer leur colère face à l'augmentation des cadences de production qui leur était imposée. Leur désenchantement et leur frustration avaient également pour origine les pressions administratives associées à l'accélération du développement socialiste et l'hypocrisie du régime qui disait agir dans leur intérêt. Le mouvement de grève, d'abord limité, se propagea comme une traînée de poudre à d'autres centres industriels de la RDA, notamment en Saxe et en Thuringe. Dans la ville industrielle de Halle, plus de 50 000 personnes se rassemblèrent pour manifester.¹⁰⁶ Les protestations prirent rapidement une tournure plus politique alors que la composition sociale du mouvement s'élargissait et que les ouvriers perdaient peu à peu le contrôle des événements. Les revendications visèrent alors explicitement le régime : on exigea la libération des prisonniers politiques, la démission de Walter Ulbricht, la tenue d'élections libres, l'autorisation des partis ouest-allemands ainsi que la réunification

¹⁰⁵ Il importe de souligner que la révolte de 1953 n'est pas le premier épisode de contestation ouvrière en RDA. En effet, en 1951, des heurts se produisirent entre la police et les ouvriers parce que les exigences en termes de productivité ne coïncidaient pas avec une hausse de leurs revenus. Le soulèvement le plus important eut lieu à Saalfeld où les mineurs travaillant à l'extraction de l'uranium firent connaître leur mécontentement. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 26.

¹⁰⁶ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 28. Selon les données fournies par Joppke, ce sont environ 500 000 personnes qui participèrent à la vague de grèves et de manifestations qui se déroula dans quelque 600 usines et 373 villes et villages. Christian Joppke, *op. cit.*, p. 57. Jonathan Sperber affirme que ce sont plutôt 700 villes et villages qui furent touchés par les événements. Jonathan Sperber, « 17 June 1953 : Revisiting a German Revolution », *German History*, vol. 22, no 4 (2004), p. 629.

des deux Allemagnes.¹⁰⁷ Les dirigeants est-allemands étant incapables de maîtriser la situation, les chars soviétiques vinrent rétablir l'ordre. De l'après-midi du 17 juin jusqu'au lendemain matin, les groupes de manifestants furent dispersés avec violence.

Cet épisode aux accents dramatiques – plusieurs centaines de personnes trouvèrent la mort pendant et après le soulèvement, tandis que des milliers d'autres furent arrêtées – est caractérisé par le fait qu'aucun débat intellectuel n'a précédé ou attisé la révolte. Celle-ci s'est produite de manière spontanée et a été conduite principalement par les ouvriers avec le soutien de la jeunesse; l'intelligentsia, et de manière plus globale la classe moyenne, a gardé ses distances vis-à-vis du mouvement.¹⁰⁸ Si le mutisme des intellectuels face aux événements fut la règle générale, plusieurs d'entre eux choisirent de condamner ouvertement le soulèvement et se montrèrent ainsi loyaux au régime.¹⁰⁹ Comment pouvons-nous expliquer cette position particulière de l'élite intellectuelle? D'une part, parce que le régime est-allemand était fondé sur le mythe antifasciste, toute opposition envers celui-ci était inévitablement fasciste et donc répréhensible. C'est pourquoi des intellectuels joignirent leur voix à celle des dirigeants communistes pour qualifier la révolte ouvrière de « tentative de putsch fasciste » fomentée par des agents provocateurs occidentaux. D'autre part, il n'était pas question pour l'élite intellectuelle de critiquer le régime aux côtés des ouvriers car elle participait elle-même au mandat pédagogique du Parti vis-à-vis une société considérée comme mal préparée, voire

¹⁰⁷ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 26.

¹⁰⁸ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 58; Jonathan Sperber, *loc. cit.*, p. 631-632.

¹⁰⁹ Il est nécessaire de préciser que certains intellectuels se risquèrent à critiquer la réaction du gouvernement vis-à-vis de la révolte ouvrière. Il semblerait toutefois que cette contestation ne s'exprima que dans le cercle restreint des initiés du SED. À titre d'exemple, Bertolt Brecht fit parvenir plusieurs lettres aux dirigeants dans lesquelles il témoignait de sa fidélité au régime mais aussi de son souhait de les voir entamer le dialogue avec la population. Aussi, dans un poème intitulé « La solution » (« *Die Lösung* »), il écrivait : « Ne serait-il/Pas plus simple pour le gouvernement/De dissoudre le peuple et/D'en élire un autre? » Selon Corbin-Schuffels, ces prises de position favorables aux ouvriers n'atteignirent pas le public. Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 92-93.

immature, pour effectuer un tournant démocratique.¹¹⁰ Enfin, certains segments de l'intelligentsia, spécialement les professionnels bénéficiant de salaires élevés et d'avantages divers, étaient moins enclins à se révolter contre le régime. Ils se trouvaient politiquement neutralisés, pour reprendre l'expression de Torpey.¹¹¹ Il semble cependant nécessaire de nuancer cette distance des intellectuels évoquée par la plupart des analystes. Dans certaines régions de la RDA, dont les villes de Halle et Merseburg, les cols blancs ainsi que les techniciens se montrèrent solidaires des ouvriers. Cette cohésion de classes aurait été, selon Armin Mitter, un des plus importants facteurs du maintien, dans ces secteurs, d'une opposition ouvrière organisée après l'intervention musclée des Soviétiques.¹¹²

Il nous apparaît important de préciser que la participation des paysans à la révolte s'est avérée sous-estimée par la majorité des chercheurs qui se sont intéressés à cette première manifestation oppositionnelle dans le bloc soviétique. Suivant Gregory Witkowski, leurs protestations ont nettement contribué à faire de la révolte ouvrière un soulèvement de grande ampleur. En effet, si le « Nouveau cours » comportait certaines mesures positives envers la paysannerie, dont une baisse des quotas de production et l'arrêt du processus de confiscation des terres, il suscita toutefois des réactions très diverses chez les paysans, allant de la peur à l'indignation. Nombre d'entre eux contestèrent la création de fermes collectives – une mesure instaurée au début de la décennie – qui avait eu pour résultat de leur faire perdre le contrôle de leur production. Leurs revendications visèrent également les politiques économiques de manière générale ainsi que le régime comme tel. À titre d'exemple, trois cents paysans rassemblés dans un pub du village de Sömmerda réclamèrent la

¹¹⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 57-61.

¹¹¹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 28.

¹¹² Armin Mitter, « Die Ereignisse im Juni und Juli 1953 in der DDR : Aus den Akten des Ministeriums für Staatssicherheit », *APZ*, B5/91 (25 janvier), p. 38; repris dans John C. Torpey, *op. cit.*, p. 26.

tenue d'élections libres et la réunification des deux Allemagnes. Des rencontres et des manifestations de ce type eurent lieu dans plusieurs régions rurales de la RDA au cours du mois de juin. Par ailleurs, dans de nombreux villages, des paysans s'attaquèrent physiquement à des représentants du pouvoir, sabotèrent des récoltes et incendièrent des édifices. C'est donc dire que ce ne sont pas que les ouvriers qui se soulevèrent contre le régime en 1953; les paysans aussi exprimèrent leurs ressentiments et transformèrent ainsi de façon radicale la dynamique qui prévalait dans les milieux ruraux.¹¹³

Quant aux retombées des événements, il appert que la révolte a davantage profité aux intellectuels qu'aux citoyens qui y participèrent activement puisqu'elle leur a permis de faire valoir leurs propres revendications. De fait, au cours de l'été suivant le soulèvement, ils tirèrent parti de la vague réformiste en URSS et des déchirements dans les plus hautes sphères du SED pour demander un relâchement de la censure ainsi qu'une plus grande autonomie pour les activités intellectuelles. Ils espéraient bénéficier de la clémence des dirigeants car ils avaient fait montre de loyauté envers le régime lors de la révolte ouvrière. Ils lancèrent ainsi leur propre campagne de libéralisation des politiques culturelles. Organisés au sein du *Kulturbund* (Fédération culturelle pour un renouveau démocratique de l'Allemagne), ils adoptèrent une résolution enjoignant le régime de ne plus interférer dans les activités des écrivains, rédacteurs, artistes, chercheurs et professeurs. La pétition revendiquait également la liberté d'opinion et de presse. Après avoir pris acte des demandes formulées dans la résolution, le régime accepta d'assouplir certaines de ses politiques. Cette apparente bonne foi n'était, si l'on se fie aux propos de Torpey, qu'une stratégie pour fidéliser l'élite intellectuelle : « *The SED leaders might reasonably have calculated that concessions to the intellectuals would have the effect of binding them more strongly to the East German state and its Communist*

¹¹³ Gregory R. Witkowski, « Peasants Revolt? Re-evaluating the 17 June Uprising in East Germany », *German History*, vol. 24, no 2 (avril 2006), p. 247-263.

regime »¹¹⁴. Ce sont donc les intellectuels qui ont constitué les véritables gagnants de la révolte car ce sont eux qui sont parvenus à obtenir certaines concessions, tandis que les ouvriers ont essuyé une vague de répression et ont continué de subir les mêmes pressions de l'État. Par ailleurs, notons que le désir des ouvriers de voir Ulbricht quitter le pouvoir se solda plutôt par un renforcement de son autorité au sein du SED, ce qui rendit toute tentative ultérieure de libéralisation du régime difficile, compte tenu de son orientation stalinienne. Aussi le régime abandonna-t-il peu à peu les mesures du « Nouveau cours ».¹¹⁵ La révolte ouvrière fut donc un échec en regard des revendications qui en étaient à l'origine. Le fossé entre les vues de la classe ouvrière et celles de l'intelligentsia est-allemande, liée au régime en raison de son orientation antifasciste et socialiste, alla en s'élargissant au cours des décennies suivantes.

2.2 Le révisionnisme et le phénomène de l'exil, des années 1950 aux années 1970

Après la révolte de 1953, les ouvriers ne tentèrent plus de se mobiliser pour contester les politiques des dirigeants communistes. L'opposition devint plutôt le fait des intellectuels qui, par divers moyens – publications, enseignement, lettres de protestation, etc., exprimèrent leur volonté de réformer le régime. Nous aborderons ici les événements déterminants de l'évolution du phénomène contestataire en RDA jusqu'à la fin des années 1970.

¹¹⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 37.

¹¹⁵ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 29-30.

2.2.1 La « révolte » des intellectuels révisionnistes en 1956

Le décès de Staline en 1953 marqua un tournant majeur dans l'orientation de la direction du Parti communiste soviétique (PCUS). Lors du XX^{ième} congrès du PCUS en février 1956, le secrétaire général Nikita Khrouchtchev prononça un discours mettant en lumière les crimes commis sous la gouverne de Staline qui eut un effet sans précédent sur les États du bloc de l'Est en ouvrant la voie à un large « mouvement » de contestation politique de tendance réformiste. La brèche créée par le discours anti-Staline de Khrouchtchev permit en effet à l'opposition de tester les limites du système. Comme l'indique Carol Mueller, « *with the breakdown in elite consensus, regime opponents could try to recreate the infrastructures of association and communication that had been eviscerated in the takeover following World War II.*¹¹⁶ » En Pologne, des intellectuels, ainsi que des artistes, des étudiants et des ouvriers, se prononcèrent en faveur de réformes gouvernementales et d'une plus grande autonomie du régime vis-à-vis de l'URSS. Le mécontentement de la population et les émeutes ouvrières de Poznan (juin) conduisirent au retour au pouvoir de Wladyslaw Gomulka, un ancien dirigeant du Parti ouvrier polonais. Gomulka instaura certaines réformes politiques modérées qui furent accueillies favorablement par les tenants de la libéralisation du régime.

Le courant antistalinien eut un retentissement encore plus spectaculaire en Hongrie. Un mouvement contestataire, formé d'étudiants, d'ouvriers et d'intellectuels, s'organisa peu à peu au cours de l'automne 1956. Des manifestations se produisirent à travers tout le pays pour exiger le retour d'Imre Nagy aux commandes de l'État. Nagy avait été écarté du pouvoir un an auparavant en raison de son orientation réformiste. À la fin du mois d'octobre, les protestations se muèrent en une véritable insurrection. Afin d'éviter que la situation ne s'envenime, le Comité

¹¹⁶ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 711.

central du Parti communiste hongrois désigna Nagy comme président du Conseil. Rangé aux côtés des manifestants, ce dernier annonça la fin du système de parti unique et la tenue d'élections libres. Il promit également des réformes économiques et proclama la neutralité de la Hongrie. Ces décisions suscitèrent la colère des dirigeants soviétiques : les chars de l'Armée rouge pénétrèrent dans Budapest et écrasèrent les insurgés. Leur intervention fit plusieurs milliers de morts tandis que près de 200 000 personnes cherchèrent refuge à l'étranger, notamment en Autriche.¹¹⁷

La RDA ne resta pas imperméable à la vague réformiste qui mena à ces bouleversements politiques dans le bloc soviétique. De fait, dans la foulée du discours de Khrouchtchev et des événements qui en découlèrent, des intellectuels révisionnistes membres du SED se braquèrent contre le dogmatisme des instances dirigeantes. Selon les observations de Melvin Croan, il s'agissait d'une nouvelle intelligentsia, et non pas de la génération des intellectuels de Weimar, qui souhaitait profiter d'une certaine ouverture du régime pour exprimer un point de vue alternatif.¹¹⁸ Il importe d'insister sur le fait que cette « ouverture » des autorités est-allemandes n'était que partielle : comme l'indique Corbin-Schuffels, « Ulbricht n'admettait pas que l'on puisse parler des erreurs de Staline. [...] il n'était pas encore question pour lui de critiquer ouvertement le stalinisme.¹¹⁹ » La réaction des dirigeants vis-à-vis du « mouvement » révisionniste démontre clairement qu'ils n'étaient pas du tout disposés à réformer le régime.¹²⁰

¹¹⁷ Au sujet des événements de Hongrie, voir notamment François Fejtő, *Budapest, l'insurrection*, coll. « La Mémoire du siècle », Bruxelles, Complexe, 1990, 217 p.

¹¹⁸ Melvin Croan, « East German Revisionism : The Spectre and the Reality », in *Revisionism*, sous la dir. de Leopold Labedz, New York, Praeger, 1962, p. 244; repris dans Christian Joppke, *op. cit.*, p. 63.

¹¹⁹ Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 102.

¹²⁰ Critiquer le stalinisme signifiait remettre en question la tutelle soviétique et prendre ainsi position en faveur d'une « voie allemande vers le socialisme ». Cependant, il était impossible pour les dirigeants est-allemands d'évoquer un « communisme national » comme alternative à la domination

Parmi les intellectuels révisionnistes, les économistes Fritz Behrens et Arne Benary, de l'Institut des sciences économiques de l'Université Humboldt (Berlin-Est), proposèrent l'introduction des principes de l'économie de marché dans l'économie planifiée. Ils se firent bien sûr ramener à l'ordre, et dans le but de limiter l'influence qu'ils pouvaient avoir sur les étudiants, ils furent transférés à l'Académie des sciences.¹²¹ En juin 1956, lors du Congrès des jeunes créateurs organisé par la FDJ, des auteurs de la nouvelle génération critiquèrent ouvertement les erreurs idéologiques commises par le régime et dénoncèrent leur effet négatif sur la production artistique.¹²² Dans la même veine, un groupe d'intellectuels – issu des domaines de la philosophie et de la littérature – présenta de nombreuses propositions de réforme, sans toutefois remettre en cause le rôle directeur du SED. Ces intellectuels gravitaient autour de trois institutions culturelles d'importance qui étaient reconnues pour leur allégeance socialiste : la « Revue allemande de philosophie » (« *Deutsche Zeitschrift für Philosophie* ») dont le rédacteur en chef était Wolfgang Harich, la maison d'édition libérale *Aufbau-Verlag*, dirigée par Walter Janka, et l'hebdomadaire *Sonntag*, édité par Gustav Just.¹²³ Ce groupe, Harich en tête, devint le symbole de l'opposition révisionniste de cette époque. Torpey dénote quatre thèmes centraux mis de l'avant par ces opposants : la démocratisation du régime, l'abolition du culte de la personnalité, la lutte contre l'orthodoxie de la classe

soviétique puisque qu'une telle approche menaçait de miner la distinction entre les deux États allemands et de fragiliser ainsi leur mainmise sur le pouvoir. John C. Torpey, *op. cit.*, p. 40 et 48.

¹²¹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 63.

¹²² Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 103.

¹²³ Durant l'année 1956, l'hebdomadaire *Sonntag* publia de nombreux articles critiques rédigés par des auteurs est-allemands ainsi que par intellectuels révisionnistes de tout le bloc soviétique. Toutefois, après la répression des mouvements réformistes polonais et hongrois, le SED décréta qu'il ne tolérerait plus ces démonstrations publiques d'opposition, d'où les procès que subirent les responsables de *Sonntag*, de la maison d'édition *Aufbau-Verlag* et de la « Revue allemande de philosophie ». John C. Torpey, *op. cit.*, p. 47-49.

dirigeante et la promotion d'une voie nationale vers le socialisme.¹²⁴ À l'automne 1956, Harich publia une plate-forme qui réclamait une réforme en profondeur du SED et sa réconciliation avec le parti social-démocrate ouest-allemand (SPD). Il soulignait également la nécessité de tenir des élections libres à travers les deux Allemagnes pour ensuite procéder à la réunification selon les termes de la RDA. Selon lui, une Allemagne réunifiée n'aurait pas été capitaliste puisque l'État est-allemand était à même d'imposer ses conditions à la RFA.¹²⁵ Plusieurs auteurs soulignent la naïveté dont faisait preuve Harich, celui-ci croyant fermement que son programme pouvait être réalisé par des moyens légaux et que les dirigeants est-allemands allaient l'adopter de bon gré. Ce ne fut bien sûr pas le cas. Le régime ne tolérant aucune critique, Harich fut arrêté et dut subir un procès au terme duquel il fut reconnu coupable d'avoir conspiré pour renverser le gouvernement. Il dut purger une peine de dix ans de prison. De nombreux autres opposants furent jugés pour délit d'opinion et condamnés à des peines d'internement.¹²⁶

Les étudiants universitaires furent aussi très actifs durant cette ère de remise en cause du stalinisme. Issus pour la plupart de familles aisées et rattachés aux facultés de médecine et de médecine vétérinaire de diverses universités, ils se prononcèrent contre l'enseignement du marxisme-léninisme (« *Maxist-Leninist*

¹²⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 48. La proposition d'une « voie allemande vers le socialisme » illustre l'existence d'une nette tendance nationaliste chez les révisionnistes est-allemands de cette époque. Selon Joppke, on peut toutefois concevoir l'année 1956 comme la dernière chance d'accomplir cette « voie nationale ». Après cela, l'absence d'un fondement proprement national à l'État est-allemand empêchera les opposants au régime d'évoquer tout discours nationaliste. Christian Joppke, *op. cit.*, p. 64.

¹²⁵ Le programme de Harich était en fait beaucoup plus élaboré que ce que nous présentons ci-haut : s'inspirant de nombreux théoriciens, dont Léon Trotsky et Rosa Luxemburg, ainsi que du modèle yougoslave, il proposa la création de conseils d'ouvriers, l'autonomie des universités, une hausse du niveau de vie, l'abolition de la police secrète et l'arrêt des procès clandestins. Pedro Ramet, « Disaffection and Dissent in East Germany », *World Politics*, vol. 37, no 1 (octobre 1984), p. 103.

¹²⁶ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 63-64; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 50-51; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 38-40.

studium generale ») et tentèrent rapidement de créer un mouvement plus large autour de leurs revendications. Des heurts se produisirent entre les étudiants contestataires et les forces policières dans la ville de Greifswald, sur les côtes de la mer Baltique, et à Berlin-Est. Confrontées à ce vent de protestation, les autorités ripostèrent en resserrant l'étau doctrinal qui encadrait l'enseignement et la recherche en milieu universitaire. Pour les étudiants ayant peu de sympathies pour le communisme, ce fut là l'occasion de traverser pour toujours la frontière encore poreuse qui séparait la RDA du « monde libre ». Durant cette même période, des centaines de professeurs quittèrent également le pays pour l'Ouest. Cet exil massif vida les universités d'une partie de leurs meilleurs éléments.¹²⁷

L'opposition révisionniste de 1956 ne provoqua pas un soulèvement à l'échelle nationale et ce, même si elle reçut des appuis significatifs de la base du Parti et de certains individus dans les plus hautes sphères du pouvoir. Les ouvriers, démoralisés après leur défaite en 1953, restèrent distants, voire passifs, vis-à-vis de cette vague contestataire. S'ils ne furent pas solidaires du « mouvement », c'est, d'une part, parce qu'ils percevaient ses animateurs, c'est-à-dire l'élite intellectuelle du pays, comme privilégiés. D'autre part, ils se trouvaient en moins bonne posture pour se rebeller contre le régime puisqu'ils bénéficiaient de nouvelles mesures économiques avantageuses mises en place à la fin de l'automne 1956. Quoi qu'il en soit, il s'avère que les actions des opposants révisionnistes n'eurent pas beaucoup d'écho au-delà du Parti et des petits cercles d'intellectuels. Il était donc impossible dans ces conditions de voir émerger une opposition à plus large spectre. Par ailleurs, comme nous l'avons vu, les dirigeants est-allemands utilisèrent tous les moyens de répression à leur disposition pour museler – ou décourager – toute tentative de contestation : arrestations, procès, interdiction de publication, retraite forcée pour les

¹²⁷ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 62.

individus jugés dérangeants, etc.¹²⁸ Tous ces efforts pour réprimer l'opposition peuvent toutefois sembler inutiles quand on sait que le « mouvement » révisionniste était de toute manière trop fragmenté pour constituer une véritable menace. De plus, les opposants révisionnistes, en dépit de leur virulente critique envers le dogmatisme des autorités, demeuraient avant tout fidèles aux idéaux socialistes et antifascistes prônés par le régime. La nature de leurs revendications en est la preuve. Enfin, la facilité relative avec laquelle les citoyens est-allemands pouvaient émigrer à l'Ouest limitait les chances que l'insatisfaction populaire grandisse au point de devenir un réel danger pour la classe dirigeante.¹²⁹ Cette dernière, qui avait craint que les événements de Pologne et de Hongrie ne « contaminent » la RDA, avait, au demeurant, peu de raisons de s'inquiéter réellement pour son maintien au pouvoir. Cela ne l'empêcha toutefois pas de conserver la même approche orthodoxe – particulièrement sur le plan culturel - afin d'échapper à d'éventuelles flambées de contestation susceptibles de déstabiliser le régime.

2.2.2 Le tournant des années 1960 : l'exil, le mur de Berlin et la consolidation du régime

Les dirigeants est-allemands étant intolérants envers toute manifestation d'opposition, il ne semblait rester qu'une solution pour ceux qui contestaient les politiques du régime : l'exil. Cela était d'autant plus vrai pour ceux qui voulaient éviter de purger une peine de deux ans de prison pour avoir attaqué publiquement l'État, une mesure inscrite dans le nouveau code pénal.¹³⁰ Il faut rappeler que l'émigration n'était pas une option envisagée exclusivement par les opposants actifs

¹²⁸ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 51-52; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 61-62.

¹²⁹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 44.

¹³⁰ Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 107.

menacés de répression. Une grande partie de la population est-allemande fut touchée par le phénomène. L'exil fut en effet la plus importante forme de contestation « populaire » à cette époque et durant toute l'histoire de la RDA. Comme l'indique Mueller, « *exit was the major expression of mass dissatisfaction throughout the short history of the regime* »¹³¹. De nombreux citoyens est-allemands qui voyaient leurs projets personnels et professionnels compromis en raison des diktats du régime socialiste ou qui souffraient des pénuries de toutes sortes optèrent ainsi pour l'émigration en RFA, où les droits et libertés étaient effectifs et où les conditions de vie étaient généralement meilleures.

Nous avons déjà évoqué le départ à l'Ouest de plusieurs membres de l'intelligentsia (professeurs, écrivains, artistes, etc.) qui étaient durement affectés par les contraintes imposées à la liberté d'expression. Il peut être intéressant ici d'observer le phénomène de l'exil de manière plus globale ainsi que ses conséquences sur le régime. De 1949 jusqu'en 1961, plus de deux millions et demi de citoyens est-allemands - sur une population totalisant dix-sept millions de personnes - quittèrent le pays. Durant la période précédant la construction du mur, ce sont en moyenne deux mille personnes par jour qui firent le saut en RFA. Les émigrants étaient en grande majorité des travailleurs qualifiés; la moitié d'entre eux avait moins de vingt-cinq ans. On comptait aussi parmi eux des agriculteurs qui fuyaient le régime en raison des politiques de collectivisation. Cet exode massif de la population la plus productive menaçait la survie même de l'État est-allemand qui faisait déjà face à une profonde crise économique.¹³²

Afin d'endiguer le flot d'exilés et de préserver l'intégrité de la RDA, les dirigeants est-allemands décidèrent, dans la nuit du 12 au 13 août 1961, de fermer la

¹³¹ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 717.

¹³² Bruce Allen, *op. cit.*, p. 54.

frontière de la zone soviétique de Berlin par des barbelés. Dans les jours suivants, un mur permanent fut érigé, scindant ainsi la ville en deux. Celui-ci avait pour objectif, en plus de freiner le mouvement d'exil et la débâcle économique, de forcer l'Occident à reconnaître l'existence de la RDA et de mettre un terme à son isolement diplomatique qui lui avait été imposé par la RFA.¹³³ Les dirigeants justifiaient cette mesure radicale auprès de la population en alléguant qu'il s'agissait de la condition essentielle à la poursuite du projet socialiste sans interférence externe. De fait, comme le rapporte Laurence McFalls, la construction du mur constituait avant tout un acte d'auto-défense. Aux dires des dirigeants, « *the anti-fascist protective wall would shelter the worker-and-peasant state from saboteurs and kidnappers from the neighbouring monopoly capitalist NATO puppet-state* »¹³⁴. Le mur leur permit ainsi de consolider les assises du régime à l'intérieur de frontières étanches.¹³⁵

De nombreux intellectuels croyaient, à l'instar des autorités, que le régime ne pourrait pas voir ses difficultés disparaître tant que le problème de l'exil ne serait pas résolu. Pour eux, il était normal que la construction du socialisme exige des sacrifices; ils considéraient donc avec méfiance la décision d'émigrer à l'Ouest. En outre, ils présumaient que le régime se montrerait désormais plus tolérant envers les citoyens. Heiner Müller, un auteur dramatique est-allemand, espérait que le mur mène à l'instauration d'un dialogue ouvert entre les dirigeants et la population.¹³⁶ Certains membres de l'intelligentsia réagirent ainsi de manière très positive à la fortification

¹³³ La doctrine Hallstein, appliquée à partir de 1955, voulait faire en sorte que la RFA soit la seule représentante légale de l'Allemagne. Elle tendait donc à nier l'existence de la RDA.

¹³⁴ Laurence H. McFalls, « Behind the Wall : The East German *Sonderfall* », chap. in *Communism's Collapse, Democracy's Demise? The Cultural Context and Consequences of the East German Revolution*, New York, New York University Press, 1995, p. 32.

¹³⁵ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 54-55.

¹³⁶ Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 109.

des frontières tandis que d'autres furent plus réticents vis-à-vis de cette mesure.¹³⁷ Les citoyens, pour leur part, n'avaient dorénavant plus la possibilité de « voter avec les pieds » en s'exilant en RFA. Ils devaient par conséquent apprendre à composer avec un système qui leur avait été imposé et qui était plus que jamais hermétique. Comme le souligne Bruce Allen, « *the East German population was forced to either accept or oppose the system without the alternative of leaving* »¹³⁸. Le mur transforma donc la dynamique oppositionnelle en RDA, dans la mesure où l'exil, comme forme de contestation, constitua dès lors une option difficilement envisageable. Après 1961, les citoyens qui firent une demande d'émigration officielle durent faire face à divers problèmes affectant gravement leur qualité de vie, comme la perte de leur emploi ou de leur logement.¹³⁹

Quant à l'impact du mur sur le sentiment d'identification nationale, il semble qu'il contribua à affaiblir les liens entre les citoyens de l'Est et leurs homologues de l'Ouest. Cependant, un certain sentiment d'appartenance à la nation allemande persista chez les citoyens est-allemands au cours des décennies suivantes. Cette continuité s'explique notamment par le fait qu'ils avaient accès quotidiennement aux médias ouest-allemands. Par ailleurs, rappelons que les citoyens exilés en RFA avaient droit à tous les avantages liés à la citoyenneté ouest-allemande et qu'ils recevaient une aide financière pour faciliter leur intégration. Nonobstant ces supports légaux et économiques, on put observer un déclin de l'identification avec l'autre État allemand et ce, particulièrement chez les plus jeunes et les mieux éduqués.¹⁴⁰

¹³⁷ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 55-56.

¹³⁸ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 55.

¹³⁹ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 712-716.

¹⁴⁰ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 125-126.

La construction du mur eut également des répercussions majeures sur la gouvernance de l'État est-allemand. Puisque la société se trouvait désormais repliée sur elle-même, les dirigeants tentèrent d'intégrer les citoyens de manière plus positive en instaurant des mesures de déstalinisation – mesures que Joppke qualifie de tardives et prudentes. Parmi celles-ci, mentionnons la libéralisation des politiques culturelles qui permit aux artistes de tout acabit de s'exprimer plus librement. Cette période fut surtout marquée par une réforme économique, connue sous le nom de « Nouveau système économique » (1963), qui avait pour but de réduire les problèmes liés aux rigidités de la planification. Ces transformations conduisirent notamment à l'émergence d'une intelligentsia « technique » – la science ayant retrouvé ses lettres de noblesse durant cette phase de consolidation politico-économique – qui s'avéra attachée au régime en raison des privilèges dont elle bénéficiait et qui, par conséquent, s'abstint de contester au cours des décennies suivantes. Les réformes permirent par-dessus tout l'accomplissement de ce que l'on nomme aujourd'hui le « miracle économique est-allemand ». Ces progrès firent en sorte que la population souscrive plus volontiers au régime et qu'elle développe une certaine fierté vis-à-vis de ses réalisations. À titre d'exemple, un sondage effectué auprès de citoyens est-allemands entre 1962 et 1966 révèle une hausse du taux d'adhésion au régime (« *popular loyalty to the regime* ») de 37% à 71% durant cette période.¹⁴¹ Toutefois, parce que les dirigeants craignaient que les nouvelles mesures mises de l'avant dégénèrent en une libéralisation politique, les réformes furent abandonnées à la fin de 1964. L'achèvement de cette courte période de détente est également associé à la chute de Khrouchtchev en URSS qui provoqua là aussi un retour au « centralisme démocratique ».¹⁴²

¹⁴¹ Laurence H. McFalls, *op. cit.*, p. 34. Il est nécessaire de préciser que ce genre de données est plus ou moins fiable compte tenu de l'absence de liberté d'expression et du manque de confiance des citoyens dans la confidentialité des opinions émises.

¹⁴² Bruce Allen, *op. cit.*, p. 55; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 56-57; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 49-51.

2.2.3 Les épisodes contestataires des années 1960

Dans le contexte de la fermeture des frontières et de la subséquente consolidation du régime, les perspectives de transformations radicales du système diminuèrent de beaucoup. Les années 1960 en RDA furent donc peu mouvementées. Comme l'affirme Joppke, « *the two decades that separated the revisionist opposition of the 1950s and the intellectual exodus of the mid-1970s had passed by without notable opposition.*¹⁴³ » Il nous semble toutefois pertinent de relater quelques épisodes contestataires isolés survenus durant cette période qui firent réagir les dirigeants est-allemands et qui illustrent la pérennité d'une opposition visant une réforme du régime de l'intérieur. Ces épisodes montrent également l'intransigeance des autorités face à ceux qui déviaient de la ligne de parti.

2.2.3.1 « L'affaire » Robert Havemann

Robert Havemann, député à la Chambre du peuple (« *Volkskammer* ») et professeur de physique à l'Université Humboldt, se situe précisément dans ce courant révisionniste, faisant écho de ce fait à la vague réformiste de 1956. Notons que l'on considère Havemann comme la figure emblématique de l'opposition révisionniste est-allemande des années 1960 et 1970. De 1962 à 1964, il offrit une série de cours à Berlin-Est et à Leipzig durant lesquels il dénonça ouvertement le dogmatisme idéologique du régime et le fait que le Parti se soit détourné du marxisme au fil des ans. Il afficha ainsi au grand jour son aversion pour le stalinisme qui, pour lui, constituait une perversion de la nature profondément démocratique du socialisme.¹⁴⁴

¹⁴³ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 66.

¹⁴⁴ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 62.

Havemann défendit également la liberté d'opinion, d'expression, d'information et de discussion de la manière suivante :

La plus grande patience vis-à-vis de ceux qui pensent autrement, l'objectivité dans l'argumentation politique et la capacité de reconnaître et d'admettre ses propres erreurs sont la base de tout travail politique dans le socialisme, car sans la bonne volonté des masses, nous pouvons atteindre peu de choses.¹⁴⁵

Malgré ces propos qui s'attaquaient à la substance même du Parti-État, les dirigeants tardèrent à réagir. C'est après avoir vu les articles de Havemann publiés à l'Ouest qu'ils intervinrent. Celui-ci fut exclu du SED, ne put plus enseigner, fut radié de l'Académie des sciences et assigné à résidence.¹⁴⁶ Ces mesures de répression ne changèrent toutefois en rien ses convictions. Il accueillit avec enthousiasme le Printemps de Prague et critiqua ensuite sévèrement l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Dans les années 1970, il poursuivit sa lutte pour la démocratisation du régime, affirmant au passage que la plus grande erreur des dirigeants est-allemands était d'avoir dénié la liberté intellectuelle. Au cours de toutes ces années, il continua d'être victime de persécution, la police politique étant constamment à ses trousses.¹⁴⁷

¹⁴⁵ Traduit d'après *Enquete-Kommision*, VII, 1, p. 80; cité dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 60.

¹⁴⁶ On pourrait s'étonner que Robert Havemann, contrairement à d'autres opposants, n'ait pas été envoyé en prison ou en exil forcé à l'Ouest en raison de ses prises de position publiques en faveur d'une réforme du régime. S'il fut épargné, c'est qu'il était un communiste de la première heure qui avait été emprisonné durant l'époque nazie aux côtés de Honecker et que sa feuille de route prouvait son adhésion sincère au régime. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 62.

¹⁴⁷ Pedro Ramet, *loc. cit.*, p. 103; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 62-64; Werner Volkmer, « East Germany : Dissenting Views during the Last Decade », in *Opposition in Eastern Europe*, sous la dir. de Rudolf L. Tökés, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1979, p. 124-126.

2.2.3.2 La « Bataille de la Leuschner Platz »

Dans un tout autre ordre d'idées, les dirigeants est-allemands répondirent, dans les années 1960, à un bref épisode de contestation relié cette fois-ci non pas à des intellectuels révisionnistes membres du SED, mais bien à des jeunes révoltés face aux contraintes imposées à leur liberté d'expression. En effet, la période des années 1960 fut le théâtre, à l'échelle mondiale, d'une révolution musicale avec l'essor des groupes de musique rock. La RDA ne put échapper à cette nouvelle tendance – la radio occidentale étant accessible à l'Est, au grand malheur des dirigeants qui considéraient le rock, celui des Beatles notamment, non-conforme aux valeurs socialistes. Comme l'explique Pedro Ramet, ils craignaient en effet qu'il puisse éveiller des sentiments individualistes et critiques chez la jeunesse est-allemande : « *Rock lyrics have displayed a consistent and unmitigated subjectivity, refusing to cater to political parties or programs [...]. As a result, rock lyrics have tended to be either egocentric or critical of social polity.*¹⁴⁸ »

En 1965, appréhendant l'influence néfaste de cette musique « profane » sur les jeunes et considérant que ceux-ci devaient plutôt se consacrer aux activités de la FDJ, les dirigeants décidèrent subitement de bannir ces groupes. À Leipzig, des centaines de jeunes manifestèrent pacifiquement dans le centre de la ville contre cette mesure prohibitive. Ils se heurtèrent aux forces policières et une émeute éclata. Cet événement est connu sous le nom de la « Bataille de la Leuschner Platz ». Pour de nombreux jeunes, ce fut un choc de constater la violence avec laquelle le régime répondait lorsque l'on contestait certaines de ses politiques.¹⁴⁹ Si cet événement peut

¹⁴⁸ Pedro Ramet, *loc. cit.*, p. 91.

¹⁴⁹ Peter Voss, « Citizens against the State : Political Protest in the GDR », in *Origins of a spontaneous revolution : East Germany*, 1989, de Karl-Dieter Opp, Peter Voss et Christiane Gern, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1995, p. 9-10; Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 129-130. Il est à noter que ce n'est qu'au milieu des années 1970 que le régime se fit plus tolérant

sembler banal en regard des luttes menées au cours des années précédentes, nous croyions pertinent d'en rendre compte afin de souligner l'importance de la musique rock – et de la contre-culture qui en émanait – comme moyen d'expression pour les jeunes dans un régime où tous les aspects de la vie demeuraient sous le contrôle du Parti-État.

2.2.3.3 *L'opposition à l'aménagement urbain de type socialiste : la « Révolte de Leipzig » et la « Bataille d'Iéna »*

Les politiques d'aménagement urbain soulevèrent également leur lot de protestations au cours des années 1960, les dirigeants ayant décidé d'aller de l'avant avec leur programme de « transformation socialiste » des villes de la RDA. De fait, ces nouvelles mesures donnèrent lieu à (au moins) deux épisodes de contestation où des opposants tentèrent de défendre le patrimoine architectural de leur ville.¹⁵⁰ Ces deux cas montrent que des citoyens est-allemands apprirent à lutter, au niveau local, contre la volonté du SED de régenter toutes les sphères de leur existence. Évidemment, il ne s'agissait pas d'une opposition qui remettait le régime en cause, mais d'un refus de se conformer à certaines de ses politiques.¹⁵¹

En 1968, la « Révolte de Leipzig » survint après que le régime eut décidé de détruire l'*Universitätskirche* (Église de l'Université), seule église restée indemne pendant la Seconde Guerre mondiale, sous prétexte qu'elle ne cadrerait pas avec le

envers les groupes rock et les discothèques diffusant ce type de musique, tout en continuant de surveiller leurs activités de près.

¹⁵⁰ D'autres luttes similaires furent menées dans plusieurs villes de la RDA, notamment à Postdam et à Rostock. Beverly Heckart, « The Battle of Jena : Opposition to "Socialist" Urban Planning in the German Democratic Republic », *Journal of Urban History*, vol. 32, no 4 (mai 2006), p. 546-581.

¹⁵¹ Beverly Heckart, *loc. cit.*, p. 547-548.

design socialiste alors de rigueur. Cela faisait plus de dix ans que le conflit perdurait entre les autorités et les citoyens quant au sort que le régime voulait réserver à l'église. Les autorités ignorèrent souverainement les demandes des citoyens et le monument fut réduit en poussières. S'ensuivirent des manifestations qui furent rapidement réprimées par la police; de nombreux manifestants furent arrêtés. Ce dénouement laissa un triste arrière-goût d'impuissance chez les gens de Leipzig qui venaient de saisir le caractère absurde et arbitraire de certaines des décisions prises par les dirigeants.¹⁵²

Au cours de la même période (1968-1969), les citoyens d'Iéna se mobilisèrent pour s'opposer à la construction d'un gratte-ciel dans le centre de la ville (« Bataille d'Iéna »), une structure qui devait symboliser la réussite socialiste. L'espace qu'exigeait la construction de la tour nécessitait la destruction de nombreux édifices, rues et places très fréquentés qui avaient un caractère historique indéniable. Si les citoyens ne réussirent pas à bloquer l'édification du gratte-ciel en question, ils parvinrent toutefois à contrecarrer d'autres plans d'aménagement urbain qui menaçaient de faire disparaître la totalité du patrimoine bâti du centre d'Iéna. Au départ, un petit groupe, du nom de «Groupe d'action pour la préservation historique» (« *Aktiv/Arbeitsgruppe Denkmalpflege* »), alerta les membres de la Ligue culturelle locale dans le but de former un mouvement pour la défense de l'intégrité du centre historique de la ville. Il souhaitait que les citoyens puissent au moins prendre part aux discussions entourant le réaménagement urbain. Malgré de nombreux efforts - lettres, rencontres, etc. - pour convaincre les autorités de revoir leur projet, la démolition du centre de la ville débuta durant l'été 1969. Les activistes convainquirent cependant les responsables du chantier de récupérer les façades et les ornements de certains bâtiments les plus remarquables. Leur plus grande réussite fut par-dessus tout d'obtenir que les lieux démolis soient d'abord photographiés afin d'en conserver une

¹⁵² Peter Voss, *op. cit.*, p. 10-11; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 63; Beverly Heckart, *loc. cit.*, p. 564.

trace, un souvenir. Le couvent dominicain – qui constituait une partie intégrante de l’université de la ville – fut également sauvé suite à de nombreuses prises de position publiques en faveur de sa protection et surtout parce que le projet qui devait occuper son emplacement ne put jamais voir le jour.¹⁵³

2.2.3.4 Le Printemps de Prague et les intellectuels est-allemands

Les luttes locales pour la préservation du patrimoine urbain en RDA survinrent au moment où la Tchécoslovaquie traversait une période de libéralisation politique sans précédent. De fait, Alexander Dubcek, le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, conduisit, au cours du printemps 1968, un vaste mouvement de réformes largement appuyé par la population. Son projet d’un « socialisme à visage humain » impliquait un important virage démocratique avec, notamment, une ouverture à l’opposition extra-parti – le rôle dirigeant du Parti n’étant pas remis en question - et une plus grande liberté de presse. Ces propositions de réforme emballèrent de nombreux intellectuels est-allemands - particulièrement la jeune génération - qui y voyaient l’occasion de réconcilier démocratie et socialisme. En avril 1968, des étudiants de l’École d’architecture de Weimar auraient distribué des tracts exigeant la mise en place de réformes similaires en RDA.¹⁵⁴

Le Grand frère soviétique n’approuvait pas le mouvement de libéralisation en Tchécoslovaquie, le considérant comme une menace à son hégémonie. Les dirigeants est-allemands, en bons élèves, réprouvaient eux aussi la tournure des événements. Ces derniers joignirent ainsi leur voix à celles de plusieurs États membres du Pacte de Varsovie (URSS, Pologne, Hongrie et Bulgarie) pour condamner le mouvement dans

¹⁵³ Beverly Heckart, *loc. cit.*, p. 546-581.

¹⁵⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 60-61.

une lettre adressée au Comité central du Parti communiste tchécoslovaque. Puisque ces avertissements n'étaient pas suffisants pour mettre un terme à cette expérimentation démocratique dans le bloc de l'Est, les chars et les troupes du Pacte de Varsovie envahirent la Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1968.

À la suite de l'écrasement du Printemps de Prague, un bref mouvement de solidarité émergea en RDA. Celui-ci s'exprima de diverses façons : distribution de tracts, pétitions, graffitis hostiles au régime, manifestations (« Vive Dubcek! À bas Ulbricht! »), etc. L'intervention des troupes du Pacte de Varsovie choqua de nombreux intellectuels qui avaient souscrit au mouvement de réformes en Tchécoslovaquie. Günter Lehmann, alors professeur à l'Université Karl-Marx de Leipzig, explique ici les conséquences des événements sur l'intelligentsia progressiste est-allemande :

« All intellectuals strongly sympathized with the movement in the CSSR, because they were trying to create a socialism like the one that we envisioned in our ideals... When the Prague Spring was crushed, that had a really enduring impact... A gap opened up between our image of socialism and its empirical reality. The Czech events led to a certain reflectiveness.¹⁵⁵ »

Pour l'ensemble des opposants du bloc soviétique, la fin abrupte et violente que connut le Printemps de Prague sonna le glas du révisionnisme. En effet, la faillite du « socialisme à visage humain » montrait qu'il était vain d'attendre du pouvoir communiste une volonté sincère de réforme. Ils se détournèrent donc du discours et des principes prêchés par les dirigeants communistes pour se concentrer sur la lutte pour les droits humains et la résurrection de la société civile. De leur côté, les intellectuels est-allemands engagés dans l'opposition furent marqués encore longtemps par les idéaux émancipateurs de Prague. Contrairement à leurs homologues du bloc de l'Est, le socialisme demeurait, à leurs yeux, le seul choix

¹⁵⁵ Entretien avec le professeur Günter Lehmann, Leipzig, 29 juillet 1991; cité dans John C. Torpey, *op. cit.*, p. 61.

possible face au capitalisme occidental. La RDA ne se définissant que par son système politico-économique, ils se retrouvaient prisonniers de cette rhétorique et ne pouvaient pas, par conséquent, proposer d'alternative. Ils redoublèrent ainsi d'efforts pour construire un modèle de socialisme plus attrayant et démocratique.¹⁵⁶ La tendance révisionniste resta donc caractéristique de l'opposition est-allemande, en dépit des échecs répétés des tentatives de réforme à travers le bloc soviétique.

2.2.4 Les années 1970 : les débuts de l'ère Honecker

L'arrivée au pouvoir d'Erich Honecker en 1971 annonça le début d'une période de transformations en RDA, tant dans la gouverne du régime que dans la dynamique contestataire. De fait, les années 1970 furent celles où l'État est-allemand put s'intégrer à la communauté internationale et où l'opposition prit des formes nouvelles. Or, il n'était pas question pour les dirigeants de tolérer que l'on critique leurs politiques sur toutes les tribunes – et particulièrement par le biais des médias ouest-allemands. Leur intransigeance envers l'opposition montre bien à quel point ils craignaient pour la survie de l'État est-allemand, qu'ils savaient fragile.

2.2.4.1 *L'Ostpolitik, la détente et l'évolution du régime est-allemand*

Durant les années 1960, la RDA s'était coupée de l'Occident – la construction du mur ayant garanti cet isolement, ce qui avait permis à Ulbricht de fortifier les assises du régime et de consentir à un certain relâchement sur le plan idéologique. Toutefois, au moment où Honecker s'installait aux commandes du gouvernement, les relations Est-Ouest prirent une nouvelle tournure avec l'*Ostpolitik* et la détente, ce qui

¹⁵⁶ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 62-64.

appela à un retour en force de l'idéologie. En effet, l'ouverture partielle des frontières entre les deux Allemagnes poussa les dirigeants est-allemands à réaffirmer l'identité socialiste de la RDA et à cultiver la « théorie des deux nations » afin de contrer l'influence des idées libérales sur l'opinion publique ainsi qu'un possible réveil du sentiment de communauté nationale.¹⁵⁷ La politique de délimitation (« *Abgrenzung* ») constitua l'expression de ce désir de se distancier de l'« ennemi capitaliste ouest-allemand » qui frappait à la porte de la RDA et de consolider une conscience proprement est-allemande.

Parallèlement à ce zèle doctrinal, les dirigeants cherchèrent à améliorer le niveau de vie des citoyens en échange de leur passivité vis-à-vis des affaires de l'État, une stratégie typique de la phase de développement dite de « post-mobilisation » des régimes léninistes. Si l'on s'en tient aux propos de Torpey, il s'agissait d'acheter l'inertie politique de la population avec de meilleures conditions de vie.¹⁵⁸ C'est également pour recouvrer une certaine légitimité que le régime choisit de miser sur une bonification des services et des produits offerts aux citoyens. Cette approche préconisée par le pouvoir était incarnée dans la notion « d'unité de la politique économique et sociale » : la modernisation économique de la RDA devait permettre le développement d'un « État-providence socialiste » (« *socialist welfare state* ») capable d'assurer la sécurité économique et l'égalité sociale.¹⁵⁹

Le « socialisme réellement existant » de Honecker eut pour effet de créer une société dans laquelle les citoyens menaient une « double vie » (« *double life* » ou « *niche society* »). En public, les individus continuaient d'acclamer les réussites du régime lorsque le contexte l'exigeait alors que dans leur cercle privé, ils devenaient

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 126.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 65.

¹⁵⁹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 51-55; Steven Pfaff, *loc. cit.*, p. 389.

de plus en plus apathiques, résignés et cyniques. En revanche, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, cette période de stabilité politico-économique – la RDA étant dorénavant un État reconnu sur la scène internationale – convainquit les dirigeants est-allemands de modérer leurs méthodes de répression employées contre les individus soupçonnés de « comploter » contre le régime. Cela s'avéra un stimulant pour les opposants qui osèrent davantage faire connaître leurs points de vue et leurs revendications.¹⁶⁰ Nous verrons d'ailleurs un peu plus loin quelques illustrations de ce phénomène. Enfin, dans le sillage de la détente Est-Ouest, on observa les signes d'une certaine libéralisation culturelle. Le Parti-État semblait donc déterminé à tenir les rênes de manière un peu plus souple, tout en refusant que l'on remette son autorité en question. Ainsi, le système connaissait toujours des limites importantes.¹⁶¹

2.2.4.2 L'émergence d'une nouvelle opposition culturelle

C'est avant tout l'échec du Printemps de Prague qui constitua l'élément déclencheur d'une recrudescence de la contestation au début des années 1970. Dans un premier temps, cette opposition ne se manifesta pas publiquement mais elle devint de plus en plus visible au fil des ans. Nous avons vu que l'écrasement du mouvement réformateur tchécoslovaque provoqua un élan de solidarité chez une certaine frange de la population est-allemande, élan qui se dissipa cependant assez rapidement. Or, il entraîna également la création des cercles de discussion clandestins dans plusieurs villes universitaires est-allemandes (Berlin-Est, Halle, Leipzig, Iéna et Dresde). Les protagonistes, qui étaient essentiellement des intellectuels et des étudiants,

¹⁶⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 51-55.

¹⁶¹ Ian Wallace, « The Failure of GDR Cultural Policy under Honecker », in *The German Revolution of 1989 : causes and consequences*, sous la dir. de Gert-Joachim Glaessner et Ian Wallace, Oxford, Berg Publishers Limited, 1992, p. 103-104; Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 134-136.

souhaitaient se réunir pour échanger ouvertement sur le passé stalinien de la RDA. Certains de ces cercles prirent une tangente idéologique distincte – trotskisme, maoïsme, etc. – et se développèrent sur cette base dans les années qui suivirent. D'autres conservèrent une orientation plus générale et profitèrent d'institutions officielles, comme les « maisons de la culture » (« *Haüser der Kultur* »), pour permettre à un public plus large de participer à leurs discussions politiques.¹⁶²

Les activités de ces groupes furent la prémisse d'une sphère publique alternative qui était attachée à un socialisme renouvelé, antiautoritaire et démocratique. Ils devinrent ainsi la base d'une nouvelle opposition culturelle qui put s'épanouir au cours des années 1970 et qui s'avéra plus affirmée. En effet, l'émergence de cette opposition doit impérativement être replacée dans le contexte de la libéralisation culturelle qui elle-même était le produit de la nouvelle direction politique de Honecker. Celui-ci annonça, lors d'une rencontre du Comité central du SED en décembre 1971, que les arts et la littérature ne seraient plus soumis aux mêmes règles, aux mêmes interdits, que d'autres domaines de la vie sociale.¹⁶³ Si cette déclaration du secrétaire général suscita beaucoup d'enthousiasme chez les intellectuels en offrant de nouvelles opportunités sur le plan culturel, ces derniers ne se firent tout de même pas trop d'illusions quant à cette soi-disant libéralisation du régime. Cette perception, à la fois sceptique et positive, des politiques culturelles de

¹⁶² John C. Torpey, *op. cit.*, p. 64-65. Dans une entrevue accordée au début des années 2000, Jens Reich, un ancien opposant au régime est-allemand, relate avoir fait partie de ce type de groupes contestataires dans les années 1970. Le « cercle du vendredi » constituait une réunion informelle qui s'apparentait à la fois à une université clandestine et à un club intellectuel. Il avait pour objectif de créer un milieu plus favorable aux échanges et aux discussions. Ses activités étaient tolérées par le régime car les membres du groupe ne prenaient aucune position publique. Jean-Paul Gaudillière et Yves Sintomer, *loc. cit.*, p. 128.

¹⁶³ En fait, une courte phrase du discours de Honecker laissa croire que le régime désirait assouplir ses politiques culturelles : « *If the starting point is the firm position of socialism, there can, in my opinion, be no taboos in the field of art and literature.* » Cette déclaration fut l'objet de nombreuses spéculations (que voulait dire Honecker avec « *in my opinion* »?), mais on retint surtout le fait qu'il était désormais permis de débattre et de s'exprimer plus librement dans les arts. Ian Wallace, *op. cit.*, p. 103.

Honecker conduisit à l'essor d'une nouvelle tendance – une « nouvelle subjectivité » - dans le théâtre, la musique et la littérature. Le régime est-allemand fit preuve d'une certaine ouverture en permettant aux artistes de se produire plus librement, en autorisant la publication de nombreux ouvrages auparavant censurés et en acceptant la tenue de réels débats lors d'événements publics. Cette période de libéralisation culturelle fut toutefois de courte durée si l'on considère le traitement réservé à Wolf Biermann qui fut banni de la RDA en 1976 pour avoir critiqué le régime dans ses chansons (voir la section 2.2.4.4).¹⁶⁴

2.2.4.3 Les Accords d'Helsinki et la politisation du mouvement d'émigration

La RDA constituant désormais un acteur reconnu par les principales instances internationales, elle put participer à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui réunit trente-cinq États en 1973. Les Accords d'Helsinki (août 1975) établirent les principes et les règles de conduite auxquels les États signataires devaient se conformer. Les négociations portèrent principalement sur trois domaines : l'inviolabilité des frontières des pays du bloc de l'Est fixées au sortir de la Seconde Guerre mondiale; le renforcement de la coopération économique et culturelle et des échanges éducatifs; le respect des droits humains.¹⁶⁵ L'application des principes inscrits dans l'acte final posa certains problèmes en RDA – et assurément dans de nombreux États satellites de l'URSS - car les lois est-allemandes entraient en contradiction avec certains d'entre eux. Ce fut notamment le cas de la libre circulation des personnes : la constitution de la RDA ne garantissait pas aux citoyens le droit de quitter le pays tandis que les Accords d'Helsinki reconnaissaient

¹⁶⁴ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 65-66; Ian Wallace, *op. cit.*, p. 103-104.

¹⁶⁵ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 60.

pleinement celui-ci.¹⁶⁶ Les dirigeants est-allemands étaient parfaitement conscients de ces incohérences avant même de signer l'acte final, mais leur désir d'améliorer la réputation de la RDA sur le plan international était, à leurs yeux, plus important que tout. Ils voulaient également s'assurer de recevoir de l'Occident la technologie essentielle à une économie compétitive ainsi que les crédits nécessaires au développement de celle-ci. Ils s'engagèrent donc à respecter les droits humains et les libertés civiles, tout en sachant que cette promesse n'était pas sincère.¹⁶⁷

En RDA, la ratification des Accords d'Helsinki conduisit à une hausse significative des demandes d'émigration. En effet, des dizaines de milliers de citoyens est-allemands entreprirent des démarches pour émigrer en RFA et ce, en dépit des contraintes majeures liées à ces dernières. Toutefois, au lieu de faire face au mouvement et d'agréer aux demandes qui leur étaient soumises, les autorités traitèrent les candidats à l'émigration comme des ennemis de l'État. D'autres citoyens employèrent un moyen plus inusité – et sans contredit plus politique – pour faire connaître leur volonté de passer à l'Ouest : ils rédigèrent des pétitions afin que le Parti-État respecte son engagement vis-à-vis de la liberté de circuler. Il s'agissait ainsi d'exploiter la vulnérabilité du régime qui s'était compromis auprès de la communauté internationale en signant des protocoles sur les droits humains. Une des initiatives les plus connues en ce sens est la pétition de Riesa. En 1976, trente-trois citoyens de cette ville soumièrent une pétition aux Nations unies et à tous les États signataires des Accords d'Helsinki pour signifier leur désir de renoncer à leur citoyenneté et d'émigrer à l'Ouest. Dans les semaines suivantes, quarante-six autres personnes

¹⁶⁶ Quitter la RDA sans permission violait l'article 213 du code pénal, tout comme l'information et l'aide provenant d'ONG telles qu'Amnesty International. Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 715.

¹⁶⁷ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 715 et 721.

ajoutèrent leur nom à la pétition. Après avoir exigé de ces citoyens qu'ils retirent leur demande d'émigration, les autorités est-allemandes les renvoyèrent en RFA.¹⁶⁸

Selon Mueller et Torpey, la pétition de Riesa illustre la politisation naissante du mouvement d'émigration. Les candidats à l'émigration purent en effet s'appuyer sur une base juridique solide – celle des divers protocoles internationaux signés par les dirigeants est-allemands – pour faire valoir leurs revendications et ce, d'une seule voix et de manière plus structurée. Cela constituait donc une première en RDA pour ces citoyens réclamant le droit de circuler librement : l'émigration étant à l'origine une démarche individuelle, jamais auparavant il n'y avait eu d'actions concertées dans ce domaine.¹⁶⁹ Par ailleurs, la politisation du mouvement mit en lumière les tensions entre les opposants révisionnistes et les candidats à l'émigration. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre précédent, les opposants révisionnistes est-allemands voyaient d'un mauvais œil les citoyens qui désiraient émigrer en RFA car ceux-ci remettaient en question le bien-fondé, la pertinence, d'une réforme du régime. À ce propos, Robert Havemann écrivit, au cours des années 1970, que son départ pour l'Ouest créerait une telle déception que cela l'empêchait de partir. Cette déception n'était toutefois pas la pire chose, selon lui : « *Worse would be the fact that I would stimulate [sympathizers'] doubts about our righteous cause... [Thus] it is really betrayal if one simply takes off from here in the absence of great distress.*¹⁷⁰ » Les candidats à l'émigration étaient ainsi perçus comme déloyaux. Notons aussi que l'exil de nombreux citoyens venait réduire la capacité de mobilisation et

¹⁶⁸ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 70-72; Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 720-722; Werner Volkmer, *op. cit.*, p. 121-122.

¹⁶⁹ Il est intéressant de souligner que ces premières tentatives d'organisation des candidats à l'émigration émergèrent dans les provinces de la RDA, et non dans les cercles plus urbains d'intellectuels révisionnistes. Par ailleurs, il appert que des actions en faveur de la libre circulation des personnes se produisirent également dans les années 1980 (voir le chapitre III). John C. Torpey, *op. cit.*, p. 72.

¹⁷⁰ Robert Havemann, « Schreiben für die DDR », in *Berliner Schriften*, édité par Andreas W. Mytze, Berlin, Verlag europäische Ideen, 1976, p. 26; cité dans John C. Torpey, *op. cit.*, p. 71.

d'organisation de l'opposition qui œuvrait pour la démocratisation de la RDA. Il n'est donc pas surprenant que les révisionnistes aient avancé sans gêne que les candidats à l'émigration s'étaient laissés séduire par le mode de vie occidental et qu'ils étaient des citoyens apolitiques : la lutte pour le droit d'émigrer constituait une menace à leurs efforts visant une réforme du régime. Enfin, il s'avère que les profondes divergences de vues entre les opposants révisionnistes et les candidats à l'émigration constituèrent un des facteurs de l'émergence tardive de la lutte pour les droits humains – caractéristique de la dissidence - en RDA.¹⁷¹

2.2.4.4 « *L'affaire* » *Wolf Biermann*

L'expatriation du chansonnier Wolf Biermann en novembre 1976 montre que la tolérance des dirigeants envers toute forme de contestation était très limitée, voire inexistante, même si ces derniers avaient permis aux artistes est-allemands de prendre certaines libertés dans les années précédentes. Or, il appert que l'expulsion du chansonnier eut des répercussions inattendues sur l'évolution de l'opposition. Voyons d'abord un bref aperçu des événements. Alors qu'il effectuait une tournée de concerts en RFA, Biermann fut déchu de sa nationalité est-allemande, le contenu de ses chansons étant trop subversif au goût de la classe dirigeante. Il dénonçait en effet dans ses textes la fadeur de la vie quotidienne sous le « socialisme réellement existant » ainsi que la rigidité idéologique du pouvoir. Il est nécessaire de préciser que Biermann était d'abord et avant tout un marxiste convaincu ainsi qu'un farouche défenseur de l'existence d'un État socialiste en sol allemand. Il affirma ainsi dans une entrevue :

Je critique la RDA d'un point de vue de gauche. Parce que, avec toutes ses excroissances, cette société est la mienne, celle dans laquelle je vis, et qu'elle

¹⁷¹ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 720-722; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 71-75.

tente une expérience que l'humanité toute entière devra faire si elle ne veut pas sombrer dans la barbarie [...].¹⁷²

Son engagement envers la RDA était surtout lié à ses racines juives et communistes, et donc au mythe fondateur antifasciste de l'État est-allemand. Il s'agissait ainsi d'un intellectuel de tendance révisionniste qui, par le biais de son art, voulait révéler les tares du régime à un public le plus large possible. Dès les années 1960, les dirigeants lui interdirent de paraître sur scène et de publier ses écrits en RDA. Il put toutefois bénéficier d'une tribune à l'Ouest qui lui permit de faire connaître son point de vue sur la situation est-allemande. Avec Robert Havemann, Biermann fut l'un des opposants les plus influents des années 1960 et 1970.¹⁷³

Dans les milieux intellectuels et artistiques, la sanction radicale imposée à Biermann créa une onde de choc. Des rassemblements contestataires, regroupant des ouvriers et des étudiants, se tinrent à Berlin-Est, à Iéna et en RFA. Plusieurs manifestants furent alors arrêtés. Aussi, profitant de leur notoriété, une douzaine de personnalités de la scène culturelle rédigèrent une lettre ouverte de protestation publiée à l'Ouest dans laquelle elles s'opposaient à la punition infligée au chansonnier. Avec toute la délicatesse et la modération dont elles étaient capables, elles exhortèrent les dirigeants à faire preuve de plus de tolérance envers Biermann :

*« We do not identify with Biermann's every word and every act and distance ourselves from attempts to misuse the events surrounding Biermann to attack the GDR. Biermann himself has never, in Cologne or elsewhere, left any doubt which of the two German states, for all his criticism, he supports. We protest against his expatriation and request that the action which has been taken be reconsidered. »*¹⁷⁴

¹⁷² Entrevue accordée par Wolf Biermann au *Spiegel*, 22 novembre 1976, p. 36-41; cité dans Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 137.

¹⁷³ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 66; Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 136-139.

¹⁷⁴ Peter Lübke (sous la dir.), *Dokumente zur Kunst-, Literatur- und Kulturpolitik der SED 1975-1980*, Stuttgart, Seewald, 1984, p. 310f; cité dans Ian Wallace, *op. cit.*, p. 105.

Dans les jours suivants, plus d'une centaine d'autres intellectuels appuyèrent cette initiative. Confrontés à cet important mouvement de solidarité, les dirigeants contraignirent les opposants qui s'étaient prononcés en faveur du retour du chansonnier à choisir entre la persécution ou l'exil. C'est ainsi qu'un grand nombre d'intellectuels est-allemands quitta la RDA, ne se faisant manifestement plus d'illusions quant aux possibilités de réformer un régime qui se montrait toujours aussi intransigeant envers les citoyens qui pensaient autrement. Ceux qui choisirent de rester au pays durent subir une vague d'intense répression. Parmi les sanctions imposées aux opposants, on note l'exclusion de l'Union des écrivains, l'interdiction de publication et même l'emprisonnement.¹⁷⁵

Selon Joppke et Ian Wallace, « l'affaire » Biermann constitue un épisode significatif à deux égards. D'une part, jamais auparavant des intellectuels ne défièrent le régime aussi ouvertement : « *Leading critical intellectuals did not simply accept the Party's decision to dispose of Biermann but spoke out, cautiously but without hesitation, against what they saw as a serious mistake* »¹⁷⁶. De plus, ce fut la première fois où des intellectuels de toutes les générations s'allièrent pour protester contre une mesure instaurée par le régime. Pour ces raisons, les relations entre l'intelligentsia critique et le pouvoir s'en trouvèrent définitivement détériorées. D'autre part, les dirigeants se rendirent compte que l'expulsion en RFA était un moyen très efficace pour faire taire les opposants, évitant ainsi d'utiliser des méthodes de répression sévèrement condamnées par la communauté internationale. Par conséquent, l'opposition se retrouva presque entièrement dépourvue du soutien

¹⁷⁵ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 67-70; Werner Volkmer, *op. cit.*, p. 131-132; Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 140-146; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 66-67.

¹⁷⁶ Ian Wallace, *op. cit.*, p. 111.

des intellectuels critiques les plus en vue, ces derniers étant soit réduits au silence dans leur propre pays ou bien partis en RFA.¹⁷⁷

2.2.4.5 « *L'affaire* » *Rudolf Bahro*

La décennie 1970 s'acheva avec un autre épisode de répression visant cette fois-ci un auteur qui, jusqu'alors, était totalement inconnu du milieu contestataire et de la direction du Parti-État. Il s'agit de Rudolf Bahro, un marxiste de la première heure et membre du SED depuis les années 1950, qui œuvra notamment comme journaliste, comme économiste et comme cadre du Parti dans une entreprise. Il appert que Bahro fut profondément marqué par l'écrasement du Printemps de Prague. Selon lui, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie avait fait en sorte que plus personne ne croyait en la possibilité d'un renouveau socialiste. Cela fit de lui l'un des plus virulents critiques du dogmatisme des dirigeants est-allemands et l'un des penseurs les plus articulés du courant révisionniste. Ses réflexions sur le régime communiste l'amènèrent en effet à rédiger un ouvrage, « *L'alternative* »¹⁷⁸, dans lequel il critiquait durement l'immobilisme du gouvernement et le refus de celui-ci d'introduire des réformes. En 1977, il fit publier son livre en RFA et accorda une entrevue aux médias ouest-allemands, le faisant ainsi connaître de part et d'autre des frontières. Il aspirait ainsi à une confrontation directe avec les dirigeants et à relancer la lutte pour « habituer l'appareil à devoir faire face à une opposition ouverte, l'objectif étant finalement de le contraindre à la bataille idéologique ouverte

¹⁷⁷ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 65-69; Ian Wallace, *op. cit.*, p. 111.

¹⁷⁸ Voir Rudolf Bahro, *L'alternative : pour une critique du socialisme existant réellement*, Paris, Stock, 1979, 425 p.

dans son propre pays »¹⁷⁹. La réaction des autorités fut immédiate : arrêté le 23 août 1977 et accusé dès le lendemain d'espionnage, Bahro devint le nouveau symbole de la résistance au régime. Son incarcération provoqua un mouvement de protestation à l'échelle mondiale qui contribua à sa libération quelques mois plus tard. Il fut par la suite expulsé en RFA.¹⁸⁰

Son analyse critique du « socialisme existant réellement » et son plaidoyer pour une réforme en profondeur du régime permettant la réalisation véritable des idéaux socialistes constituent, selon Joppke, la quintessence du révisionnisme est-allemand.¹⁸¹ Il est intéressant de noter que la vision de Bahro d'un socialisme renouvelé n'impliquait pas l'instauration du pluralisme politique, mais plutôt la création d'un authentique parti communiste, une nouvelle « Ligue des communistes ». L'élimination de la domination bureaucratique devait ainsi se réaliser par le biais d'une plus grande participation politique de la base, ce qu'il nommait la « révolution culturelle ». Nous constatons une fois de plus que le pluralisme politique était craint des révisionnistes est-allemands dans la mesure où cela menaçait la poursuite du projet socialiste en RDA. En outre, « L'alternative » comportait plusieurs propositions de réforme, dont l'élimination du système des privilèges, une plus grande équité salariale et la création de conseils d'ouvriers inspirés de l'expérience yougoslave. À l'instar des opposants révisionnistes avant lui, Bahro basait son argumentaire sur les écrits de Marx, c'est-à-dire sur les « textes sacrés » sur lesquels le régime fondait sa propre légitimité, tout en se permettant d'y ajouter une critique qui fit l'originalité, la force, de l'ouvrage. Il voulait ainsi démontrer que

¹⁷⁹ Rudolf Bahro, « Je continuerai mon chemin. Autoportrait de Rudolf Bahro », chap. in *Je continuerai mon chemin*, coll. « Dialectiques – Interventions », Paris, Librairie François Maspero, 1979, p. 47.

¹⁸⁰ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 69-73; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 76-77.

¹⁸¹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 69. Il faut préciser que l'analyse de Bahro s'appliquait, selon lui, à tous les États du bloc soviétique.

la RDA avait une orientation beaucoup trop stalinienne qui bloquait tout progrès socialiste et que les dirigeants avaient, de ce fait, trahi la révolution. Ses réflexions sur le régime et sur la nécessité de le réformer demeurèrent une référence pour les opposants est-allemands.¹⁸²

2.3 Conclusion

En terminant, il apparaît évident, à la lumière des épisodes de contestation décrits précédemment, que deux tendances lourdes ont caractérisé le développement de l'opposition est-allemande jusqu'à la fin des années 1970 : la persistance de la tendance révisionniste et le phénomène de l'exil. Nous constatons en effet que les opposants ne remirent jamais le système en question; il s'agissait principalement de revendications visant la démocratisation du « socialisme réellement existant ». Les intellectuels critiques continuèrent de croire que la RDA constituait la « meilleure partie de l'Allemagne » du fait de son rejet du capitalisme, c'est-à-dire de presque toutes les formes de propriété privée, même si les dirigeants bafouaient sciemment les droits fondamentaux et les libertés civiles. Ces opposants restaient avant tout attachés à l'anticapitalisme et à l'antifascisme à l'origine de la création de l'État est-allemand. Aussi, la RDA n'ayant aucun fondement national qui lui était propre, ils n'avaient d'autre alternative que de souscrire aux idéaux socialistes prêchés par le pouvoir, tout pervertis fussent-ils.

La seconde tendance lourde au sein de l'opposition – l'exil – affecta grandement le développement d'un mouvement contestataire plus large. D'une part, il faisait obstacle à la mobilisation d'un nombre important de citoyens qui n'appuyaient pas les politiques des dirigeants communistes. D'autre part, le désir de s'exiler en

¹⁸² Pedro Ramet, *loc. cit.*, p. 104-106; Werner Volkmer, *op. cit.*, p. 128-130.

RFA entrait en conflit, aux yeux des opposants révisionnistes, avec la volonté d'agir pour réformer et démocratiser le régime de l'intérieur. Comme nous l'avons vu, la politisation du mouvement d'émigration devint possible à la suite de la ratification des accords d'Helsinki en 1975. Les dirigeants furent dès lors confrontés à une vague de pétitions citoyennes exigeant le droit de circuler librement. De leur côté, les opposants prirent leurs distances vis-à-vis des candidats à l'émigration. Ce faisant, ils affichèrent leur loyauté au régime. Enfin, il semble que la révolte ouvrière de 1953 constitue un épisode unique dans la mesure où elle entraîna dans son sillage des milliers de citoyens à travers tout le pays. Ce mouvement de protestation à grande échelle échoua en raison notamment du refus de l'intelligentsia de s'allier à la population ouvrière et de la répression militaire soviétique. L'opposition resta par la suite confinée à un cercle restreint d'intellectuels militant pour une réforme du régime.

CHAPITRE III

L'OPPOSITION EST-ALLEMANDE DANS LES ANNÉES 1980 : ENTRE RÉVISIONNISME ET DISSIDENCE

La fin des années 1970 a été particulièrement difficile pour l'opposition révisionniste est-allemande. En effet, l'expatriation du chansonnier Wolf Biermann a conduit à l'exil de nombreux intellectuels critiques, ce qui a privé le milieu contestataire de plusieurs figures actives et influentes. Aussi, avec le départ de Rudolf Bahro, l'espoir d'une libéralisation du régime semblait définitivement vain. Or, l'étude de l'histoire de la RDA dans les années 1980 révèle l'existence d'une scène contestataire vivante et diversifiée, quoique toujours marginale.

Au début des années 1980, l'intelligentsia critique, qui avait fait les frais de la persécution de la Stasi dans les décennies précédentes et qui était résolument attachée à la composante antifasciste du projet anticapitaliste est-allemand, a commencé à s'éclipser pour laisser la place à une nouvelle génération d'opposants.¹⁸³ Cette nouvelle génération se faisait un peu moins d'illusions quant à l'atteinte de l'idéal socialiste et avait pris davantage ses distances par rapport au Parti-État. Toutefois, malgré son désabusement, elle est demeurée loyale au régime dans la mesure où elle n'a jamais remis en question l'ordre social existant. Selon Joppke, cette fidélité n'était pas liée au mythe antifasciste mais plutôt à l'absence d'alternative nationale au

¹⁸³ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 79. Si l'ancienne intelligentsia critique s'est effacée progressivement au cours des années 1980, il faut toutefois préciser que plusieurs intellectuels ont continué de militer aux côtés de la nouvelle génération d'opposants. Cela a été notamment le cas de Robert Havemann qui s'était particulièrement illustré dans les années 1960 (voir le chapitre II).

système socialiste en RDA.¹⁸⁴ Ces jeunes opposants, en plus d'avoir des préoccupations différentes de celles des intellectuels critiques de la génération antérieure, ont développé de nouvelles formes de contestation qui étaient rattachées, d'une part, à un contexte politique changeant et d'autre part, au soutien de l'Église évangélique. Celle-ci a en effet largement contribué à l'émergence de groupes d'opposition plus structurés en leur fournissant l'espace et les moyens nécessaires à leur organisation. Nous verrons toutefois qu'en agissant comme protectrice des groupes d'opposants, elle a, du même coup, freiné le développement d'un mouvement contestataire plus large.

Les groupes d'opposition qui se sont formés au cours de la décennie ont milité pour différentes causes : le pacifisme, l'émancipation des femmes, la préservation de l'environnement, la question du sous-développement et le respect des droits humains.¹⁸⁵ Les militants des droits humains – les premiers véritables « dissidents » de la RDA – se sont toutefois heurtés au phénomène de l'exil qui a connu un nouvel essor dans la seconde moitié de la décennie. Les candidats à l'émigration, à l'instar de ceux qui avaient voulu profiter de la signature des Accords d'Helsinki en 1975 pour faire valoir leur droit de circuler librement, ont, une fois de plus, donné un angle politique à leur lutte en revendiquant collectivement leur désir de quitter le pays. Nous constaterons que cela a placé les militants des droits humains dans une situation délicate qui a restreint la portée de leurs actions. La diversité des actions menées par les opposants au cours des années 1980 peut sembler, à première vue,

¹⁸⁴ Christian Joppke, « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism... », *loc. cit.*, p. 227-228.

¹⁸⁵ Les travaux de Hubertus Knabe montrent qu'il existait d'autres groupes d'opposition à cette époque, tels que les groupes visant un mode de vie alternatif et les mouvements regroupant des homosexuels. Comme nous détenons peu d'informations sur ceux-ci, nous n'en discuterons pas dans ce mémoire. Par ailleurs, le mouvement tiers-mondiste est-allemand semble avoir été peu analysé dans la littérature portant sur la contestation en RDA. C'est pourquoi nous n'aborderons pas ce thème dans notre étude. Hubertus Knabe, « Neue soziale Bewegungen im Sozialismus : zur Genesis alternativer politischer Orientierungen in der DDR », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpolitik*, 40, 3, p. 551-569; repris dans François Bafoil, *op. cit.*, p. 43.

impressionnante. Toutefois, il appert que cette nébuleuse contestataire n'est jamais parvenue à ébranler la classe dirigeante du Parti-État du fait de son incapacité à former un mouvement rassembleur et de la répression dont elle était victime.

3.1 Les débuts de la décennie 1980 : mise en contexte

Avant même d'aborder les différents aspects du phénomène contestataire en RDA dans les années 1980, il nous apparaît pertinent d'examiner brièvement le climat politique qui prévalait dans le bloc soviétique à cette époque dans le but de mieux comprendre l'état d'esprit des dirigeants et des opposants est-allemands. D'abord, cette période se révéla tendue sur le plan des rapports Est-Ouest. L'URSS, dans un élan expansionniste, voulait étendre davantage son influence à plusieurs régions du globe et approfondir la puissance militaire du bloc de l'Est. Sa décision de déployer des missiles SS-20 (1976), qui inquiéta grandement les Européens et les Américains, déclencha la « crise des euromissiles ». L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en réponse à la provocation des Soviétiques, annonça qu'elle installerait à son tour des missiles de croisière et des fusées Pershing II en Europe occidentale, particulièrement sur le territoire de la RFA. Ce regain de tension entre les deux blocs antagonistes souleva la colère des pacifistes occidentaux qui organisèrent des grandes manifestations, notamment en RFA où l'on ressentait plus qu'ailleurs les effets de la Guerre froide.¹⁸⁶

En ce qui a trait à la politique intérieure des États satellites, un des événements les plus significatifs fut sans aucun doute la création du syndicat

¹⁸⁶ Au milieu des années 1980, l'URSS ne put plus rivaliser avec les États-Unis d'Amérique dans la course aux armements car elle se trouvait très affaiblie sur le plan économique. C'est ainsi que les deux super-puissances conclurent un accord en 1988 portant sur l'élimination des missiles nucléaires à moyenne portée, mettant ainsi fin à la « crise des euromissiles ».

indépendant Solidarność en Pologne en août 1980. Né dans la foulée de la grève des ouvriers des chantiers navals de Gdansk, il parvint à rassembler un large mouvement social contestant le régime communiste en place. Le syndicat avait tout pour contrarier la classe dirigeante polonaise ainsi que les autorités soviétiques. D'une part, celui-ci mettait en péril la prétention du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) de détenir le monopole de l'organisation sociale et politique. Ensuite, comme il constituait une initiative prolétaire, il venait bousculer l'ordre des choses dans un régime qui disait incarner les intérêts de la classe ouvrière.¹⁸⁷

En RDA, les intellectuels critiques réagirent de façon mitigée vis-à-vis du syndicat indépendant : ils appuyaient les revendications des ouvriers polonais mais certains d'entre eux - les plus à gauche - appréciaient moins le symbolisme religieux qui teintait le mouvement. Plus globalement, les citoyens est-allemands se montrèrent peu solidaires des événements qui ébranlaient la Pologne.¹⁸⁸ Selon Torpey, la campagne de propagande menée par le régime pour dénigrer les Polonais et attiser les dissensions entre les deux peuples expliquerait l'attitude antipathique de la population envers le syndicat. Malgré le succès de leur campagne de propagande, les dirigeants craignaient que le « virus polonais » infecte la RDA. C'est pourquoi ils mirent certaines mesures en place pour restreindre les contacts entre les citoyens polonais et les citoyens est-allemands, dont des restrictions de voyage.¹⁸⁹

¹⁸⁷ La littérature traitant du syndicat Solidarność et de la Pologne communiste est très abondante. Toutefois, les deux ouvrages suivants offrent, selon nous, une analyse intéressante : Jadwiga Staniszkis, *Pologne : la révolution autolimitée*, coll. « Recherches politiques », Paris, Presses Universitaires de France, 1982, 334 p.; Alain Touraine *et al.*, *Solidarité*, coll. « Mouvements », Paris, Fayard, 1982, 309 p.

¹⁸⁸ Bruce Allen indique pour sa part que les ouvriers est-allemands appuyaient les activités du syndicat indépendant. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 88-89.

¹⁸⁹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 81-83.

En décembre 1981, lorsque les activités du syndicat polonais furent interdites suite à l'imposition de la loi martiale par le général Jaruzelski, peu d'intellectuels critiques est-allemands émirent des commentaires sur la place publique. Cela indique qu'ils se sentaient toujours contraints de prendre parti pour le régime communiste. Cependant, un petit groupe d'intellectuels plus militants et moins établis avait souhaité qu'un mouvement du type de Solidarność se développe en RDA. Il fut donc certainement déçu de la tournure des événements en Pologne. Ces partisans de la libéralisation du régime faisaient partie de la nouvelle génération d'opposants qui n'avait pas fait l'expérience des années d'après-guerre et qui avait été profondément marquée par le Printemps de Prague. La vaste mobilisation ouvrière en Pologne, soutenue par un groupe d'intellectuels dissidents, le « Comité de défense des ouvriers » (KOR), aurait ainsi motivé ces opposants à passer à l'action au lieu de rester accaparés par leurs réflexions théoriques. On percevait donc en RDA les balbutiements d'une opposition qui cherchait à s'affirmer davantage et à provoquer des changements significatifs. Les groupes contestataires qui se développèrent dans les années 1980 vinrent confirmer cette tendance.¹⁹⁰

3.2 La naissance et le développement des groupes d'opposition

Les groupes d'opposition qui émergèrent à l'orée des années 1980 s'avérèrent un phénomène marginal mais ils furent néanmoins révélateurs du divorce entre le discours officiel et le sentiment populaire.¹⁹¹ Certains auteurs qui se sont consacrés à

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 84-89.

¹⁹¹ Detlef Pollack évalue entre 10 000 et 15 000 le nombre d'individus qui participèrent aux quelque cinq cents groupes d'opposition créés dans les années 1980. La RDA comptant près de dix millions d'habitants à cette époque, nous constatons que les groupes d'opposition ne rassemblèrent qu'une fraction de la population. Detlef Pollack, « Was ist aus den Bürgerbewegungen und Oppositionsgruppen der DDR geworden? », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 40 - 41/95, 29 septembre 1995, p. 34-45; repris dans François Bafoil, *op. cit.*, p. 43.

l'étude de la contestation en RDA ont fait la synthèse des fonctions que remplissaient ces groupes au sein de la société est-allemande. D'une part, ils permirent aux citoyens qui y participaient de socialiser et de discuter librement des problèmes évoqués normalement dans la sphère privée. Les militants parvinrent de ce fait à réduire le fossé existant entre leur vie publique et leur vie personnelle, à être en somme davantage en harmonie avec eux-mêmes. D'autre part, les groupes contestataires libérèrent peu à peu les individus de la peur qui était au fondement du régime. Ils contribuèrent ainsi au processus d'émancipation des citoyens est-allemands. Enfin, ils firent la promotion de l'action collective en organisant des actions protestataires qui visaient entre autres à dénoncer les abus du système. Ils participèrent donc à un certain éveil de la société civile en RDA.¹⁹²

Certains groupes se distinguent par l'importance qu'ils eurent au cours de la décennie : le mouvement pacifiste autonome, les groupes de femmes, le mouvement écologiste et les groupes pour la défense des droits humains. Comme nous le verrons, les militants qui participèrent à ces groupes œuvrèrent pour faire progresser des causes bien précises. Il ne s'agissait pas pour eux de transformer le système, mais bien de manifester leur désaccord avec certaines politiques des dirigeants et de lutter pour la démocratisation dans le cadre du socialisme.¹⁹³ En ce sens, l'opposition des années 1980 ne fut pas différente de celle des décennies précédentes.

¹⁹² François Bafail, *op. cit.*, p. 47. Le rôle des groupes d'opposition est également analysé dans Andreas Hadjar, *loc. cit.*, p. 116.

¹⁹³ Collectif, « À la gauche du Parti et de l'Église : les pacifistes est-allemands. Une interview de Thomas Auerbach et de Peter Rösch », *L'Alternative*, no 24 (novembre-décembre 1983), p. 9.

3.2.1 Le mouvement pacifiste autonome

Le mouvement pour la paix est certainement celui dont les racines plongent le plus profondément dans l'histoire de la RDA et dont les actions eurent le plus grand retentissement dans les années 1980. À l'époque de l'instauration du service militaire obligatoire en 1962, des pasteurs de l'Église évangélique unirent leur voix à celle des objecteurs de conscience qui refusaient par principe d'être conscrits. Ces derniers souhaitaient voir le régime instaurer un « service civil de paix » pour ceux qui, comme eux, ne voulaient pas faire leur service militaire. En 1964, suite à des pressions effectuées par l'Église sur le pouvoir, les objecteurs de conscience obtinrent certaines concessions avec la création des unités de « soldats constructeurs » (« *Bausoldaten* ») qui demeuraient sous l'autorité de l'armée. Les « soldats constructeurs » devaient porter l'uniforme, vivre en caserne et contribuer à la production d'équipements militaires. Les citoyens qui optèrent pour ce service militaire alternatif virent leur avenir professionnel compromis. On leur bloqua notamment l'accès à l'université.¹⁹⁴ Des demandes pour l'instauration d'un « service social de paix » se firent entendre jusque dans les années 1980. Par exemple, on rapporte qu'un groupe de jeunes de Dresde émit une déclaration en mai 1981 qui revendiquait la mise en place d'une alternative civile au service militaire. Cette déclaration fut signée par plus de six mille citoyens. Le Parti-État rejeta cette demande et avertit ceux qui poursuivraient dans cette voie qu'ils devraient alors faire face à de sévères sanctions.¹⁹⁵ En raison de leur marginalisation et de leur tendance

¹⁹⁴ Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR : The Independent Peace Movement, the Church, and the Origins of the East German Opposition », *Peace & Change*, vol. 26, no 3 (juillet 2001), p. 285; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 93-95; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 62.

¹⁹⁵ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 723; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 100.

antimilitariste, les objecteurs de conscience formèrent un bassin d'appuis important pour le mouvement pacifiste autonome.¹⁹⁶

En septembre 1978, le gouvernement avait introduit l'enseignement militaire obligatoire à partir des 9^e et 10^e classes pour garçons et filles. Durant les vacances, les jeunes devaient également se soumettre à des périodes d'exercices et de préparation militaires. Il appert que le dégoût suscité par ces tentatives de militarisation des jeunes générations fut l'une des principales causes de la montée du militantisme pacifiste en RDA à la fin des années 1970.¹⁹⁷ Les opposants pacifistes désiraient mettre en lumière les contradictions du régime qui cherchait à apparaître à l'étranger comme un promoteur de la paix – un véritable « champion de la paix », alors qu'il soutenait en même temps qu'une paix durable requérait le renforcement de ses capacités de défense.¹⁹⁸ Comme l'indique Allen, « *[the SED] maintained that the stability of the DDR and its readiness to defend itself was a contribution to preserving and securing peace in Central Europe.*¹⁹⁹ »

À l'orée des années 1980, l'annonce du déploiement de missiles nucléaires en Europe, qui déclencha la « crise des euromissiles », insuffla une énergie nouvelle aux militants pacifistes en RDA. Guy Renaud explique ici l'enjeu que représentait la recrudescence des tensions entre les deux blocs pour les citoyens est-allemands :

¹⁹⁶ Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 285.

¹⁹⁷ La décision du gouvernement d'introduire l'enseignement militaire à l'école provoqua en effet une importante vague de protestation. L'Église évangélique signifia sa désapprobation dans une lettre qu'elle fit parvenir à tous ses paroissiens. Par ailleurs, elle se disait prête à soutenir tous les parents qui ne permettraient pas à leurs enfants de suivre ce programme. Enfin, dans le but de contrecarrer l'influence de l'enseignement militaire sur les jeunes, elle organisa des sessions d'éducation à la paix dans les paroisses. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 97; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 62.

¹⁹⁸ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 80.

¹⁹⁹ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 97.

La menace nucléaire [prit] une autre dimension, car l'Allemagne [était] devenue le champ possible d'une confrontation. Des citoyens de RDA [prirent] conscience que les fusées stationnées en Europe [étaient] braquées sur eux, et qu'ils [devaient] prendre l'initiative.²⁰⁰

À partir de 1981, le mouvement pacifiste autonome s'affirma de plus en plus. En novembre de cette année-là, les Églises évangéliques de la région de Saxe adoptèrent une résolution appelant au désarmement unilatéral des États du Pacte de Varsovie.²⁰¹ L'Appel de Berlin, lancé en janvier 1982 à l'initiative du pasteur Rainer Eppelmann et de Robert Havemann et signé par deux mille personnes en RDA ainsi qu'en Europe de l'Ouest, résume bien les revendications des militants pacifistes.²⁰² Le texte dénonçait la militarisation croissante de la société allemande et réclamait notamment la destruction de toute arme nucléaire en Europe, le retrait des troupes alliées, l'interdiction des jouets guerriers, la suppression de l'enseignement militaire à l'école ainsi que l'implantation d'un « service social de paix ». Il revendiquait également l'instauration d'un dialogue entre les deux blocs, et particulièrement entre la RDA et la RFA. Il s'opposait à la « théorie des deux nations » mise de l'avant par le gouvernement et insistait plutôt sur le principe de la communauté de destin entre tous les Allemands puisque ceux-ci se trouvaient malgré eux au cœur des conflits de la Guerre froide. Pour les opposants pacifistes, un effort de rapprochement entre les deux Allemagnes apparaissait donc impératif. Ce faisant, ils défiaient ouvertement le discours officiel qui affirmait l'existence de deux États allemands distincts, ce qui irrita les dirigeants communistes. Par ailleurs, le fait que l'Appel de Berlin ait reçu l'appui de nombreux militants pacifistes ouest-européens illustre l'établissement de

²⁰⁰ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 62-63.

²⁰¹ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 98.

²⁰² L'Appel de Berlin constitue un bon exemple des liens qui se tissèrent entre les intellectuels révisionnistes qui avaient été actifs au cours des deux décennies précédentes et les jeunes militants pacifistes au début des années 1980. On trouve le texte complet de l'Appel dans l'article suivant : Émile Noiraud, « Pacifisme en RDA : "transformer les épées en socs de charrues" », *L'Alternative*, no 16-17 (mai-août 1982), p. 62.

liens solides entre les mouvements pacifistes des deux parties de l'Europe, et en particulier entre celui de la RDA et de la RFA. Il n'en fallait pas plus aux autorités est-allemandes pour s'inquiéter sérieusement des retombées possibles d'un mouvement pacifiste autonome sur l'intégrité de la RDA.²⁰³

C'est l'Église évangélique qui proposa un symbole sous forme d'écusson circulaire que les pacifistes adoptèrent et arborèrent fièrement en signe de ralliement.²⁰⁴ L'écusson, qui portait l'inscription « Transformer les épées en socs de charrue », montrait la silhouette d'un monument offert à l'ONU par l'URSS en 1961 qui représentait un athlète forgeron transformant à coups de marteaux un glaive en soc de charrue. L'œuvre se voulait un rappel de la vision décrite dans la Bible par le prophète Michée : « Vous transformerez vos épées en charrues et vos javelots en faucilles. Aucun peuple ne lèvera plus l'épée contre un autre, et désormais vous n'apprendrez plus à faire la guerre.²⁰⁵ » Quelques mois à peine après la diffusion de l'écusson, les dirigeants interdirent formellement à tous les citoyens de le porter. Comme l'explique Renaud, le symbole choisi par les opposants agaça le régime au plus haut point. D'une part, il véhiculait des valeurs que les dirigeants cherchaient eux-mêmes à défendre et d'autre part, il se référait à un monument qui avait été offert par le Grand frère soviétique.²⁰⁶

Il appert que le mouvement pacifiste atteignit son apogée en 1982-1983. En effet, les militants affichèrent plus ouvertement que jamais leur opposition vis-à-vis

²⁰³ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 63; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 104-106.

²⁰⁴ L'Église fit cette proposition dans le cadre de la deuxième « semaine pour la paix » (« *Friedensdekade* ») en novembre 1981. Ces semaines d'activités avaient pour slogan « Faire la paix sans arme » et coïncidaient avec les « semaines pour la paix » organisées en RFA. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 98.

²⁰⁵ Cité dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 64.

²⁰⁶ Émile Noiraud, « La guerre des écussons », *L'Alternative*, no 18 (septembre-octobre 1982), p. 35-36; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 64.

des politiques militaristes du régime. En février 1982, cinq mille jeunes de Dresde profitèrent de la commémoration annuelle de la destruction de la ville par les Alliés lors de la guerre pour tenir un rassemblement alternatif – un forum suivi d’une marche – afin de faire entendre leurs revendications. Ils souhaitaient profiter de l’attention médiatique que suscitait cet événement pour montrer à la face du monde qu’un mouvement pacifiste autonome en RDA dénonçait haut et fort le double discours du pouvoir sur la paix. Grâce aux contacts qu’ils entretenaient avec le mouvement pacifiste ouest-européen, les militants est-allemands apprirent ainsi à planifier leurs actions en fonction d’événements officiels qui étaient couverts par les médias occidentaux. Il s’agissait d’une stratégie efficace pour faire connaître leur vision dans tous les coins du pays et au-delà des frontières. Dans le cas du forum de Dresde, la tactique porta fruit. Les médias offrirent à l’événement une couverture sans pareil qui fit en sorte que toute la population soit informée des revendications des pacifistes.²⁰⁷

Au cours de cette période, les actions du mouvement pacifiste autonome attirèrent de plus en plus de citoyens.²⁰⁸ Aussi, les premières « prières pour la paix » furent organisées dans le giron de l’Église Saint-Nicolas (« *Nicolaikirche* ») de Leipzig. Ces rencontres devinrent l’un des rendez-vous les plus courus des opposants pacifistes et un symbole de la contestation en RDA.²⁰⁹ Outre Leipzig, une des villes où le mouvement pacifiste s’avéra particulièrement dynamique fut Iéna. À titre d’exemple, en 1982, des jeunes pacifistes organisèrent un rassemblement sur la place

²⁰⁷ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 723; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 106-107; Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 285.

²⁰⁸ Par exemple, en juin 1983, 3500 personnes participèrent à une activité du mouvement pacifiste autonome à Postdam. Aussi, à Eisenach, 10 000 jeunes assistèrent à un festival pour la paix organisé par l’Église. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 108.

²⁰⁹ Il est intéressant de noter que les « prières pour la paix » de Leipzig constituèrent l’un des points de ralliement des opposants à la veille de la chute du régime en 1989.

centrale à la veille de Noël pour observer une minute de silence.²¹⁰ La police arrêta quatorze personnes à cette occasion. L'indignation exprimée à l'Ouest face à la répression des pacifistes contraignit les dirigeants est-allemands à relâcher les prisonniers. Or, en mai et en juin de l'année suivante, les autorités renvoyèrent vingt-quatre des opposants les plus actifs d'Iéna en RFA afin de saper les bases du milieu contestataire de ce secteur.²¹¹

En dépit de la pression qu'ils exercèrent sur le pouvoir, les groupes pacifistes ne parvinrent pas à modifier le cours des choses. Par exemple, en octobre 1983, le Conseil de Défense nationale annonça officiellement le déploiement de missiles nucléaires sur le territoire de la RDA.²¹² De plus, le Parti-État prit les moyens nécessaires pour écraser le mouvement pacifiste autonome en promulguant une nouvelle loi qui visait à réprimer les auteurs de troubles contre l'ordre public et contre la société. C'est ainsi qu'une importante vague de répression s'abattit sur les opposants. Après une période de découragement et de résignation, de nombreux militants pacifistes convinrent qu'ils devaient réorienter leur lutte vers la défense des droits humains et la résurgence de la société civile afin d'avoir un impact réel sur le régime. Tout en poursuivant leur combat pacifiste, ces opposants s'armèrent donc pour revendiquer des changements politiques majeurs, dont la tenue de débats ouverts entre le pouvoir et la population et l'instauration de mesures permettant aux citoyens de participer aux prises de décisions (voir la section 3.2.4).²¹³

²¹⁰ Au sujet de cet événement, lire notamment Jürgen Fuchs, « Lettre ouverte au mouvement pour la paix d'Europe occidentale », *L'Alternative*, no 21 (mars-avril 1983), p. 27-29.

²¹¹ Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 723; Bruce Allen, *op. cit.*, p. 112-113.

²¹² Ce décret suscita une vague d'opposition avec, entre autres, la diffusion d'appels de protestation à travers le pays, tel que l'appel de Rostock. Collectif, « RDA : répression contre les pacifistes », *L'Alternative*, no 26 (mars-avril 1984), p. 45.

²¹³ Vladimir Tismaneanu, « Nascent Civil Society in the German Democratic Republic », *Problems of Communism*, vol. 38, no 2-3 (mars-juin 1989), p. 101-102; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 92-93.

3.2.2 Les groupes de femmes

C'est au cœur même du mouvement pacifiste autonome qu'émergèrent les groupes de femmes en RDA. De fait, en 1982, une loi prévoyant d'étendre le service militaire pour les femmes de dix-huit à cinquante ans provoqua une importante vague de protestation. Dans une lettre ouverte adressée à Honecker, des militantes contestèrent cette nouvelle loi et exprimèrent ainsi de façon claire leur orientation à la fois pacifiste et féministe :

« We women want to break the circle of violence and refuse our participation in all forms of violence as a means of solving conflict. We women consider army service for women not as an expression of equality but in contradiction to our being female. For us, equality with men does not mean standing alongside men who take up arms, but to be with those who have realized like us that abstractions such as "enemy" and "opponent" really mean the extermination of human life, which we reject. »²¹⁴

Ces militants exigèrent la tenue d'un débat public sur le service militaire des femmes et le droit à l'objection de conscience. La lettre, rendue publique grâce aux médias ouest-allemands, conduisit des femmes de tout le pays à se réunir pour discuter entre elles du rôle qu'elles avaient à jouer dans la société est-allemande.²¹⁵ De ces rencontres informelles naquirent des groupes organisés, dont le groupe « Des femmes pour la paix » (« *Frauen für den Frieden* »), initié notamment par les militantes Bärbel Bohley et Ulrike Poppe.²¹⁶ Ce petit noyau fut la prémisse d'un mouvement des femmes plus large, mais toutefois non-structuré. Plusieurs groupes se formèrent dans

²¹⁴ Cité dans Bruce Allen, *op. cit.*, p. 109.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 109-110. Au sujet de la naissance et du développement des groupes de femmes en RDA, lire Laura Salman, « "Des femmes pour la paix" : une interview d'animatrices d'un groupe de femmes indépendant de Berlin-Est », *L'Alternative*, no 25 (janvier-février 1984), p. 13-14.

²¹⁶ En raison de leur implication dans le groupe, ces deux militantes furent arrêtées en décembre 1983. Leur arrestation provoqua des protestations à l'échelle internationale, ce qui poussa les autorités à les relâcher moins de deux mois plus tard. Bruce Allen, *op. cit.*, p. 111-112.

différentes villes est-allemandes, telles que Halle, Leipzig, Berlin-Est et Dresde. Les militantes firent circuler des pétitions, organisèrent des séminaires de réflexion et planifièrent des actions publiques qui rassemblèrent parfois des milliers de participantes.²¹⁷ Si la paix avait constitué le moteur de leur action, les femmes créèrent également des groupes dans lesquels elles purent discuter des problèmes qui les touchaient plus spécifiquement. Elles s'intéressèrent ainsi à la violence faite aux femmes, aux conditions de vie des mères célibataires, à l'éducation des enfants, aux lesbiennes, à la création d'une « maison de femmes », etc.²¹⁸

Il est intéressant de souligner que la législation et le discours officiel du régime assuraient l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie privée et publique. Les dirigeants arguaient que l'émancipation des femmes, à travers le travail et la qualification professionnelle, était l'un des traits fondamentaux de la société communiste. L'existence de groupes de femmes politisés démontre toutefois que la réalité différait largement de ce que professait le pouvoir. Il est vrai que l'État est-allemand mit en place des mesures favorables à la présence des femmes sur le marché du travail. Par exemple, une grande importance était accordée à la gratuité et la capacité d'accueil des crèches et des jardins d'enfant de l'État ou des entreprises dans le but d'aider les femmes à concilier leur travail et leur famille. Aussi, en 1976, on accorda la semaine de quarante heures à partir de deux enfants et une année de congé à partir du deuxième enfant avec la garantie de retrouver son emploi à la fin du congé. Sur le plan de la qualification, les efforts du régime semblèrent porter fruit : en 1960, la proportion d'étudiantes était de 25,2% alors qu'en 1989, ce taux grimpa à 48,6%. Notons aussi que le taux d'activités des femmes était le plus élevé des pays

²¹⁷ En septembre 1983, le « Jour des femmes pour la paix » (« *Women for Peace Day* »), organisé dans une église de Berlin-Est, réunit environ quatre mille militantes. *Ibid.*, p. 110.

²¹⁸ Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 173-175; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 62.

industrialisés.²¹⁹ En revanche, peu de femmes avaient accès aux postes de responsabilité, notamment à la direction du Parti, dans le secteur économique et dans l'enseignement. La seule femme membre du Bureau politique fut l'épouse de Honecker, Margot Honecker, qui occupa le poste de ministre de la Jeunesse et de l'Éducation. Il appert que les femmes s'accommodaient difficilement de la pression exercée par le pouvoir afin qu'elles participent activement à la construction du socialisme. Cette contrainte permanente y fut pour beaucoup dans la création de groupes de femmes dans les années 1980.²²⁰

3.2.3 Le mouvement écologiste

Le mouvement écologiste était quant à lui préoccupé par l'impact de l'industrialisation sur l'environnement (pollution des eaux, des sols et de l'air) et par les dangers du nucléaire, alors que les dirigeants communistes n'avaient partiellement l'existence de ces problèmes.²²¹ La protection de l'environnement s'avéra également un enjeu de premier plan en Occident dans les années 1980. Or, comme l'explique l'ancien opposant Jens Reich, la catastrophe écologique était particulièrement manifeste en RDA :

²¹⁹ Le travail féminin était effectivement très répandu en RDA. Il atteignit 85% de la population féminine en 1989. François Bafoil, *op. cit.*, p. 31.

²²⁰ Sophie Lorrain, « 1976-1989 : crises et problèmes de la RDA », chap. in *Histoire de la RDA*, coll. « Que sais-je? », Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 109-111; François Bafoil, *op. cit.*, p. 31.

²²¹ De fait, le pouvoir ne démentait pas l'existence des problèmes environnementaux. Pour prouver qu'il se souciait de l'environnement – et aussi pour neutraliser les opposants écologistes, le Parti-État créa en 1980 sa propre organisation de masse, la « Société pour la nature et l'environnement » (« *Gesellschaft für Natur und Umwelt* »), dont les objectifs étaient la protection de la nature, l'emploi rationnel des ressources et la conservation du paysage. Sa préoccupation pour l'environnement était ainsi fortement liée à la productivité économique de l'État. Margaret Manale, « Pacifisme et contestation en Allemagne de l'Est », *Le Monde diplomatique* (Paris), novembre 1983, p. 2.

Les problèmes quotidiens de pollution et de dégradation de l'environnement étaient beaucoup plus visibles et plus graves en RDA que dans les pays d'Europe de l'Ouest. À cause de la chimie et de l'utilisation massive du lignite, les rivières étaient littéralement jaunes et l'on ne pouvait tout simplement plus respirer.²²²

Reich souligne ici une problématique majeure : l'industrialisation de la RDA, à laquelle les dirigeants accordèrent toute la priorité durant les premières années d'existence de l'État est-allemand, s'effectua au détriment de l'environnement et de la santé de la population. Les impératifs de développement économique étaient ainsi plus importants que les besoins de la population et que la protection de la nature. Toutefois, dans les années 1980, l'ampleur de la catastrophe écologique incita les citoyens à passer à l'action pour promouvoir la sauvegarde de l'environnement.

Outre le désir de dévoiler les disparités entre le discours officiel et la réalité vécue par les citoyens est-allemands, le mouvement écologiste visait une évolution des comportements des consommateurs. Il voulut donc faire directement appel aux individus dans leur quotidien. À l'instar des mouvements écologistes de l'Ouest, il fallait convaincre les gens que de nouvelles habitudes « vertes » pouvaient mener à un changement significatif au niveau de l'environnement. Les militants écologistes mirent donc sur pied des campagnes visant à sensibiliser le plus grand nombre possible de citoyens. Les premiers séminaires écologistes eurent lieu au début des années 1980. Par la suite, les militants inventèrent une multitude de moyens d'action afin d'informer la population des différents enjeux environnementaux : kiosques, tours à bicyclette, plantation d'arbres, conférences, etc. À titre d'exemple, le «Groupe de travail écologiste» («*Arbeitsgruppe Umweltschutz*») de Leipzig se donna pour mission de promouvoir la protection de l'environnement en RDA. Pour ce faire, il

²²² Jean-Paul Gaudillière et Yves Sintomer, *loc. cit.*, p. 129.

organisa entre autres des rencontres mensuelles et coordonna des séminaires écologistes.²²³

L'une des initiatives les plus connues du mouvement écologiste est la création de la « Bibliothèque de l'environnement » (« *Die Umweltbibliothek* ») dans l'Église de Sion à Berlin-Est en 1986. Cette bibliothèque soutint le travail de nombreux groupes écologistes qui s'étaient formés à Leipzig, Dresde et Zwickau notamment, en leur fournissant le matériel nécessaire à leurs activités. La plus grande partie de la documentation disponible dans ses locaux provenait des groupes écologistes de la RFA puisqu'il était impossible pour les opposants est-allemands d'avoir accès à de l'information non-censurée sur la situation environnementale en RDA.²²⁴ L'un des principaux animateurs de la bibliothèque, Wolfgang Rüddenklau, atteste de l'importance de l'appui des écologistes ouest-allemands dans la création d'un lieu de partage de l'information :

Le fonds initial de la bibliothèque était constitué par quelques dizaines de livres [...]. Je m'étais procuré la plupart d'entre eux au siège fédéral des Verts, à Bonn, lorsque début 1986, j'avais été l'un des premiers alternatifs à obtenir l'autorisation de me rendre à l'Ouest.²²⁵

La bibliothèque, comme espace privilégié de rencontres et de discussions, ne servit pas seulement la cause des écologistes. En effet, elle permit à de nombreux groupes d'opposition qui s'intéressaient à d'autres enjeux de faire circuler leurs idées

²²³ Andreas Hadjar, *loc. cit.*, p. 123; Pedro Ramet, *loc. cit.*, p. 99; Anne-Marie Corbin-Schuffels, *op. cit.*, p. 176.

²²⁴ De fait, les données concernant la pollution en RDA furent déclarées secrets d'État en 1982. Christine Ferret, « Documentation et engagement : Les bibliothèques de l'environnement en Allemagne », *Bulletin des bibliothèques de France*, t. 47, no 3 (2001), p. 12.

²²⁵ Wolfgang Rüddenklau, *Störenfried DDR-Opposition 1986-1989. Mit Texten aus den « Umweltblättern »*, Berlin, BasisDruck Verlag, 1992, p. 69; cité dans Christine Ferret, *loc. cit.*, p. 12.

par le biais d'une publication clandestine créée en 1987, le bulletin *Umweltblätter*.²²⁶ Il faut rappeler ici l'importance capitale de ces publications, les samizdats, dans la résurgence d'une société civile embryonnaire dans les États du bloc soviétique. Si l'opposition est-allemande s'était avérée aussi fragmentée, c'est entre autres parce qu'elle employait les médias ouest-allemands comme sphère publique de remplacement. En produisant ses propres publications, elle contribua à créer des liens solides entre les militants des quatre coins du pays, ce qui constituait l'une des conditions essentielles à l'essor d'une sphère publique indépendante qui pouvait participer au développement d'un mouvement contestataire rassembleur.²²⁷ La « Bibliothèque de l'environnement » devint ainsi le principal endroit de rassemblement des opposants à Berlin-Est et le point de convergence de l'action contestataire est-allemande.²²⁸ L'opposant Jochen Lässig témoigne en ce sens lorsqu'il décrit la bibliothèque comme « *the information center of the GDR opposition groups* »²²⁹.

Dans la nuit du 24 au 25 novembre 1987, les locaux de la bibliothèque furent perquisitionnés par des agents de la Stasi qui confisquèrent tout le matériel et arrêtèrent plusieurs jeunes militants. Ceux-ci furent accusés de produire des publications illégales. Cette frappe provoqua une vague de protestation, d'abord à Berlin-Est et ensuite à travers tout le pays. Le mouvement de solidarité, qui fit notamment circuler des pétitions, poussa les autorités à libérer les prisonniers.²³⁰ En 1988, des militants écologistes issus de la « Bibliothèque de l'environnement »

²²⁶ Christine Ferret, *loc. cit.*, p. 12; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 107.

²²⁷ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 97; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 107-108.

²²⁸ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 100-101.

²²⁹ Ce témoignage de Jochen Lässig est tiré d'une entrevue qualitative effectuée par Peter Voss. Peter Voss, *op. cit.*, p. 11.

²³⁰ Christine Ferret, *loc. cit.*, p. 12; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 105.

fondèrent le réseau « Arche Nova » qui aspirait à fédérer les différents groupes environnementaux indépendants de la RDA et à faciliter les échanges d'informations. En structurant le mouvement écologiste, ils espéraient avoir une influence politique plus grande sur le régime. Les militants de l'Arche travaillèrent notamment à rassembler et à compiler des données sur la situation environnementale en RDA avec la collaboration de quelques experts qui avaient accès à de l'information privilégiée. Ils purent aussi bâtir des projets d'envergure avec des écologistes de la RFA, dont des films qui furent diffusés sur les chaînes occidentales. L'Arche poursuivit ses activités jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989.²³¹

3.2.4 Les groupes pour la défense des droits humains

La création de groupes pour la défense des droits humains marqua un tournant décisif dans le développement de l'opposition est-allemande. Ces groupes apparaissent en effet comme la toute première manifestation de dissidence en RDA. Les militants des droits humains tentèrent de bâtir un mouvement qui interpellait tous les citoyens et qui pouvait embrasser toutes les causes. Pour atteindre leur objectif, ils durent toutefois se distancier des Églises évangéliques qui, de par leur soutien, gênaient l'épanouissement d'un mouvement d'opposition plus large au sein de la société. Le mouvement pour les droits humains se concentra surtout autour du groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » (« *Initiative für Frieden und Menschenrechte* ») issu d'un atelier pour la paix en janvier 1986. Quels sont les facteurs qui firent en sorte que l'opposition est-allemande s'intéresse à la question des droits humains et au modèle de dissidence est-européen? D'une part, les opposants,

²³¹ Dans un article publié en 2003, Belinda Cooper raconte son expérience personnelle au sein du réseau « Arche Nova » et discute de la dynamique qui prévalait dans le groupe. Belinda Cooper, « The Western Connection : Western Support for the East German Opposition », *German Politics and Society*, vol. 21, no 4 (hiver 2003), 13 p.

imprégnés de leur longue expérience de militantisme et de répression, se rendirent compte qu'il était inutile d'exprimer des revendications si l'État ne reconnaissait pas les droits démocratiques des citoyens et ne se souciait pas de leur opinion. Comme l'expliquèrent des militants d'un groupe pacifiste de Berlin-Est, « *many experiences of the last few years demonstrate that the goals of peace work are dependent on basic democratic rights and freedoms.*²³² » D'autre part, ils voyaient dans les réformes mises en place par Mikhaïl Gorbatchev en URSS – c'est-à-dire la *glasnost* et la *perestroïka* - un symbole d'espoir et une chance unique de provoquer de profonds changements démocratiques en RDA.²³³

Il est important de préciser ici qu'au moment où les citoyens est-allemands applaudissaient le mouvement réformiste soviétique, Honecker restait persuadé que le « socialisme réellement existant » de la RDA demeurerait un modèle. L'idéologue du SED, Kurt Hager, répondit dans une entrevue à propos de l'instauration de réformes en URSS et de la possibilité d'en faire autant en RDA : « Lorsque le voisin change les tapisseries, êtes-vous obligé de l'imiter?²³⁴ » Le refus des dirigeants est-allemands de mettre en place des mesures de libéralisation et le durcissement idéologique dont ils firent preuve illustrent bien leur crainte d'affaiblir un régime dont la légitimité ne tenait qu'à un fil. De fait, l'existence de la République fédérale, démocratique et prospère, fragilisait le bien-fondé de l'autre État allemand qui n'avait pas de fondement national distinct et qui avait manifestement échoué à mobiliser la population autour de l'idéal socialiste.

²³² Erhart Neubert, *Geschichte der Opposition in der DDR 1949-1989*, Berlin, Ch. Links Verlag, 1998, p. 598; cité dans Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 291.

²³³ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 100; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 93; Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 725.

²³⁴ Cité dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 75.

Le groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » se donna comme mandat de rassembler toutes les informations concernant les violations des droits humains dans les États du bloc soviétique. Il travailla notamment en collaboration avec des initiatives est-européennes telles que la Charte 77 (Tchécoslovaquie). À l'instar des opposants tchécoslovaques, les militants du groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » adoptèrent les notions de « culture parallèle »²³⁵ et de « sphère publique alternative » afin de souligner leur volonté de construire une véritable société civile en RDA. En plus de réactualiser les revendications du mouvement pacifiste, ils exigèrent le respect de la liberté d'expression et d'association, une réforme de la justice, la séparation des pouvoirs ainsi que le pluralisme politique. Il s'agissait donc avant tout d'un désir de réformer et de démocratiser le régime socialiste.²³⁶ Ainsi, comme l'explique Torpey, les militants des droits humains demeurèrent malgré tout de tendance révisionniste :

*« Still beholden to an essentially reform-socialist vision beyond the post-Yalta bloc-system, they did not understand themselves as fundamentally at odds with "really existing socialism". Instead, they sought to ensure democratic rights and freedoms within a socialist system. »*²³⁷

En juin 1986, le groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » publia sa propre revue clandestine, le mensuel *Grenzfall*, qui traitait de divers enjeux cruciaux pour les opposants est-allemands, comme la paix, l'écologie et le respect des droits

²³⁵ À ne pas confondre avec la naissance d'une « culture parallèle » au milieu des années 1980 dans le quartier Prenzlauer-Berg à Berlin-Est ainsi que dans d'autres villes de la RDA. Il s'agissait d'un regroupement informel d'écrivains et de poètes de la nouvelle génération qui produisit de nombreuses publications et organisa plusieurs événements littéraires. Comme ces écrivains étaient apolitiques – ils n'étaient pas intéressés à une réforme du système et voulaient surtout quitter le pays, nous avons choisi de ne pas aborder ce sujet dans le présent chapitre. Pour plus d'informations sur cette « culture parallèle », voir notamment John C. Torpey, *op. cit.*, p. 101 et Christian Joppke, *op. cit.*, p. 105-107.

²³⁶ Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 292; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 66; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 104.

²³⁷ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 99; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 102-103.

humains.²³⁸ La publication clandestine tâchait également de rectifier les faits rapportés dans les médias officiels concernant les activités contestataires organisées en RDA.²³⁹

En avril 1986, vingt-et-un militants des droits humains firent parvenir une pétition aux membres du congrès du SED demandant au gouvernement d'ouvrir le dialogue avec les citoyens, notamment sur la question de la paix. Ils condamnaient également les mesures instaurées par le pouvoir pour réduire au silence les critiques émanant de la société. Dans la même veine, seize militants signèrent la « Déclaration conjointe d'Europe de l'Est » (« *Joint Declaration from Eastern Europe* ») en octobre 1986 qui fut diffusée dans le cadre du trentième anniversaire de l'insurrection hongroise. La déclaration, appuyée par 123 dissidents de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Pologne et de la RDA, affirmait que la révolution hongroise constituait leur héritage commun ainsi que leur inspiration pour défendre les droits humains et les libertés civiles dans leurs pays respectifs. Ce document apparut comme une avancée majeure dans la coopération entre les opposants du bloc soviétique. Il semble que cette collaboration entre les militants est-européens - et aussi entre l'Est et les mouvements occidentaux - s'avéra éminemment importante pour les opposants est-allemands. En effet, elle contribua à leur donner une plus grande confiance en eux-mêmes, leur permettant ainsi de poursuivre leur lutte en dépit de la répression dont ils étaient l'objet.²⁴⁰ En somme, comme les militants des droits humains ne remirent jamais en question l'ordre socialiste en RDA, nous pouvons affirmer que leur évolution vers la dissidence ne fut que partielle. Nous verrons aussi que ce tournant vers la dissidence ne put s'accomplir complètement en raison de la résurgence du phénomène de l'exil au milieu de la décennie (voir la section 3.4).

²³⁸ Il est à noter que le mensuel *Grenzfall* constitue le tout premier samizdat est-allemand.

²³⁹ Vladimir Tismaneanu, *loc. cit.*, p. 105.

²⁴⁰ *Ibid.*, p. 103-104.

3.3 L'impact de l'Église évangélique sur les groupes d'opposition

Avant d'aborder le rôle ambigu de l'Église évangélique auprès des groupes d'opposition dans les années 1980, il apparaît important de discuter brièvement de la place de cette Église en RDA.²⁴¹ Il faut d'abord souligner que la constitution est-allemande reconnaissait à l'Église le droit d'existence. Celle-ci constituait donc la seule organisation qui n'était pas sous le contrôle absolu du Parti-État. Toutefois, malgré cette reconnaissance, l'Église et ses fidèles furent persécutés par les dirigeants communistes jusqu'à la mort de Staline en 1953. Par la suite, les relations entre l'État et l'Église s'améliorèrent peu à peu. Afin de préserver une certaine liberté, cette dernière choisit d'éviter toute confrontation directe avec le pouvoir.²⁴²

Des accords conclus entre l'Église et l'État permirent de délimiter leurs domaines d'interventions respectifs. L'Église accepta ainsi de ne pas remettre en question l'orientation politique et économique de la RDA en échange du droit à l'éducation spirituelle. Nonobstant ces ententes, les dirigeants empiétèrent largement sur le champ d'intervention de l'Église en voulant inculquer une idéologie athée aux jeunes est-allemands. Ce fut là un sujet de discorde important entre le gouvernement et les autorités ecclésiastiques. L'État souhaitait avoir le monopole dans le domaine de la formation de la jeunesse puisqu'il contrôlait toutes les sphères de la vie sociale et privée. En 1958, Ulbricht mit au point les « dix commandements de la morale

²⁴¹ L'Église évangélique comptait beaucoup plus de fidèles que l'Église catholique (environ sept millions de membres contre un million dans les années 1980) et c'est pourquoi elle occupa une place beaucoup plus importante en RDA. Par ailleurs, chaque Église évangélique pouvait préserver son autonomie par rapport à la Fédération nationale tandis que l'Église catholique était fortement hiérarchisée. Il n'est donc pas étonnant que l'opposition est-allemande se soit développée au sein des paroisses de l'Église évangélique plutôt que sous le couvert de l'Église catholique. Andreas Hadjar, *loc. cit.*, p. 114; Margaret Manale, *loc. cit.*, p. 2.

²⁴² John Sandford, « The Peace Movement and the Church in the Honecker Years », in *The German Revolution of 1989 : causes and consequences*, sous la dir. de Gert-Joachim Glaessner et Ian Wallace, Oxford, Berg Publishers Limited, 1992, p. 127.

socialiste » qui se voulaient une synthèse des principes à enseigner aux jeunes. L'idéologie chrétienne devait ainsi faire place au messianisme révolutionnaire, comme l'indique ce commandement : « Tu accompliras de bonnes actions pour le socialisme, car le socialisme conduit à une vie meilleure pour tous les travailleurs.²⁴³ » Dans le même esprit, les dirigeants communistes avaient instauré la « consécration de la jeunesse » (« *Jugendweihe* ») en 1954. Il s'agissait d'une cérémonie à laquelle devaient participer tous les élèves de quatorze ans et qui constituait une intronisation des jeunes dans le monde des travailleurs. Les Églises évangéliques organisèrent également des activités, notamment les « jeunes paroisses » (« *Junge Gemeinde* »), afin de neutraliser l'ascendance du Parti-État sur la jeunesse. Il y avait donc une véritable guerre d'influence entre le régime et les Églises.²⁴⁴ Leurs rapports se normalisèrent enfin dans les années 1970 avec l'instauration de « l'Église dans le socialisme ». L'Église fut dorénavant considérée comme un phénomène qui faisait partie intégrante du socialisme et put ainsi jouir d'une plus grande autonomie.²⁴⁵

Cette autonomie permit à l'Église d'offrir les seuls espaces relativement libres du contrôle de l'État aux groupes qui désiraient organiser des activités indépendantes. Ces espaces constituèrent pour les citoyens leur seule opportunité de fuir la culture de dissimulation et le devoir de conformité qui étaient de mise dans la société est-allemande.²⁴⁶ Ainsi, si des opposants purent se rassembler pour partager leurs préoccupations, exprimer leurs critiques et planifier des actions visant à dénoncer certaines politiques du régime, c'est grâce à l'ouverture d'esprit de nombreux

²⁴³ Cité dans Guy Renaud, *op. cit.*, p. 71.

²⁴⁴ En réaction à l'endoctrinement forcé des jeunes, le pasteur Oskar Brüsewitz s'immola par le feu le 18 août 1976.

²⁴⁵ John Sandford, *op. cit.*, p. 128-130; Guy Renaud, *op. cit.*, p. 71-73.

²⁴⁶ Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 287.

pasteurs et à la mission plus globale de l'Église qui était de recueillir les individus en marge du système. Par ailleurs, le soutien des Églises était capital pour les groupes puisque les activités contestataires se déroulant sous leurs auspices étaient davantage tolérées par l'État. Dès que leurs actions dépassaient ce cadre, les opposants couraient un risque beaucoup plus grand d'être arrêtés et poursuivis par les autorités. À partir du moment où les militants pacifistes, féministes et écologistes planifiaient des activités à l'extérieur des paroisses, ils furent en effet très rapidement ciblés par la police et s'exposèrent ainsi à diverses sanctions. Il est toutefois nécessaire de préciser que la protection des Églises ne signifiait pas que les groupes d'opposition échappaient à la surveillance de la Stasi. La plupart d'entre eux étaient infiltrés par des agents secrets chargés de rapporter tous les faits et gestes des participants.²⁴⁷

En plus de fournir un espace de liberté aux opposants est-allemands, l'Église contribua financièrement aux projets de recherche alternatifs qui permettaient de faire une analyse novatrice des enjeux politiques et sociaux qui touchaient les citoyens. En outre, elle agit à plusieurs reprises comme médiatrice entre l'État et les militants menacés de représailles. De plus, ses bulletins purent être utilisés par les opposants comme véhicule pour diffuser leurs idées car ils ne faisaient pas l'objet d'une censure aussi importante que les médias officiels.²⁴⁸ Enfin, si l'on fait abstraction du soutien aux groupes d'opposition, les Églises organisèrent elles-mêmes de nombreuses activités à teneur contestataire : décades pour la paix, veillées de prières (comme les « prières pour la paix » de Leipzig), conférences, vigiles, chaînes humaines, jeûnes, etc. L'objectif de ces activités était de fournir une plate-forme pour les citoyens qui

²⁴⁷ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 83.

²⁴⁸ Il faut préciser que les bulletins des Églises demeuraient sous le contrôle de l'État. Cependant, les dirigeants se montrèrent indulgents vis-à-vis de leur contenu car ils pouvaient alors proclamer que les citoyens est-allemands avaient la possibilité de s'exprimer librement. Margaret Manale, *loc. cit.*, p. 1.

n'étaient pas nécessairement impliqués dans des groupes d'opposition mais qui cherchaient un lieu pour s'exprimer plus librement et partager leurs préoccupations.²⁴⁹

L'Église, tout en appuyant et protégeant les opposants, fit aussi obstacle au développement d'un mouvement contestataire plus large dans les années 1980. D'une part, en accueillant les groupes d'opposition dans les paroisses, elle contrôlait du même coup leur capacité à influencer la population et à initier de véritables changements. Les Églises évangéliques tendaient en effet à ne pas encourager la participation des citoyens qui venaient de l'extérieur des paroisses afin d'éviter d'éventuels débordements. Elles préféraient donc que les activités contestataires soient encadrées. De plus, elles souhaitaient que les opposants fassent preuve d'une plus grande retenue dans leurs sorties publiques. À plusieurs reprises, elles lancèrent des appels à la modération car elles estimaient que les militants transgressaient les limites de ce qui était tolérable. La réaction des autorités ecclésiastiques vis-à-vis de la diffusion de l'Appel de Berlin en est un bon exemple : « *The church leadership strongly advises against participating in the collection of signatures because this could generate misunderstandings and dangers not conducive to the necessary impartial discussion.*²⁵⁰ » En étant associées trop étroitement à l'opposition, les Églises risquaient de se heurter au pouvoir et de fragiliser leurs relations avec celui-ci. C'est pourquoi leur implication aux côtés des opposants s'avéra, en définitive, limitée. Les militants est-allemands furent ainsi confrontés à un dilemme de taille. L'Église leur offrait le seul espace ouvert pour exprimer leurs critiques et organiser des activités autonomes mais en même temps, elle rendait leur lutte moins efficace. Par ailleurs, s'ils agissaient en dehors du cadre paroissial, ils risquaient de

²⁴⁹ Roland Bleiker, *Nonviolent Struggle and the Revolution in East Germany*, monograph series, no 6, Cambridge, The Albert Einstein Institution, 1993, p. 26.

²⁵⁰ Cité dans Vladimir Tismaneanu, *loc. cit.*, p. 98.

compromettre leur propre liberté. Comme l'explique Allen, « *they could engage in what were, in the context of the DDR, spectacular actions and be very effective or they could adopt a safer, more cautious approach and almost certainly effect much less of an impact.*²⁵¹ » Les dirigeants profitèrent largement de cette relation privilégiée entre les militants et l'Église car ils n'avaient pas à craindre l'essor d'un large mouvement contestataire.²⁵²

D'autre part, l'Église eut un certain rôle à jouer dans l'orientation même des groupes contestataires (« *the character of opposition* »). En effet, son implication auprès des groupes fut largement liée aux enjeux pour lesquels ils luttèrent. Elle soutint les militants pacifistes et écologistes car leurs préoccupations étaient conformes à son « engagement théologique » de protéger la vie et de promouvoir la paix. L'Église se montra toutefois moins encline à appuyer les groupes luttant pour le respect des droits humains. Dans la perspective chrétienne, la défense des droits humains et des libertés civiles ne constituait pas une priorité. C'est ainsi que les groupes pour la défense des droits humains prirent leur essor à l'extérieur du cadre paroissial.²⁵³ Non seulement les Églises évangéliques hésitaient à les protéger mais les militants des droits humains cherchèrent eux-mêmes à s'en distancier. De fait, ils soutenaient que les groupes œuvrant sous la protection des pasteurs étaient trop influencés par le système et qu'ils employaient, par conséquent, des moyens d'action qui n'étaient pas assez percutants. Par ailleurs, ils n'appréciaient pas l'attitude beaucoup trop conciliante de l'Église vis-à-vis du régime.²⁵⁴ En se détachant de l'Église, ils espéraient rejoindre et toucher les citoyens plus directement afin de provoquer des changements politiques significatifs, c'est-à-dire la démocratisation

²⁵¹ Bruce Allen, *op. cit.*, p. 115.

²⁵² Christian Joppke, *op. cit.*, p. 83.

²⁵³ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 91-92.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 94-95.

véritable du régime socialiste. Ainsi, l'Église évangélique participa à la marginalisation de l'opposition est-allemande en entravant son épanouissement au sein de la société.

3.4 La structuration du mouvement des candidats à l'émigration

Outre la multiplication des groupes d'opposition, la décennie 1980 fut caractérisée par une recrudescence substantielle des demandes d'émigration. Ce phénomène s'explique en grande partie par la faillite idéologique et économique du régime est-allemand. De fait, de moins en moins de citoyens - plus particulièrement les jeunes travailleurs et les étudiants - s'identifiaient de façon positive au régime. En 1984, 40 000 personnes franchirent la frontière. De plus, selon certaines sources, entre 400 000 et 500 000 citoyens déposèrent une demande officielle d'émigration en 1986.²⁵⁵ Pour quelles raisons un nombre croissant d'individus voulait-il quitter la RDA? Les motifs de départ allaient des limitations imposées aux voyages à l'étranger, en passant par la baisse du niveau de qualité de vie lié au déclin économique, la dégradation des conditions de travail, l'absence de liberté d'expression, les privilèges dont jouissaient certains membres du SED, le refus des autorités communistes d'instaurer des réformes et les attentes déçues envers le régime.²⁵⁶

Depuis la signature des Accords d'Helsinki en 1975, la situation n'avait pas beaucoup changé quant aux possibilités de circuler librement. Le seul progrès dans ce domaine fut un décret du 15 octobre 1985 qui légalisait les demandes d'émigration

²⁵⁵ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 123. De 1984 à 1988, le régime laissa partir à l'Ouest plus de 90 000 citoyens. C'est donc dire qu'une fraction seulement des demandes d'émigration était acceptée. Sophie Lorrain, *op. cit.*, p. 104.

²⁵⁶ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 68; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 123-126.

pour certaines catégories de citoyens : les retraités, les invalides ainsi que les personnes mariées avec un étranger.²⁵⁷ Ceux qui ne faisaient pas partie de ces catégories et qui remplissaient une demande d'émigration étaient confrontés, comme nous le savons, à de lourdes épreuves : perte d'emploi, poursuites judiciaires, effritement de leur vie sociale, isolement, etc. Leur démarche étant strictement individuelle, ils ne recevaient aucun support et devaient souvent attendre de longues années avant de recevoir un avis concernant leur demande.²⁵⁸

La remise en question du mur, ainsi que l'émergence d'un débat autour de la question des droits humains, conduisirent les candidats à l'émigration à se regrouper pour faire connaître leur désir de quitter la RDA. En 1983, des candidats à l'émigration d'Iéna organisèrent des vigiles silencieuses chaque samedi pendant huit semaines pour réclamer le droit de choisir leur lieu de résidence. On surnomma ce regroupement le « Cercle blanc » en raison des vêtements de couleur blanche que les manifestants et leurs supporters avaient choisi de porter. Le blanc symbolisait la pureté et la non-violence et servait à dénoncer les moyens répressifs employés par le régime pour neutraliser l'opposition. Au départ, ils n'étaient que trente personnes à se réunir mais ce nombre crût jusqu'à deux cents au fil des semaines. Après l'arrestation de ces manifestants, des candidats à l'émigration d'autres villes de la RDA se regroupèrent pour manifester mais ils furent également arrêtés et emprisonnés.²⁵⁹

La création du groupe « Citoyenneté Berlin » (« *Berlin Citizenship Group* ») en 1987 constitue la toute première tentative de structuration du mouvement des candidats à l'émigration. Le groupe avait pour objectif d'offrir un support moral et des conseils légaux aux personnes désirant émigrer. Alors que les groupes

²⁵⁷ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 68.

²⁵⁸ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 112; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 127.

²⁵⁹ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 72; Carol Mueller, *loc. cit.*, p. 723-724.

contestataires avaient de grandes difficultés à mobiliser la population, le groupe « Citoyenneté Berlin » connut en peu de temps un succès phénoménal.²⁶⁰ Ce succès n'est pas étonnant car le groupe tâchait de répondre aux besoins concrets d'un grand nombre de citoyens qui voulaient quitter la RDA et qui étaient stigmatisés par le régime. En dépit de cette ressource, les obstacles entourant les demandes d'émigration décourageaient bon nombre de citoyens. C'est ainsi qu'une poignée de candidats à l'émigration choisit une stratégie plus directe pour passer à l'Ouest : l'occupation des locaux diplomatiques de la RFA à Berlin-Est. La première initiative de ce type se produisit en juillet 1984. Le mouvement d'occupation des ambassades atteignit son apogée en 1989.²⁶¹

L'augmentation fulgurante des demandes d'émigration au milieu des années 1980 mit les opposants dans une situation embarrassante. Le fait que de nombreux citoyens choisissent de quitter le pays les poussa effectivement à réfléchir aux raisons qui les conduisaient à rester et à poursuivre leur lutte. Ils découvrirent alors qu'ils étaient plus proches du Parti-État qu'ils ne le pensaient. Par ailleurs, l'exil affaiblissait le potentiel de résistance à l'intérieur de la RDA. Enfin, la présence d'un mouvement d'émigration politisé remettait en question la signification d'une opposition souhaitant une réforme du régime. Un militant du groupe « Initiative pour la paix et les droits humains » explique ici cet enjeu : « *The problem of emigration is a serious one. But it cannot become the focus for our work because we seek change within the society of the GDR.* »²⁶² Ainsi, tout en reconnaissant que l'émigration était un droit, les militants des droits humains refusèrent d'appuyer le mouvement des candidats à l'émigration. Il semble que ce fut là une décision fatale pour les groupes

²⁶⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 127-130; John C. Torpey, *op. cit.*, p. 108-109.

²⁶¹ Guy Renaud, *op. cit.*, p. 69.

²⁶² Dépliant publié le 19 janvier 1988 par le groupe « Initiative pour la paix et les droits humains »; cité dans Christian Joppke, *op. cit.*, p. 121.

d'opposition car cela les empêcha de créer des liens solides avec l'ensemble de la population qui auraient pu mener à l'émergence d'un mouvement d'opposition plus large. Ce choix démontre par le fait même que les opposants est-allemands demeurèrent des dissidents « manqués », dans la mesure où ils ne firent pas le pont entre le projet « politique » de réformer le régime et le projet « individuel » d'émigrer.²⁶³ Nous pouvons donc affirmer que l'évolution des opposants est-allemands vers la dissidence – c'est-à-dire vers la lutte pour la défense des droits humains, quels qu'ils soient - fut inachevée.

3.5 Le déclin de l'opposition à la fin des années 1980

À la fin des années 1980, l'opposition est-allemande se retrouva fragmentée et par conséquent inapte à jouer le rôle de catalyseur d'un éventuel soulèvement contre le régime. Parmi les éléments qui participèrent à la fragmentation de l'opposition, notons l'acharnement constant de la Stasi à cibler et poursuivre les opposants et toute personne affichant une opinion contraire aux diktats du régime. À titre d'exemple, lors d'un concert de musique rock à Berlin-Ouest devant le Reichstag en 1987, des citoyens de Berlin-Est qui tendaient l'oreille de leur côté de la frontière furent arrêtés par des agents de la police secrète pour avoir crié « À bas le mur! » et « Vive Gorbatchev! ».²⁶⁴ À cette époque, les dirigeants est-allemands avaient décidé de resserrer les mesures de contrôle politique afin de prévenir une recrudescence de la contestation dans le contexte de la libéralisation des régimes communistes du bloc soviétique. Comme l'indique Thompson, « *instead of pushing the regime toward democracy, as in Poland and Hungary, liberalization in the Soviet Union led to a*

²⁶³ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 107-116; Christian Joppke, *op. cit.*, p. 121-130.

²⁶⁴ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 123.

*hardening of neo-Stalinism in the GDR.*²⁶⁵ » Les dirigeants craignaient que la vague réformiste vienne remettre en cause le régime est-allemand. Ils savaient pertinemment que la fin du socialisme équivalait à une mise à mort de la RDA car celle-ci n'avait pas de fondement national distinct. Cette crainte les poussa notamment à interdire en novembre 1988 la diffusion de l'édition allemande de la revue soviétique *Sputnik*. La nervosité des dirigeants est-allemands les conduisit également à interdire plusieurs films en provenance d'URSS.²⁶⁶

La faiblesse de l'opposition était également due à son ancrage dans les Églises. Le fait que les groupes contestataires aient œuvré pendant de nombreuses années dans le cadre des Églises évangéliques entrava le développement de liens solides entre l'opposition et la population. Cette absence de contacts – et donc cette méconnaissance des luttes menées par les groupes d'opposition – eut pour effet une certaine stigmatisation des militants : on les qualifia souvent de rêveurs ou d'anarchistes.²⁶⁷ En outre, nous avons vu que le refus des groupes d'opposition de s'allier à la cause des candidats à l'émigration fit en sorte qu'ils s'isolèrent de plus en plus.

C'est à la suite de la commémoration annuelle de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht en janvier 1988 que les groupes d'opposition se retrouvèrent plus que jamais fragilisés. Cet événement mobilisa à la fois des militants du groupe « Citoyenneté Berlin » ainsi que des membres des groupes pour la défense des droits humains, tous résolus à faire entendre leur voix. Les agents de la Stasi, craignant la fusion des diverses mouvances contestataires, profitèrent de la manifestation pour se débarrasser des unes et des autres. Lors d'une première frappe,

²⁶⁵ Mark R. Thompson, *loc. cit.*, p. 279.

²⁶⁶ John C. Torpey, *op. cit.*, p. 119-121.

²⁶⁷ Andreas Hadjar, *loc. cit.*, p. 115.

la police arrêta cinquante-quatre militants. C'est au cours d'une seconde frappe que les figures de proue de la scène contestataire de Berlin-Est furent emprisonnées et accusées de haute trahison.²⁶⁸ Ces arrestations déclenchèrent une importante vague de protestation. Des veillées de prières dans les Églises évangéliques furent organisées partout au pays, et en particulier à Leipzig et à Berlin-Est. De plus, des centaines de membres de l'opposition démocratique à travers tout le bloc soviétique signèrent une déclaration conjointe condamnant l'arrestation des militants. Au début du mois de février, les opposants furent confrontés à un choix déchirant : rester derrière les barreaux ou accepter des visas de longue durée pour l'Ouest. Ils optèrent pour l'exil. Dans les semaines suivantes, les groupes d'opposition, privés de leurs personnalités les plus influentes, s'effritèrent presque totalement.²⁶⁹ À l'orée de 1989, il y avait donc d'une part un certain nombre de groupes d'opposition fragmentés et n'ayant pratiquement aucun ancrage dans la société est-allemande, et d'autre part, un mouvement des candidats à l'émigration en pleine effervescence.

3.6 Conclusion

En terminant, si nous examinons dans son ensemble le développement de l'opposition est-allemande au cours des années 1980, nous pouvons conclure que les militants demeurèrent généralement de tendance révisionniste plutôt que d'évoluer de façon définitive vers la dissidence. Même si ces opposants constituaient une nouvelle génération de contestataires qui avait pris davantage ses distances par rapport au régime, ils restèrent largement « prisonniers » des mêmes schémas que leurs prédécesseurs. Comme l'explique Joppke, ils continuèrent d'espérer ouvrir le

²⁶⁸ On rapporte qu'entre le mois de janvier et le mois de mars 1988, plus de cinq cents opposants furent arrêtés. Vladimir Tismaneanu, *loc. cit.*, p. 106.

²⁶⁹ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 130-132; Vladimir Tismaneanu, *loc. cit.*, p. 107-108.

dialogue avec le pouvoir et réformer le « socialisme réellement existant » parce qu'ils étaient fondamentalement fidèles au régime socialiste :

« When Eastern European dissident movements had long given up the hope, East German dissidents still wanted to reform communism from within. In fact, the very notions of dissent and opposition were initially rejected by those who de facto practiced them. On the one hand, this hesitation had tactical reasons, because any form of organized opposition had to provoke massive retaliation. But more important was the underlying loyalty to the regime.²⁷⁰ »

Comme nous l'avons vu, c'est la paix, et non les droits humains, qui fut le thème central de la scène contestataire est-allemande au début des années 1980. Au milieu de la décennie, les militants pacifistes n'étant pas parvenus à faire fléchir le régime quant à son orientation militariste, ils se tournèrent vers la défense des droits humains. Cela démontre clairement qu'ils ne restèrent pas aveugles devant les imperfections du système. Toutefois, ce tournant vers la dissidence ne fut jamais totalement achevé. Les militants des droits humains ne parvinrent pas à tirer parti de la politisation du mouvement d'émigration pour consolider leur assise. Ils refusèrent d'appuyer les candidats à l'émigration car le départ des citoyens est-allemands pour la République fédérale venait remettre en cause le bien-fondé d'une réforme du régime et réduisait le potentiel de mobilisation à l'intérieur de la RDA.

Il est important de souligner que les formes que prit la lutte des militants pacifistes – c'est-à-dire la création de groupes plus structurés sous la protection de l'Église, l'organisation d'activités ayant un caractère « public », etc. – constitue une innovation majeure dans l'évolution de l'opposition en RDA. De fait, ces opposants réussirent à faire le lien entre une opposition qui s'exprimait auparavant à travers des intellectuels plus ou moins isolés et une mouvance contestataire plus rassembleuse qui émanait davantage du « monde ordinaire ». C'est donc le mouvement pacifiste

²⁷⁰ Christian Joppke, *op. cit.*, p. 73.

autonome qui inspira, par ses valeurs et ses stratégies, les groupes axés sur la défense des droits humains.²⁷¹ Toutefois, malgré cet élargissement de la base contestataire, l'opposition demeura un phénomène marginal.

Notre analyse démontre que les groupes contestataires des années 1980 expérimentèrent largement les limites de l'activité politique indépendante dans un régime léniniste. Les épisodes relatés ci-haut montrent que la police était toujours prête à réprimer les militants qui se montraient trop radicaux, trop critiques. Si le régime fut particulièrement intransigeant vis-à-vis de l'opposition, c'est qu'il pressentait qu'un affaiblissement du pouvoir provoqué par un large mouvement contestataire mènerait à l'effondrement de la RDA. C'est surtout grâce à la protection de l'Église évangélique que les groupes d'opposition furent tolérés par les dirigeants communistes durant un certain temps. Par ailleurs, nous constatons que le soutien des mouvements sociaux occidentaux et des dissidents est-européens s'avéra indispensable pour les opposants est-allemands. Il leur insuffla une confiance en eux-mêmes qui les encouragea à braver le régime et à investir le peu d'espace public disponible pour exprimer leurs revendications. La pression exercée par les mouvements occidentaux permit également à de nombreux militants est-allemands emprisonnés d'être libérés. Enfin, il semble que l'obstination des autorités à réduire l'opposition au silence acheva de fragiliser celle-ci à la fin des années 1980 et ce, en dépit du mouvement de libéralisation qui prenait de plus en plus d'ampleur dans le bloc soviétique.

²⁷¹ Steven Pfaff, « The Politics of Peace in the GDR... », *loc. cit.*, p. 281.

CONCLUSION

Par sa nature même, le régime communiste est-allemand se devait d'exercer un contrôle total sur toutes les sphères de la vie sociale afin, soi-disant, de réaliser le bien du peuple, c'est-à-dire l'avènement d'une société sans classe. Pour ce faire, il a œuvré avec acharnement à anéantir toute manifestation de vie indépendante. Toutefois, il appert que les dirigeants est-allemands ne sont jamais parvenus à empêcher et neutraliser totalement les critiques émanant de la société. Ainsi, une opposition au régime communiste a bel et bien existé en RDA. C'est précisément ce phénomène que nous avons voulu analyser dans la présente étude. Nos recherches ont démontré, dans un premier temps, que l'opposition est-allemande présentait certains traits particuliers. D'une part, elle est demeurée un phénomène marginal et ce, jusqu'à la toute fin des années 1980. D'autre part, elle n'a jamais remis en question les fondements de l'État est-allemand, c'est-à-dire les idéaux socialistes. Elle s'est plutôt exprimée en faveur de la démocratisation du régime. Cela dit, les auteurs qui se sont intéressés à l'évolution de l'opposition ont peu ou pas cherché à savoir pourquoi il en a été ainsi. L'objectif que nous nous sommes donc fixé a été d'examiner les facteurs qui permettent d'expliquer les particularités de la dynamique contestataire en RDA.

La typologie de Christian Joppke, qui distingue trois types d'opposition aux régimes léninistes – le révisionnisme, la dissidence et le nationalisme, nous a amenée à jeter un regard neuf sur le développement du phénomène contestataire en RDA. En effet, il nous a permis de constater que les opposants au régime sont demeurés de tendance révisionniste plutôt que d'évoluer de façon définitive vers la dissidence. Le portrait que nous avons brossé de l'évolution de l'opposition est-allemande confirme nos constats initiaux. Tout d'abord, l'opposition n'a effectivement jamais remis en cause le système socialiste. Qui plus est, elle a toujours continué de revendiquer une

réforme du régime de l'intérieur. Cette loyauté des opposants est-allemands apparaît évidente jusque dans les années 1980, alors que les dissidents est-européens étaient, quant à eux, en rupture totale avec le système. L'évolution de ces opposants vers la dissidence s'explique par le fait qu'ils avaient reconnu la nature irréformable des régimes communistes du bloc soviétique tels qu'ils s'étaient développés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En effet, ces régimes ne pouvaient pas être réformés sans être détruits car ils n'étaient pas en mesure de défendre leur prétention totalitaire dans une société ouverte et pluraliste. La chute de l'URSS, qui s'est produite à la suite de l'instauration de réformes par Gorbatchev au milieu des années 1980, prouve bien que la libéralisation du régime était un pari très risqué. Les militants est-allemands qui ont choisi d'axer leur lutte sur la défense des droits humains ont démontré qu'une certaine évolution de l'opposition est-allemande vers la dissidence était possible. Toutefois, ce tournant n'a jamais été achevé.

Ensuite, notre description analytique de l'opposition montre clairement qu'elle n'est jamais parvenue à pénétrer en profondeur dans la société et qu'elle a constitué, par conséquent, un phénomène marginal. Si l'on exclut la révolte ouvrière de 1953, l'opposition s'est résumée, jusqu'à la fin des années 1970, à une poignée d'intellectuels révisionnistes qui avaient été proches du Parti dirigeant avant d'être exclus pour avoir exprimé des vues hérétiques. Dans les années 1980, la faillite idéologique et économique du régime est-allemand aurait pu permettre aux opposants d'exploiter le désillusionnement des citoyens afin de bâtir un mouvement d'opposition plus large capable d'ébranler le pouvoir et d'initier des transformations majeures au cœur même du système. Toutefois, le décalage entre les opposants – de tendance révisionniste – et les citoyens – dont un grand nombre souhaitait passer à l'Ouest – a été trop important pour pouvoir construire un mouvement contestataire de masse. Bien sûr, le mouvement pacifiste autonome a réussi à gagner la faveur populaire avec ses actions dénonçant la militarisation croissante de la société est-allemande ainsi que la menace d'une guerre nucléaire qui pesait sur l'Europe. À

preuve, certaines activités des groupes pacifistes ont réuni des milliers de personnes en dépit de la crainte omniprésente des participants d'être sévèrement punis par les autorités. Dans un régime répressif comme celui de la RDA, ces rassemblements contestataires ont constitué un tour de force ainsi qu'un véritable pied-de-nez à la prétention du pouvoir d'incarner les intérêts des citoyens. Or, l'opposition est demeurée malgré tout en marge de la société.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer le maintien de la tendance révisionniste ainsi que la faiblesse de l'opposition. En premier lieu, le mythe fondateur antifasciste de l'État est-allemand a servi de ciment entre le régime et la population. Les opposants ne pouvaient tout simplement pas remettre en cause le socialisme puisqu'il représentait la seule option envisageable vis-à-vis du passé nazi de l'Allemagne, qui était lui-même considéré, selon les communistes, comme l'aboutissement de l'évolution du capitalisme. Les intellectuels critiques, qui ont condamné le dogmatisme des dirigeants est-allemands et qui ont milité pour la démocratisation du socialisme durant les années 1950, 1960 et 1970, adhéraient pleinement au mythe antifasciste. La loyauté de la nouvelle génération d'opposants dans les années 1980 a été toutefois beaucoup moins conditionnée par cet antifascisme puisqu'ils n'avaient pas eux-mêmes vécu les années cruciales d'après-guerre. Par ailleurs, soulignons que les dirigeants ont largement joué la carte de l'anticapitalisme antifasciste pendant toutes ces années dans le but de mobiliser la population autour de l'idéal socialiste et de justifier leurs politiques économiques et sociales. La construction du mur de Berlin, qualifié de « mur de protection antifasciste », constitue un très bon exemple de ces manœuvres de manipulation.

En second lieu, la fidélité des opposants au régime était également liée à l'absence d'alternative au socialisme puisque la RDA n'avait pas de fondement national distinct. En fait, cette alternative existait déjà sous la forme du capitalisme occidental mais elle était tout simplement taboue. L'impossibilité d'utiliser un

discours nationaliste contre le communisme a constitué un véritable handicap pour les opposants est-allemands, et particulièrement pour les militants des droits humains. En effet, la lutte pour le respect des droits humains et des libertés civiles se devait d'avoir un « caractère » national car elle requérait une collectivité dans laquelle ces droits et libertés pouvaient être effectifs. Sans cet ancrage national essentiel à la lutte pour les droits humains, la capacité des opposants de créer un mouvement rassembleur apte à ébranler la classe dirigeante s'est vue affectée.

En troisième lieu, la prise en compte du facteur géopolitique apparaît primordiale pour comprendre le maintien de la tendance révisionniste et la marginalité de l'opposition. Nous avons vu que l'attrait exercé par la République fédérale sur les citoyens est-allemands a conduit un grand nombre d'entre eux à vouloir émigrer à l'Ouest. Il est clair que le phénomène de l'exil a pesé lourd sur le développement de l'opposition. Pourquoi devait-on s'efforcer de changer les choses en RDA si l'on pouvait partir pour la RFA et jouir enfin de tous les droits démocratiques? Le potentiel de contestation et de résistance à l'intérieur même de l'État est-allemand s'est vu réduit car de nombreux citoyens désillusionnés ont préféré quitter le pays. L'exil a également remis en question le bien-fondé de la lutte pour la démocratisation du régime communiste. Les opposants, parce qu'ils étaient parfaitement conscients de l'impact de l'émigration sur leurs propres efforts pour réformer le système socialiste, ont donc refusé d'appuyer les candidats à l'émigration lorsque ceux-ci se sont peu à peu politisés. Ce refus a toutefois eu de graves conséquences sur le développement ultérieur de l'opposition qui s'est, en effet, marginalisée encore davantage. Par ailleurs, les militants ont raté une occasion unique de renforcer leur engagement envers la défense des droits humains. La soupape de l'émigration a en outre bien servi le pouvoir qui a pu, à maintes reprises, se débarrasser des opposants en les renvoyant à l'Ouest. En somme, l'existence de la RFA a certainement participé à la fragilisation de l'opposition est-allemande ainsi qu'à son évolution tardive et incomplète vers la dissidence.

La situation nationale singulière de l'État est-allemand - c'est-à-dire celle d'un État n'ayant aucune légitimité nationale - a également eu des répercussions importantes sur l'attitude des dirigeants envers l'opposition. De fait, pendant toute la durée de l'existence de la RDA, ils se sont montrés généralement très intransigeants vis-à-vis des opposants et ont instauré des mesures particulièrement répressives à leur égard car ils savaient le régime très fragile. Le socialisme étant l'unique raison d'être de la RDA, toute manifestation qui allait à son encontre menaçait donc l'existence même de l'État. Le traitement réservé à de nombreux opposants révisionnistes – Wolfgang Harich, Robert Havemann, Wolf Biermann et bien d'autres – illustre clairement la crainte des autorités de voir le régime s'effondrer si elles laissaient l'opposition s'exprimer. Par ailleurs, cette crainte a fait en sorte qu'elles n'ont jamais été prêtes à prendre le risque de réformer le socialisme puisque la libéralisation politique du régime aurait miné leur contrôle sur la société. Il est intéressant de noter que les périodes de détente sur le plan idéologique – et donc de relative tolérance envers l'opposition - ont correspondu à des moments où les dirigeants ressentaient moins la menace de « l'ennemi capitaliste » occidental. Par exemple, à la suite de la construction du mur de Berlin, le régime est-allemand s'est retrouvé isolé par rapport à l'Ouest, ce qui a permis au gouvernement Ulbricht de consolider les assises du régime et de mettre en place certaines mesures de déstalinisation. Au demeurant, l'opposition est-allemande était faible du fait de la constante répression dont elle était l'objet.

Il importe de souligner que les médias ouest-allemands ont joué un rôle positif auprès de l'opposition en lui permettant de faire circuler ses idées et ses revendications. Ces médias ont également couvert de nombreux événements mettant en scène des militants est-allemands, ce qui a accentué la pression sur les dirigeants communistes. Puisque les médias officiels de la RDA étaient censurés et servaient principalement la propagande du SED, il était impossible pour les opposants d'employer ce moyen de communication pour rejoindre la population. Mais grâce à la

télévision ouest-allemande – très populaire auprès des citoyens est-allemands – et aux publications occidentales qu'on parvenait à faire passer à la frontière, l'opposition a tout de même réussi à diffuser ses idées. Or, cette « dépendance » envers les médias ouest-allemands – on dit que la RFA représentait la sphère publique de remplacement des militants est-allemands – a contribué à retarder l'émergence d'une société civile embryonnaire en RDA. De fait, elle a freiné le développement de publications clandestines proprement est-allemandes, les samizdats, qui elles-mêmes devaient permettre de tisser des liens plus solides entre les différentes mouvances contestataires et d'élargir le « mouvement » d'opposition, à la base restreint. Nous pouvons donc conclure que l'apport des médias ouest-allemands a été salubre pour l'opposition est-allemande mais également néfaste vis-à-vis de son plein épanouissement.

La création de groupes contestataires plus structurés dans les années 1980 a marqué un tournant décisif dans l'évolution de l'opposition en RDA. De fait, les groupes ont fait, en quelque sorte, le pont entre les intellectuels révisionnistes qui avaient milité au cours des deux décennies précédentes et les luttes des opposants de la nouvelle génération qui étaient plus proches des préoccupations quotidiennes des citoyens. L'Église évangélique s'est avérée indispensable au développement des groupes contestataires en leur offrant le seul espace libre du contrôle de l'État. Toutefois, l'attitude conciliante de l'Église par rapport au régime et ses craintes face à la radicalisation des opposants ont finalement nui à l'essor d'un mouvement contestataire plus large.

En dernière analyse, nous constatons que tous les éléments étaient présents pour faire en sorte que l'opposition est-allemande soit unique en regard des oppositions est-européennes. En effet, elle n'est jamais parvenue à aller au-delà de son attachement envers les idéaux socialistes prônés par le pouvoir pour se tourner de manière définitive vers la dissidence. En outre, elle a terminé sa course à la fin des

années 1980 en étant complètement marginalisée. Partant de ce fait, il nous semble étonnant de voir à quelle vitesse l'État est-allemand s'est effondré à l'automne 1989 sous la pression populaire. Comment se fait-il qu'un gouvernement qui croyait toujours au triomphe du modèle de socialisme est-allemand ait pu craquer de façon aussi inattendue? Des recherches ultérieures pourraient examiner le poids de la faillite idéologique et économique du régime dans la naissance d'un véritable mouvement d'opposition qui a osé prendre les rues d'assaut pour exiger des transformations politiques radicales. Une autre piste intéressante serait d'étudier le rôle des opposants révisionnistes dans l'émergence du mouvement de contestation qui a marqué « l'automne allemand ». Enfin, il serait pertinent de s'attarder au phénomène de l'exil qui a connu un nouvel essor en 1989 et qui s'est heurté à l'entêtement des dirigeants communistes de contenir au minimum le nombre de sorties du pays. Cela a sans doute participé à exacerber l'insatisfaction populaire. Ainsi, la RDA, de par sa situation nationale singulière, aura contribué à sa propre perte.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Allen, Bruce. *Germany East : Dissent and Opposition*. Montréal : Black Rose Books, 1991, 226 p.

Bafoil, François. *Règles et conflits sociaux en Allemagne et en Pologne post-communistes*. Coll. « Pays de l'Est ». Paris/Montréal : L'Harmattan, 1997, 253 p.

Bahro, Rudolf. *L'alternative : pour une critique du socialisme existant réellement*. Paris : Stock, 1979, 425 p.

_____. *Je continuerai mon chemin*. Coll. « Dialectiques – Interventions ». Paris : Librairie François Maspero, 1979, 141 p.

Bleiker, Roland. *Nonviolent Struggle and the Revolution in East Germany*. Monograph Series, no 6. Cambridge : The Albert Einstein Institution, 1993, 53 p.

Chiama, Jean et Jean-François Soulet. *Histoire de la dissidence : oppositions et révoltes en URSS et dans les démocraties populaires, de la mort de Staline à nos jours*. Paris : Éditions du Seuil, 1982, 501 p.

Claudin, Fernando. *L'opposition dans les pays du « socialisme réel »*. Coll. « Recherches politiques ». Paris : Presses Universitaires de France, 1983, 382 p.

Corbin-Schuffels, Anne-Marie. *La force de la parole : les intellectuels face à la RDA et à l'unification allemande (1945-1990)*. Villeneuve-d'Ascq (Nord) : Presses universitaires du Septentrion, 1998, 279 p.

DeSève, Micheline. *L'échappée vers l'Ouest*. Montréal : CIDIHCA, 1991, 254 p.

Fejtő, François. *Budapest, l'insurrection*. Coll. « La Mémoire du siècle ». Bruxelles : Complexe, 1990, 217 p.

Joppke, Christian. *East German Dissidents and the Revolution of 1989 : Social Movement in a Leninist Regime*. New York : New York University Press, 1995, 277 p.

Jowitt, Ken. *The New World Disorder : The Leninist Extinction*. Berkeley : University of California Press, 1992, 342 p.

Michnik, Adam. *Penser la Pologne : morale et politique de la résistance*. Paris : Éditions La Découverte/Éditions Maspero, 1983, 221 p.

_____. *La deuxième révolution*. Paris : Éditions La Découverte, 1990, 212 p.

Opp, Karl-Dieter, Peter Voss et Christiane Gern. *Origins of a spontaneous revolution : East Germany, 1989*. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1995, 280 p.

Renaud, Guy. *L'unification de l'Allemagne*. Coll. « Les essentiels de la civilisation allemande ». Paris : Éditions Ellipses, 2000, 160 p.

Rosenzweig, Sophie. *Le lien rompu. Chroniques de la réunification allemande*. Coll. « Vifs ». Paris : Éditions du Félin, 1991, 216 p.

Schuffels, Klaus. *Berlin. Années 1970-1980 : le ciel partagé*. Série Monde – H.S no 1 (janvier 1983). Paris : Autrement, 1991, 253 p.

Sémelin, Jacques et Christian Mellon. *La non-violence*. Coll. « Que sais-je? ». Paris : Presses Universitaires de France, 1994, 127 p.

Sémelin, Jacques (sous la dir.). *Quand les dictatures se fissurent : résistances civiles à l'Est et au Sud*. Coll. « Culture de paix ». Paris : Desclée de Brouwer, 1995, 260 p.

Skilling, Gordon H. *Samizdat and an Independent Society in Central and Eastern Europe*. Columbus (Ohio) : Ohio State University Press, 1989, 293 p.

Staniszki, Jadwiga. *Pologne : la révolution autolimitée*. Coll. « Recherches politiques ». Paris : Presses Universitaires de France, 1982, 334 p.

Torpey, John C. *Intellectuals, Socialism, and Dissent : The East German Opposition and its Legacy*. Minneapolis (Minn.) : University of Minnesota Press, 1995, 320 p.

Touraine, Alain *et al.* *Solidarité*. Coll. « Mouvements ». Paris : Fayard, 1982, 309 p.

Vilmar, Fritz et Gislaine Guittard. *La face cachée de l'unification allemande*. Paris : Éditions de l'Atelier/Les Éditions ouvrières, 1999, 233 p.

Chapitres d'ouvrage

Bartosek, Karel. « Europe centrale et du Sud-Est ». In *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, par Stéphane Courtois *et al.*, p. 551-639. Paris : Éditions Robert Laffont, 1997.

Colas, Dominique. « L'absence de société civile sous le communisme, sa faiblesse sous le post-communisme ». In *L'Europe post-communiste*, sous la dir. de Dominique Colas, p. 29-55. Coll. « Premier Cycle ». Paris : Presses Universitaires de France, 2002.

Havel, Vaclav. « Le pouvoir des sans-pouvoir ». Chap. in *Essais politiques*, p. 65-157. Paris : Éditions du Seuil, 1990.

Lachaise, Francis. « 1980-1989 – Une décennie décisive ». Chap. in *Histoire d'un État disparu : la République démocratique allemande de 1945 à nos jours*, p. 107-128. Paris : Éditions Ellipses, 2001.

Lorrain, Sophie. « 1976-1989 : crises et problèmes de la RDA ». Chap. in *Histoire de la RDA*, p. 93-113. Coll. « Que sais-je? ». Paris : Presses Universitaires de France, 1994.

McFalls, Laurence H. « Behind the Wall : The East German *Sonderfall* ». Chap. in *Communism's Collapse, Democracy's Demise? The Cultural Context and Consequences of the East German Revolution*, p. 23-44. New York : New York University Press, 1995.

Offe, Claus. « Une “voie allemande” de la transition? L'ex-RDA au regard de ses voisins d'Europe de l'Est ». Chap. in *Les démocraties modernes à l'épreuve*, p. 296-326. Paris/Montréal : L'Harmattan, 1997.

Rupnik, Jacques. « Le totalitarisme vu de l'Est ». In *Totalitarismes*, sous la dir. de Guy Hermet, p. 43-71. Paris : Éditions Economica, 1984.

Sandford, John. « The Peace Movement and the Church in the Honecker Years ». In *The German Revolution of 1989 : causes and consequences*, sous la dir. de Gert-Joachim Glaessner et Ian Wallace, p. 124-143. Oxford : Berg Publishers Limited, 1992.

Serebrianny, Andreï. « Totalitarisme-Totalitaire ». In *50 idées qui ébranlent le monde. Dictionnaire de la Glasnost*, sous la dir. de Youri Afanassiev et Marc Ferro, p. 344-347. Paris : Payot, 1989.

Smolar, Alexander. Préface au livre *Pologne : une société en dissidence*, textes rassemblés par Z. Erard et G. M. Zygiel, p. 7-16. Paris : Éditions Maspero, 1978.

Tismaneanu, Vladimir. « Against Socialist Militarism : The Independent Peace Movement in the German Democratic Republic ». In *In search of civil society : independent peace movements in the Soviet bloc*, sous la dir. de Vladimir Tismaneanu, p. 135-180. New York : Routledge, 1990.

Volkmer, Werner. « East Germany : Dissenting Views during the Last Decade ». In *Opposition in Eastern Europe*, sous la dir. de Rudolf L. Tökés, p. 113-141. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1979.

Wallace, Ian. « The Failure of GDR Cultural Policy under Honecker ». In *The German Revolution of 1989 : causes and consequences*, sous la dir. de Gert-Joachim Glaessner et Ian Wallace, p. 100-123. Oxford : Berg Publishers Limited, 1992.

Articles de périodique

Bathrick, David. « The Politics of Culture : Rudolf Bahro and Opposition in the GDR ». *New German Critique*, no 15 (automne 1978), p. 3-24.

Behrend, Hanna. « The Rise and Fall of the East German Civil Rights Movement ». *New Politics*, vol. 6, no 3 (été 1997), 10 p.

Collectif. « À la gauche du Parti et de l'Église : les pacifistes est-allemands. Une interview de Thomas Auerbach et de Peter Rösch ». *L'Alternative*, no 24 (novembre-décembre 1983), p. 9-10.

_____. « RDA : répression contre les pacifistes ». *L'Alternative*, no 26 (mars-avril 1984), p. 45-49.

Cooper, Belinda. « The Western Connection : Western Support for the East German Opposition ». *German Politics and Society*, vol. 21, no 4 (hiver 2003), 13 p.

DeSève, Micheline. « À l'Est, la colombe bat de l'aile ». *Possibles*, vol. 11, no 1 (1986), p. 47-59.

Ferret, Christine. « Documentation et engagement : Les bibliothèques de l'environnement en Allemagne ». *Bulletin des bibliothèques de France*, t. 47, no 3 (2001), p. 9-14.

Fuchs, Jürgen. « Lettre ouverte au mouvement pour la paix d'Europe occidentale ». *L'Alternative*, no 21 (mars-avril 1983), p. 27-29.

Furet, François. « L'énigme de la désagrégation communiste ». *Le débat*, no 62 (novembre-décembre 1990), p. 166-178.

Gaudillière, Jean-Paul et Yves Sintomer. « De l'opposition en ex-RDA aux engagements de la société civile d'aujourd'hui : entretien avec Jens Reich ». *Mouvements*, no 14 (mars-avril 2001), p. 127-134.

Hadjar, Andreas. « Non-Violent Political Protest in East Germany in the 1980s : Protestant Church, Opposition Groups and the People ». *German Politics*, vol. 12, no 3 (décembre 2003), p. 107-128.

Heckart, Beverly. « The Battle of Jena : Opposition to "Socialist" Urban Planning in the German Democratic Republic ». *Journal of Urban History*, vol. 32, no 4 (mai 2006), p. 546-581.

Hirschman, Albert O. « Exit, Voice and the Fate of the German Democratic Republic : an Essay in Conceptual History ». *World Politics*, vol. 45, no 2 (janvier 1993), p. 173-202.

Jaraus, Konrad H. « Au-delà des condamnations morales et des fausses explications : plaidoyer pour une histoire différenciée de la RDA ». *Genèses*, no 52 (septembre 2003), p. 80-95.

Joppke, Christian. « Revisionism, Dissidence, Nationalism : Opposition in Leninist Regimes ». *British Journal of Sociology*, vol. 45, no 4 (décembre 1994), p. 543-561.

_____. « Intellectuals, Nationalism and The Exit from Communism : The Case of East Germany ». *Comparative Studies in Society and History*, vol. 37, no 2 (avril 1995), p. 213-241.

Kott, Sandrine. « Collectifs et communauté dans les entreprises en RDA : limites de la dictature ou dictature des limites? ». *Genèses*, no 39 (juin 2000), p. 27-51.

McFalls, Laurence H. « Une Allemagne, deux sociétés distinctes : les causes et conséquences de la réunification ». *Revue canadienne de science politique*, vol. 26, no 4 (décembre 1993), p. 721-743.

Mueller, Carol. « Escape from the GDR, 1961-1989 : Hybrid Exit Repertoires in a Disintegrating Leninist Regime ». *The American Journal of Sociology*, vol. 105, no 3 (novembre 1999), p. 697-735.

Noiraud, Émile. « Le pacifisme en RDA ». *L'Alternative*, no 14 (janvier-février 1982), p. 51-52.

_____. « Pacifisme en RDA : "transformer les épées en socs de charrues" ». *L'Alternative*, no 16-17 (mai-août 1982), p. 60-64.

_____. « La guerre des écussons ». *L'Alternative*, no 18 (septembre-octobre 1982), p. 35-36.

_____. « Les trouble-fête : pacifistes à l'Est ». *L'Alternative*, no 24 (novembre-décembre 1983), p. 4-8.

Pfaff, Steven. « The Limits of Coercive Surveillance : Social and Penal Control in the German Democratic Republic ». *Punishment & Society*, vol. 3, no 3 (2001), p. 381-407.

_____. « The Politics of Peace in the GDR : The Independent Peace Movement, the Church, and the Origins of the East German Opposition ». *Peace & Change*, vol. 26, no 3 (juillet 2001), p. 280-300.

Pomian, Krzysztof. « La dissidence ». *Libre*, no 8 (1980), p. 3-53.

Ramet, Pedro. « Disaffection and Dissent in East Germany ». *World Politics*, vol. 37, no 1 (octobre 1984), p. 85-111.

Salman, Laura. « “Des femmes pour la paix” : une interview d’animatrices d’un groupe de femmes indépendant de Berlin-Est ». *L’Alternative*, no 25 (janvier-février 1984), p. 13-14.

Sémelin, Jacques. « Le “totalitarisme” à l’épreuve de la résistance civile (1939-1989) ». *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, no 39 (juillet-septembre 1993), p. 79-90.

_____. « De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et l’action non-violente ». *Revue française de science politique*, vol. 48, no 6 (décembre 1998), p. 773-782.

Skvorecky, Josef. « Les Canadiens souffrent-ils de naïveté politique? ». *Liberté 156*, vol. 26, no 6 (décembre 1984), p. 3-20.

Sperber, Jonathan. « 17 June 1953 : Revisiting a German Revolution ». *German History*, vol. 22, no 4 (2004), p. 619-643.

Thériault, Barbara et Sébastien Poitras. « La critique comme métier et vocation. Les intellectuels d’Europe centrale et les samizdats ». *Possibles*, vol. 30, no 3-4 (été-automne 2006), p. 93-106.

Thompson, Mark R. « No Exit : Nation-Stateness and Democratization in the German Democratic Republic ». *Political Studies*, vol. 44, no 2 (1996), p. 267-286.

Tismaneanu, Vladimir. « Nascent Civil Society in the German Democratic Republic ». *Problems of Communism*, vol. 38, no 2-3 (mars-juin 1989), p. 90-111.

Von Wrobley, Vincent. « Le mensonge érigé en ordre du monde... ». *Les Temps Modernes*, no 525 (avril 1990), p. 4-34.

Witkowski, Gregory R. « Peasants Revolt? Re-evaluating the 17 June Uprising in East Germany ». *German History*, vol. 24, no 2 (avril 2006), p. 243-266.

Articles de journaux

Karol, K. S. « Les pacifistes de "l'autre Europe" ». *Le Nouvel Observateur* (Paris), 28 octobre 1983, p. 35-36.

Manale, Margaret. « Pacifisme et contestation en Allemagne de l'Est ». *Le Monde diplomatique* (Paris), novembre 1983, 4 p.